

Tatu Laurent et Bogousslavsky Julien, *La Folie au front : la grande bataille des névroses de guerre*, Paris, Imago, 2012, 188 p., 20 €

**Emmanuel Saint-Fuscien**

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2013/3 N° 119 , PAGES 159B À 212B  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724633351

DOI 10.3917/ving.119.0159b

Date de mise en ligne : 08/08/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-3-page-159b?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## L'expérience de la Grande Guerre

HARDY-HÉMERY ODETTE, *Fusillé vivant*, Paris, Gallimard, « Témoins », 2012, 284 p., 22 €.

Le 6 septembre 1914, un général français arrête sept soldats de sa division marchant vers l'arrière et décide de les passer par les armes. Il obtient de sa hiérarchie l'autorisation de faire fusiller les combattants sans procès et organise une parade d'exécution immédiate et désordonnée. Les sept hommes sont fusillés par trente-cinq soldats. Le nombre des fusillés rend impossible à l'adjudant la répétition du coup de grâce, ce tir à bout portant dans la tête des suppliciés. Après l'avoir administré à deux soldats, le sous-officier se montre incapable de répéter son geste. Le peloton, les officiers et sous-officiers laissent ainsi les corps sur place. Parmi eux, trois ne sont pas morts : Palmyre Clément qui décède peu de temps après de sa blessure, Gaston Dufour blessé à la jambe et dont on perd la trace, et François Waterlot qui n'a aucune blessure et retourne combattre dans son unité.

Jean-Yves Le Naour nous avait fait découvrir cette histoire en tout point extraordinaire (*Fusillés*, Paris, Larousse, 2010), dont Odette Hardy-Hémery tire aujourd'hui un livre publié aux éditions Gallimard dans la collection « Témoins ».

L'ouvrage semble osciller entre deux intentions. La première serait de proposer la micro-histoire d'un parcours singulier, proprement hors du commun : celui d'un soldat qui, en quelque sorte, meurt deux fois. Seul fusillé survivant connu, soldat condamné sans procès, son histoire aurait pu rendre intelligible la brutalité exercée par des officiers supérieurs dépassés sur le champ de bataille de l'été 1914 et permettre ainsi de comprendre les mutations profondes de l'autorité et de la justice militaires que la Première Guerre

mondiale a finalement entraînées. Car c'est sur tout cette histoire qu'éclaire l'événement. Odette Hardy-Hémery ouvre d'ailleurs de nombreuses portes : la violence de la bataille des frontières et la peur de la retraite vécues par les soldats (et le général Boutegourd qui les condamne), le passé colonial de ce dernier, qui soulève la question du transfert des pratiques d'autorité et de brutalité propres aux officiers coloniaux, une justice désorganisée, prise de court et pour tout dire inexistante lors des premières semaines du conflit autant d'éléments essentiels que l'auteure relève sans toutefois les mettre franchement au service de son histoire : la mise à mort brutale de sept soldats innocents.

La seconde intention, celle qui finalement semble s'imposer au fil des pages, est de retracer une biographie civile et militaire de ce soldat pour proposer une vaste relecture des grands thèmes de l'historiographie récente (et moins récente) de la Guerre (vie des tranchées, expériences combattantes, liens avec l'arrière, écriture de soi, vision de l'ennemi, autorité et obéissance, etc.). L'ensemble risque alors de se révéler frustrant pour le lecteur, tant les apports récents de l'historiographie sur chacune de ces questions sont riches et nombreux. Il manque ainsi des références essentielles, mais à l'impossible nul n'est tenu, et l'exercice d'une relecture générale de la guerre de 1914 au prisme d'un événement singulier était probablement voué à l'échec dans le cadre du format de cette collection.

Il reste le récit stupéfiant d'un « mort-vivant » qui revient dans son unité après son exécution manquée, combat, reçoit distinctions et décorations avant de tomber, cette fois sans se relever, sous le feu de l'ennemi le 10 juin 1915, aux côtés de ceux qui avaient encadré sa parade d'exécution quelques mois plus tôt.

*Emmanuel Saint-Fuscien*

TATU LAURENT et BOGOUSLAVSKY JULIEN, *La Folie au front : la grande bataille des névroses de guerre*, Paris, Imago, 2012, 188 p., 20 €.

Deux neurologues, Laurent Tatu et Julien Bogousslavsky, s'intéressent à leur tour à la psychiatrie de guerre entre 1914 et 1918. La Grande Guerre semble être à l'origine d'une séparation entre approche purement organique et nouvelle prise en compte de troubles nerveux. Cette ligne de séparation n'est pas une frontière close et les auteurs rendent compte d'un fort empirisme, jusque dans l'usage des mots qui nomment les traumatismes de guerres : « commotion », « émotion », « suggestion », chacun de ces termes renfermant des présupposés culturels et idéologiques qui renseignent davantage sur le médecin soignant ou croyant soigner que sur le blessé souffrant. Le plus connu de ces présupposés relie la suggestion ou l'autosuggestion à l'hystérie et, par là, l'hystérie à la simulation, véritable obsession de la médecine psychiatrique de la Première Guerre mondiale. Cette perception d'une simulation qualifiée le plus souvent d'inconsciente écarte la nécessité de réformer les blessés psychiques et renvoie le névrosé à une curabilité certaine, y compris par les moyens brutaux de « torpillage » électrique. Déjà bien abordé par les spécialistes de la Grande Guerre, l'exemple le plus célèbre est celui du médecin militaire Clovis Vincent, neurologue, pratiquant sur les soldats blessés psychiques des traitements électriques douloureux ; cela, jusqu'à l'affaire du zouave Deschamps, soldat qui refusa les soins et frappa Clovis Vincent, geste qui lui valut d'être jugé par un conseil de guerre. Or, le tribunal militaire ne condamna le soldat qu'à une peine dérisoire, signe tangible du désaveu de la faradisation trop brutale y compris au sein de l'armée.

Dans cette histoire de la psychiatrie de guerre déjà balisée, deux points intéressants peuvent être relevés. Le suivi des patients après la guerre, opéré par les auteurs, montre bien qu'en dépit de la fin du conflit et de la menace des combats, les traumatismes psychiques ne se résorbent pas : Deschamps est par exemple reconnu invalide à

100 % en 1926 et devra porter une prothèse dorsale. Ensuite, même si elle n'est pas tout à fait historicisée, la dimension autoritaire d'une telle médecine est révélée. Le médecin militaire est la seule figure de chef se retrouvant investi d'une triple autorité : autorité du grade (le médecin major est un officier), autorité de compétence (le médecin est celui qui soigne et peut sauver) et autorité judiciaire (il est sollicité pour de nombreuses expertises médicales par la justice militaire). Dans le cas des neuropsychiatres, on pourrait même ajouter un quatrième type d'autorité, hérité des psychologues ou psychiatres exerçant avant 1914, celle spécifique du « suggestionneur » que la guerre va dans certain cas annihiler. Cette autorité repose sur une foi partagée entre le médecin et le patient de la capacité du premier à suggérer au second les voies et les modalités de sa guérison, croyance commune que les campagnes de presse et les désaveux des conseils de guerre vont partiellement détruire. C'est en tout cas comme cela que l'on peut interpréter cette sentence rendu par Clovis Vincent lui-même (p. 98) : « Depuis la campagne de presse que l'on sait, nos résultats sont beaucoup moins faciles et moins rapides. Cela n'a rien d'étonnant quant on sait le rôle joué par la suggestion dans l'éclosion, mais surtout dans la fixation des phénomènes hystériques. » La justice militaire elle-même, en ne condamnant que légèrement les révoltes des patients, accorde de fait un droit nouveau, celui du refus de soins. Cette inflexion semble révéler en même temps qu'elle ébranle la vision démiurge que les médecins psychiatres pouvaient avoir d'eux-mêmes... avant la Grande Guerre.

*Emmanuel Saint-Fuscien*

BOURLET MICHAËL, *La Belgique et la Grande Guerre*, Paris, Soteca, 2012, 254 p., 25 €.

Après l'Italie, la Serbie, la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, c'est au tour de la Belgique d'apparaître dans la série des « Nations dans la Grande Guerre », dirigée par Frédéric Guelton. Ces ouvrages proposent chacun une étude ramassée d'une des puissances engagées dans le conflit,

ce qui permet souvent de combler le manque de publications récentes proposant une telle perspective au public français. Le cas de la Belgique, pays voisin et en partie francophone, est un peu différent des précédents : quelques synthèses ont été publiées en français ces dernières années, mais force est de constater qu'elles passent peu la frontière<sup>1</sup>.

Le travail du commandant Bourlet, docteur en histoire, offre un plan simple mais efficace. Après avoir dressé le portrait du pays avant la guerre, il en décrit l'effort militaire et la situation politique de l'invasion à la victoire. La part belle est bien entendu faite à l'armée et au territoire belges dans les opérations sur le front occidental, mais l'auteur s'attarde également sur la participation militaire belge en Afrique et en Galicie. Certains choix semblent cependant contestables. L'occupation (expérience dominante et singulière de la Belgique en guerre) est cantonnée à un petit chapitre, dont un tiers est consacré aux « atrocités », phénomène que l'on s'attendrait à voir associé à l'invasion. L'auteur paraît aussi se perdre parfois dans certains détails peu utiles, alors que c'est souvent lorsqu'il prend le parti d'être synthétique qu'il s'avère le plus convaincant, comme dans ses deux chapitres liminaires.

Le travail de Michaël Bourlet s'appuie assez largement sur des productions autochtones, qu'il complète par un retour fréquent à des publications belges et françaises de l'entre-deux-guerres ou à des productions relativement récentes de l'historiographie belge. On s'étonnera cependant du manque de référence à la production non francophone. L'absence de références en néerlandais, langue majoritaire en Belgique, est particulièrement regrettable vu le sujet, mais sans doute compréhensible pour des raisons linguistiques. Il convient aussi de noter l'omission de quelques travaux marquants postérieurs à 2005, qui auraient permis de nuancer le propos. Ainsi, une thèse de doctorat sur la police bruxelloise montre que les communes belges étaient loin d'avoir

été « privées [...] des pouvoirs de police » (p. 96), et qu'au contraire il existait dans ce domaine une coopération parfois poussée avec l'occupant<sup>2</sup>. De même, lorsque Michaël Bourlet écrit que parmi les centaines de milliers d'exilés belges, « beaucoup choisissent de s'installer dans leur pays d'accueil » (p. 180), ce qui est en partie vrai pour la France ne vaut absolument pas pour la Grande-Bretagne<sup>3</sup>. L'auteur apporte toutefois sa pierre à l'édifice en recourant à des rapports conservés au Service historique de la Défense (SHD), qui lui permettent à plusieurs reprises de présenter le point de vue de l'armée française sur son homologue belge ou sur la situation en Belgique. L'exercice est intéressant lorsque l'auteur s'en sert pour éclairer les relations franco-belges, mais il s'avère moins concluant lorsque les informations contenues dans lesdits rapports paraissent être prises pour argent comptant.

En dépit de ces réserves et de certaines erreurs et coquilles, l'ouvrage de Michaël Bourlet offre un panorama intéressant, accessible et souvent nuancé, sur un pays dont le rôle dans la Grande Guerre, surtout sur le plan symbolique, n'est pas à négliger.

Emmanuel Debruyne

LEIN RICHARD, *Pflichterfüllung oder Hochverrat ? Die tschechischen Soldaten Österreich-Ungarns im Ersten Weltkrieg*, Vienne, LIT Verlag, 2011, 441 p., 49,90 €.

Ce livre, issu d'une thèse de doctorat en histoire, s'appuie sur les archives militaires de l'Empire austro-hongrois et de la République tchèque, ainsi que sur les habituelles sources imprimées et, plus novateur, sur des périodiques non seulement autrichiens et allemands mais également tchèques. L'auteur commence par un solide tour de la bibliographie existante. Fort intéressant,

(2) Benoît Majerus, *Occupations et logiques policières : la police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007.

(3) Michaël Amara, *Des Belges à l'épreuve de l'Exil. Les réfugiés de la Première Guerre mondiale : France, Grande-Bretagne, Pays-Bas*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2008.

(1) La plus remarquable est certainement celle de Sophie De Schapdrijver, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Peter Lang, 2004.

car ce jeune Autrichien, proche d'Arnold Suppan, remet en cause le mythe de la trahison massive des régiments *k. u. k. (kaiserlich und königlich)*, impériaux et royaux) tchèques pendant la Première Guerre mondiale sur le front russe. Ce mythe est apparu dès 1917 dans les milieux politiques nationalistes germanophones d'Autriche, plus spécialement dans une commission parlementaire chargée de dénicher des coupables de la défaite qui se profilait. Il fut ensuite colporté pendant des décennies, par des historiens comme Paul Molisch, Edmund Glaise-Horstenau et plus récemment Jörg K. Hoensch. Les Tchèques ont construit un mythe alternatif célébrant les héros des Légions tchécoslovaques, piliers de la République de l'entre-deux-guerres, étudiées scientifiquement par John Francis Bradley. Des historiens de l'époque communiste ont fait de ces Légions des suppôts de l'antibolchevisme. Des historiens contemporains sérieux, tels que Karel Pichlík et Ivan Šedivý, ont analysé le décrochage global de l'opinion publique tchèque à l'encontre des autorités viennoises, mais sont restés discrets sur le détail du comportement des soldats tchèques dans l'armée austro-hongroise. Richard Lein, lui, mène deux études de cas : celle de la marche du 28<sup>e</sup> régiment d'infanterie pragoise au printemps 1915 et celle du comportement des 35<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> régiments d'infanterie de Plzeň à la bataille de Zborów (Zborov) en juillet 1917. Or les archives ne confirment nullement l'hypothèse d'une trahison. En réalité, cartes de champs de bataille et tableaux de pertes à l'appui, la capture de soldats tchèques faits prisonniers par l'armée russe résulte d'erreurs du commandement austro-hongrois ou de défauts de transmission d'ordres, du même type que ceux commis par le général Joffre lors de la première bataille de la Marne. Le taux de désertion fut comparable à celui des armées française ou anglaise. Au-delà, Richard Lein suit la constitution du mythe des Tchèques déserteurs dans la presse autrichienne de l'époque puis dans l'historiographie autrichienne et allemande depuis lors. Les caricatures antitchèques d'un côté, les constructions mythographiques de l'autre ont obscurci plus qu'éclairé l'analyse des origines des États successeurs de

l'Autriche-Hongrie. Ce livre devrait intéresser les chercheurs sur les mythes fondateurs de l'incompréhension entre Tchèques et germanophones à l'époque de la Première République tchécoslovaque de Masaryk.

Alain Soubigou

## La Seconde Guerre mondiale

DEBONS DELPHINE, *L'Assistance spirituelle aux prisonniers de guerre : un aspect de l'action humanitaire durant la Seconde Guerre mondiale*, préf. de François Cochet, Paris, Éd. du Cerf, 2012, 452 p., 38 €.

Ce livre, qui reprend l'essentiel d'une thèse de doctorat, traite un angle mort de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale d'un point de vue neuf, car résolument comparatif : les prisonniers des Alliés comme ceux du Troisième Reich ; les prisonniers des diverses confessions chrétiennes comme ceux des autres religions. Une telle volonté d'ouverture est toutefois limitée par les sources accessibles : bien moins nombreux, les musulmans de l'armée française ou les hindous de l'armée britannique sont plus difficiles à atteindre. Elle est limitée surtout par l'attitude des différents pays belligérants vis-à-vis de la convention qui a fixé, à Genève en 1929, le droit du prisonnier de guerre. Delphine Debons exclut de l'épuration les ressortissants des belligérants qui ne l'ont pas signée : URSS et Japon notamment, voire États-Unis d'Amérique. Or on sait que les prisonniers russes dans le Grand Reich et les prisonniers allemands en Russie soviétique ont été traités comme les déportés des camps de concentration et non selon le droit de la guerre : tout secours spirituel leur est interdit. Précaire est aussi le sort des soldats italiens vus par les Allemands comme des traîtres après le retrait de leur pays du conflit en 1943. Le Japon impérial, lui, considère les prisonniers comme des lâches qui auraient mieux fait de se suicider plutôt que de se rendre.

À l'intérieur du cadre ainsi défini, l'enquête a été menée avec une rigueur et un soin qui

méritent d'être relevés : Delphine Debons a visité tous les dépôts d'archives accessibles, à Genève, à Paris, à Rome, à Fribourg, à Berlin ou près de Londres. Elle en a tiré une étude documentée qui fera date. On en veut pour preuve notamment la précision des références de bas de pages ou le luxe des annexes (glossaire des termes religieux, notices biographiques sur des personnages méconnus, deux index). Elle passe en revue, pour la période comprise entre 1939 et 1948 (date des derniers rapatriements de prisonniers allemands), le droit du prisonnier à une assistance spirituelle tel qu'il est défini par la convention de 1929, l'organisation de cette assistance par trois pôles, neutre (Comité international de la Croix-Rouge, CICR) ou confessionnels (missions catholiques et missions anglo-protestantes autour du Conseil œcuménique des Églises en formation), l'attitude des États détenteurs de prisonniers (Allemagne, France et Grande-Bretagne principalement), enfin les activités spirituelles au sein des camps et leurs effets sur la population captive.

Plusieurs des résultats de l'enquête présentent un intérêt certain. Le triangle associatif sur lequel repose pour l'essentiel l'aide fonctionne le plus souvent de façon harmonieuse et complémentaire. Mais les frictions ne manquent pas non plus : entre les missions confessionnelles et le CICR, qui ne les voit pas toujours d'un bon œil intervenir dans un champ où il veut préserver son rôle privilégié ; ou entre missions confessionnelles, les catholiques craignant parfois le dynamisme de la Young Men's Christian Association (YMCA) à une époque où l'œcuménisme est encore en devenir. Sur l'attitude des États, l'enseignement majeur est qu'il n'y a pas de différence de nature entre celle du Troisième Reich et celle des Alliés. Malgré l'existence de multiples signes de discrimination, le premier ne soumet pas complètement les camps de prisonniers à son idéologie raciste : souvent regroupés, les prisonniers d'origine juive y survivent dans les mêmes conditions que leurs camarades, rudes mais sans commune mesure avec celles des camps de déportation et d'extermination. Quant aux Britanniques, ils empêchent, tout comme les Allemands, que l'aide spirituelle aux prisonniers soit utilisée

contre leur effort de guerre ; ils refusent donc l'imixtion dans les camps de civils allemands libres, ministres des cultes notamment, du moins jusqu'à la fin de la guerre : à partir de 1945, Anglais et Français facilitent au contraire l'encadrement spirituel des prisonniers allemands (camps séminaires de Chartres ou de Norton). La variable temps est en effet essentielle : l'aide spirituelle ne peut vraiment se mettre en place que dans une troisième phase, celle des camps stables (ordonnance allemande du 12 mai 1941 par exemple) ; et plus facilement dans les camps d'officiers, qui ne sont pas soumis au travail, que dans les camps de soldats ou dans les commandos agricoles et industriels. Au moment de la reddition, puis de l'improvisation consécutive, vu les effectifs concernés en 1940 comme en 1944-1945, l'aide spirituelle est autrement délicate. Sur ses résultats, Delphine Debons nuance fortement l'optimisme de commande des autorités religieuses, catholiques plus que protestantes, quant au coup de fouet spirituel qu'aurait représenté la captivité pour ceux qui y ont été soumis. Après un repli initial sur les consolations de la foi, la ferveur baisse et ne concerne plus qu'une faible minorité noyée au mieux dans une masse indifférente... comme dans la population masculine des pays d'origine. Un tel réalisme ne doit cependant pas occulter des germes apostoliques et missionnaires qui nourriront les Églises après la libération. En dépit des limites indiquées, le travail de Delphine Debons est une référence : on ne pourra plus étudier l'histoire religieuse de la Seconde Guerre mondiale, ni celle de l'humanitaire en temps de guerre, sans en tenir compte.

Étienne Fouilloux

DELESSERT THIERRY, *Les Homosexuels sont un danger absolu : homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne, Antipodes, « Histoire », 2012, 397 p., 36,50 €.

Issu d'une thèse de doctorat en histoire soutenue en 2010, l'ouvrage de Thierry Delessert offre une contribution novatrice pour qui s'intéresse à l'histoire de l'homosexualité en Europe, au

moyen d'une analyse articulée autour d'une histoire du mouvement homosexuel suisse, du traitement juridique et politique de la question de l'homosexualité et des débats que cette question a suscité au sein de la psychiatrie suisse.

La Suisse présente une situation unique puisqu'elle est le dernier bastion d'un mouvement social réprimé dans les autres pays d'Europe. Une « scène homosexuelle », largement dominée par l'association Der Kreis, s'épanouit à travers tout le pays selon un principe de discrétion proprement helvétique. Alors que partout ailleurs les législations se durcissent en la matière, la Suisse adopte une législation progressiste en 1942. Le Code pénal suisse dépénalise à l'échelle fédérale les relations homosexuelles jusqu'alors réprimées dans les cantons alémaniques et plus ou moins tolérées dans les cantons romans. Cependant, une institution échappe à cette transformation sociétale majeure : l'armée.

Grâce à l'analyse de cent cinquante-deux dossiers militaires d'« affaires de débauche contre nature », soit 0,4 % des affaires traitées durant la période 1939-1945, Thierry Delessert restitue en premier lieu la trajectoire d'anonymes, d'hommes invisibles dans la société civile, parce que n'appartenant pas à la scène homosexuelle, mais exclus de l'armée pour relations « contre nature ». Un apport majeur de ce travail est de fournir une étude qui joue sur les échelles (discours des accusés *versus* discours de la justice), les frontières (Suisse alémanique *versus* Suisse romande) et les disciplines (l'intrication du droit et de la psychiatrie) afin d'éclairer dans tout sa complexité et selon un regard renouvelé le « fait homosexuel ». La mise en miroir des stratégies de défense employées par les recrues poursuivies pour homosexualité (des hommes pour la plupart issus des classes populaires qui ne comprennent que peu de choses à l'objet de leur condamnation) et celles déployées par l'appareil juridique à grand renfort d'expertises psychiatriques est à cet égard particulièrement intéressante et montre *in fine* un traitement différencié selon la classe sociale. Mais plus encore, et tel pourrait être le fil rouge de l'ouvrage, la relative bienveillance pénale suisse ne peut se comprendre qu'en tenant

compte de la condamnation médicale et psychiatrique des pratiques homosexuelles. Autrement dit, la psychiatrie asilaire se substitue à la justice pénale et les « criminels » sont transformés en malades mentaux. Les cas jugés les plus graves par les médecins sont d'ailleurs condamnés à la « castration volontaire », qui n'a de volontaire que le nom. Les exemples sont rares mais néanmoins significatifs. En ce sens, ce travail pourrait ouvrir la voie à de nouvelles recherches empiriques, qui permettraient de comprendre, comme l'a montré l'historien néerlandais Pieter Koenders<sup>1</sup>, que la psychiatisation des homosexuel-le-s participe pleinement de la répression des sexualités marginales au moyen de leur exclusion du corps social. Enfin, un autre apport significatif de ce travail, et non des moindres, réside dans la mise en lumière des discours différenciés sur l'homosexualité selon qu'il s'agisse de la Suisse alémanique ou romande. Ainsi, l'étude de la spécificité suisse nous permet, en creux, de mieux comprendre les particularités et les limites des traditions juridiques et psychiatriques française et allemande et donc les attitudes vis-à-vis de l'homosexualité dans ces deux pays.

Régis Schlagdenbauffen

---

BEAUGÉ HENRI, *Vingt Ans en 1940. Chroniques de guerre d'un Français libre : 18 juin 1940-8 mai 1945*, Paris, Éd. du Cerf, « L'histoire à vif », 2012, 297 p., 20 €.

Présenté comme un journal à la chronologie discontinuée de cent trente-quatre entrées (dates et lieux), cet ouvrage de l'un des vingt-trois compagnons de la Libération vivants encore à la fin de l'année 2012 retrace les pérégrinations d'un jeune Finistérien du Relecq-Kerhuon près de Brest. Il illustre le choix au moment de la débâcle de nombreux Bretons (voir les travaux de Jean-François Muracciole) et l'itinéraire d'un étudiant des Arts et Métiers. Henri Beaugé est issu d'une famille nombreuse, catholique très pratiquante, dont le

---

(1) Pieter Koenders : *Tussen christelijk réveil en seksuele revolutie. Bestrijding van zedeloosheid, met de nadruk op repressie van homoseksualiteit*, Amsterdam, IISG, 1996.

père, ancien capitaine de la grande pêche et océanographe, réside au Canada pendant la guerre. Le livre est découpé en fonction des théâtres d'opération successifs.

Ayant retrouvé par hasard son frère Jacques (dix-huit ans) le 19 juin 1940, Henri Beaugé s'embarque à Ouessant sur un cargo pour Plymouth. Les deux frères s'engagent dans la France libre le 5 juillet ; Jacques sera grièvement blessé en novembre 1942. Henri Beaugé, qui est affecté aux chasseurs alpins, découvre alors les écrits du général de Gaulle et est porté par son patriotisme et sa foi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1941, il reçoit une formation militaire dans les camps britanniques, dont Camberley. Puis il est affecté au Moyen-Orient jusqu'en avril 1942 où il va commander des Saras du Tchad. Chargé de la logistique avec ses troupes coloniales, le lieutenant Beaugé demeure en Égypte, puis en Libye et en Afrique du Nord pendant deux ans. Son témoignage traduit son attachement à ses hommes et la rotation mal connue de ces soldats de l'Empire : Tchadiens, Cambodgiens, Syriens, Libanais, tirailleurs sénégalais. En 1943, en Tunisie et en Algérie, on perçoit les tensions et l'amalgame difficile entre les gaullistes et les giraudistes. L'auteur relate un périple de près de dix mille kilomètres aller et retour, en juin et juillet 1943, pour transporter du matériel américain de Casablanca au Nord de la Syrie. Du 10 avril au 14 août 1944, Henri Beaugé est en première ligne en Italie, où il est blessé dans des combats meurtriers. Il participe au débarquement de Provence et à la libération du pays, du Var jusqu'en Bourgogne et aux Vosges, notant au passage des scènes de tonte de femmes et une discussion avec un amiral pétainiste. Il se bat en Alsace et sur le front des Alpes. Henri Beaugé fera après la guerre une carrière de militaire et de haut fonctionnaire.

Le livre retranscrit des notes personnelles destinées à la famille en cas de disparition. Mais nous ignorons quels choix éditoriaux ont été faits (texte intégral, sélection de passages, réécriture ?) même s'il est indiqué que des carnets ont été perdus. Un cahier de photographies illustre les affectations. Cet ouvrage constitue un matériau pour les historiens, qui éclaire la vie au jour le jour et l'univers

mental de combattants qui n'ont pas tous été des héros de Bir Hakeim, parce qu'ils n'ont pas tous été en position de l'être. Les pages consacrées à la formation au Royaume-Uni sont moins riches que celles de Daniel Cordier dans *Alias Caracalla* (Paris, Gallimard, « Témoins », 2009).

Christian Bougeard

SIMONNET STÉPHANE, *Commandant Kieffer : 100 Français du Jour J*, Paris, Tallandier, 2012, 416 p., 22,50 €.

Derrière un titre un peu trompeur, ce livre est bien plus qu'une simple biographie de Philippe Kieffer, débarqué aux premières heures du 6 juin 1944 à la tête des cent soixante-dix-sept volontaires français du premier bataillon de fusiliers marins commandos (1<sup>er</sup> BFMC). Certes, Stéphane Simonnet reconstitue avec précision le parcours atypique de ce « civil en uniforme » considéré comme le père fondateur des commandos marine français. Si, quand il rejoint l'Angleterre le 18 juin 1940 pour s'engager dans la France libre, Philippe Kieffer a une carrière de financier derrière lui, son charisme hors du commun s'impose rapidement à ses hommes.

Stéphane Simonnet s'attache surtout à retracer les conditions de la mise sur pied et les combats de cette troupe de choc. Face aux réticences de la France libre, Philippe Kieffer, joue la carte britannique. Ses hommes, volontaires des Forces navales françaises libres, triés sur le volet, passent sous commandement britannique en mars 1942, et sont ensuite envoyés à l'instruction dans la redoutable école de commandos d'Achnacarry en Écosse. Les commandos français s'illustrent lors de raids sur les côtes françaises et décrochent leur emploi le Jour J. Le 1<sup>er</sup> BFMC prend alors le casino d'Ouistreham, non sans éprouver de lourdes pertes : le soir du 6 juin, 25 % des hommes manquent à l'appel. Les commandos sont alors engagés, au nord de Caen, dans une éprouvante guerre de position à laquelle ils ne sont guère formés : les pertes s'accumulent et les effectifs chutent. Ce n'est que lors de raids qu'ils opèrent contre les dernières résistances

---

allemandes dans l'estuaire du port d'Anvers, pendant l'hiver 1944-1945, que les commandos français retrouvent leur vocation première. La fin de la guerre est pourtant moins glorieuse : le 1<sup>er</sup> BFMC est envoyé en Allemagne pour garder un camp d'internement de suspects nazis, puis dissous en juillet 1945. Avant même cette dissolution, Philippe Kieffer quitte l'armée et s'engage dans la vie politique du Calvados.

À la fois commando britannique et unité composée de volontaires issus des FFL, sous les ordres d'un Français libre de la première heure, le 1<sup>er</sup> BFMC entretient des rapports distants avec le général de Gaulle. Après le 6 juin 1944, celui-ci, tenu à l'écart des préparatifs du débarquement de Normandie, boude le commando Kieffer. En refusant de le faire compagnon de la Libération, l'homme du 18 Juin exclut les Français du Jour J de la mémoire de la France libre.

Les relations de solidarité ou de rivalité entre les hommes, les rapports entre les différentes générations de recrues, et, *in fine*, les mécanismes sur lesquels s'appuie l'autorité du chef auraient sans doute mérité de plus amples développements pour comprendre la cohésion interne de cette unité hors du commun. Cependant, ce livre passionnant apporte une indéniable contribution à l'étude de la mosaïque de la Résistance extérieure, actuellement en plein chantier.

Claire Miot

---

MICHEL ALAIN, *Vichy et la Shoah : enquête sur le paradoxe française*, Paris, CLD éditions, 2012, 407 p., 25 €.

Alain Michel, historien israélien d'origine française, auteur de nombreux ouvrages sur les juifs de France sous Vichy, offre ici un curieux opus. Il n'entend rien de moins que réévaluer complètement l'historiographie existante sur la Shoah en France, tout en donnant un récit exact, complété par ses analyses des événements. Partant de la question maintes fois reprise des différentiels de déportations de Juifs dans les différents

pays d'Europe occidentale occupée (25 % de juifs de France déportés contre 75 % aux Pays-Bas), il entend démonter ce qu'il nomme la « *doxa* » qui verrait en Vichy le principal responsable de la « Solution finale » en France. S'il s'attaque nommément à la plupart des historiens français de Vichy, ses « bêtes noires » sont Robert O. Paxton, Michael Marrus, André Kaspi et surtout Serge Klarsfeld, qu'il accuse, entre autres, de noircir le régime et le gouvernement du maréchal Pétain (il ne fait d'ailleurs pas bien la différence). Paradoxalement, ce sont les ouvrages mêmes de ces historiens qu'il utilise largement, les citant souvent longuement. Car dans *Vichy et la Shoah*, les recherches archivistiques sont rares et celles un peu nouvelles ne portent que sur des documents des archives diplomatiques françaises. Ces dossiers très intéressants montrent qu'au moins le ministère des Affaires étrangères a tenté de se débarrasser des réfugiés juifs (qu'Alain Michel confond d'ailleurs avec les Juifs étrangers) en leur cherchant des pays d'accueil aux Amériques. Encore aurait-il fallu utiliser l'ensemble de ces documents et analyser les chaînes de transmission des ordres et de l'information. Si la description générale du rôle de Vichy dans la Shoah en France proposée par l'auteur n'est pas en elle-même entièrement à réfuter (le rôle des différents facteurs politiques dans les négociations ayant mené aux accords Bousquet-Oberg, par exemple), on se demande si son exercice n'a pas surtout constitué en la distribution de quelques bons points et de beaucoup de mauvaises notes. L'auteur critique à plusieurs reprises la confusion entre histoire et mémoire, tout en sautant à pieds joints dans ce qu'il dénonce. Le lecteur du livre n'apprendra rien sur le rôle des différentes politiques d'occupation allemande en Europe, ni sur la nature de l'antisémitisme de Vichy, ni sur l'acquisition de nouveaux habitus au sein des administrations françaises. Il est souvent légitime de s'attaquer à une « *doxa* » historique. Encore faut-il l'identifier correctement et faire preuve d'un peu plus de précision.

Jean-Marc Dreyfus

## Armée, espionnage et territoire

FALIGOT ROGER, GUISEL JEAN et KAUFFER RÉMI, *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2012, 734 p., 26 €.

L'histoire des services secrets français est l'objet, depuis les années 2000, d'un renouveau historiographique<sup>1</sup>. Elle conserve cependant des spécificités liées à la nature de l'objet étudié et à la question de l'accès aux sources. L'école française se distingue de ses « cousines » anglo-saxonnes en ce que l'histoire officielle n'a jamais eu droit de citer au boulevard Mortier, siège de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). À l'heure où Jennifer Garner, héroïne d'*Alias*, prêtait ses traits pour la promotion officielle de la CIA en ligne, la DGSE souhaitait rester un monde sans visage malgré quelques ouvertures. Si cet aspect est bien compréhensible pour ce qui relève de la sécurité professionnelle, il n'en est pas moins éloquent sur le rapport des services français à l'information : les affaires des années 1960 (Mehdi Ben Barka, Roger Delouette, infiltrations de taupes soviétiques, Françafrique, etc.) pèsent lourd, tant elles ont passablement altéré l'image du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), ancêtre de la DGSE. En conséquence, les rumeurs les plus sombres entourent les services trop facilement comparés à des « polices politiques », comme le déplorent les auteurs.

Décidant de battre en brèche ces idées reçues, ce livre s'emploie à suivre la création, les réformes et les évolutions perpétuelles du SDECE/DGSE de 1940 à nos jours, par-delà les apparences. Le trio d'auteurs, trois journalistes qui font figure de grands initiés des questions de renseignement, revendiquent la dimension « non officielle » de ce travail (p. 9), gage de leur liberté de ton. Leur méthode d'investigation en porte

les traces : ils se définissent eux-mêmes comme « chroniqueurs historiques de ces services » (p. 666). La composition du corpus (essentiellement des témoignages d'anciens du service, enrichis de documents privés collectés au gré de leurs précédentes enquêtes) et son analyse sont le fruit de plus de trente ans de travaux sur le sujet. L'une des forces du livre réside dans le vécu qui se dégage, entre les lignes, des entretiens avec d'anciens cadres, tels que le colonel de Marolles, chef du service Action dans les années 1970, et Claude Silberzahn, directeur général de 1989 à 1993. Sans nul doute, l'originalité de l'entreprise réside dans l'épithète « politique » inscrite dans le titre, tant elle montre l'angle d'approche retenu pour aborder ce sujet en quatre temps : « les temps héroïques » (1940-1958) ou les origines entre Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) et guerres coloniales, « de De Gaulle à Giscard » (1958-1981) ou les amours contrariées du pouvoir avec le SDECE, « les années Mitterrand » (1981-1995) sur fond de fin de guerre froide, et enfin « les années Chirac et Sarkozy » (1995-2012) ou la DGSE réformée dans le nouveau concert sécuritaire mondial.

Chronique manquante des services français, cette somme remarquable couronne trois décennies d'investigations du trio Faligot, Guisnel et Kauffer, impulsées par leurs initiatives des années 1980 et 1990.

Jean-Pierre Bat

NEVIASKI ALEXIS, *Képi blanc, casque d'acier et croix gammée : subversion au cœur de la Légion étrangère*, Paris, Fayard, 2012, 394 p., 22,90 €.

La Légion étrangère s'apparente pour beaucoup à une « unité mythique » de l'armée française. Corps de traditions, épris d'héroïsme, ce dernier attire autant qu'il intrigue. En effet, nombreuses sont les interrogations quant aux hommes qui choisissent d'y servir et sur son fonctionnement qui peut parfois sembler opaque. Dans cet ouvrage, Alexis Neviaski nous apporte un nouvel éclairage sur l'histoire méconnue de la Légion. Comme l'auteur le souligne, il s'agit de

(1) Voir Claude Faure, *Aux services de la République*, Paris, Fayard, 2004 ; et les travaux du groupe METIS depuis 2008 sous la direction de Philippe Hayez et des professeurs Olivier Forcade et Sébastien Laurent.

l'histoire de la guerre « non armée » de la Légion étrangère.

Ainsi ce dernier offre-t-il un récit précis et étayé de nombreuses sources sur les tentatives d'infiltrations et de déstabilisations de la Légion étrangère au sortir de la Grande Guerre jusqu'aux heures sombres de l'occupation. Cet ouvrage prend pour objet d'étude les principales « cibles » de ces tentatives de subversions à savoir les légionnaires allemands, forts nombreux en cette période de l'entre-deux-guerres où la situation intérieure de l'Allemagne encourage de nombreux engagements.

À travers cet ouvrage méthodique, Alexis Neviaski dévoile les différentes phases, étapes et actions des différents gouvernements et services allemands pour tenter de freiner et d'éradiquer tout engagement d'Allemands à la Légion étrangère, ainsi que pour inciter et faciliter les désertions. Le légionnaire allemand nous est présenté comme cible de la propagande anti-Légion qui vise à faire de lui le potentiel « agent infiltré » capable de nuire de l'intérieur.

De plus, l'auteur insiste notamment sur le tournant que constitua l'accession au pouvoir des nazis dans la lutte contre l'engagement d'Allemands à la Légion et sur l'image du légionnaire véhiculé dans la société allemande, faisant de ce dernier un « paria stigmatisé » à l'heure de l'idéologie raciale et sur fond de remilitarisation. Cet épisode où la Légion étrangère dut s'organiser pour lutter contre toute forme de déstabilisation et d'infiltration, en se comportant comme une arme de contre-espionnage, nous est admirablement livré par l'auteur.

Dès lors, il est possible de se rendre compte que l'idéologie véhiculée par les nazis sut toucher des ressortissants allemands, légionnaires en Afrique du Nord malgré les entraves mises aux différents réseaux par les services de renseignement français. Illustré par des trajectoires et des exemples concrets, ce livre constitue un état des lieux de l'influence germanique à la Légion et donc des différentes tentatives de subversion idéologique au sein des unités de Légion étrangère.

Enfin, cet ouvrage éclaire sur la traque des légionnaires allemands par les nazis à l'heure de la défaite française et des heures sombres de la Légion, période où cette dernière fut confrontée à un terrible dilemme : coopérer et livrer ses éléments allemands ou tout faire pour protéger ceux qui le demandent. Il s'agit d'une étude complète qui participe à l'élaboration d'une nouvelle page de l'histoire de ce corps militaire français encore trop ignorée.

Pierre Thoumelin

---

PEARSON CHRIS, *Mobilizing Nature : The Environmental History of War and Militarization in Modern France*, Manchester, Manchester University Press, 2012, 336 p., 65 £.

En 1915, le romancier Arnold Bennett parcourt l'Artois ravagé par la guerre. Les terres riches du Nord de la France évoquent à ses yeux « la paix, la majesté, la grandeur ». À mesure qu'on se rapproche du front, l'*openfield* laisse place toutefois à un environnement « stérilisé par les obus ». Le « militarisme allemand », écrit-il, a délibérément saccagé « le sol incomparable de la France ».

De la « zone rouge » délimitée en 1919 aux « urbicides » de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, en passant par les ravages de l'agent orange pendant la guerre du Vietnam, la nature a souvent été considérée comme une « victime » à part entière de la guerre moderne, et la « militarisation » de l'environnement, de manière plus générale, comme une forme de stérilisation. Chris Pearson étudie à son tour cette « militarisation » dans un livre un peu dispersé, qui court du Second Empire jusqu'au Plan armées 2000, où il articule une histoire de l'emprise militaire du territoire français avec une analyse des contestations de cette emprise, notamment par les civils peuplant les espaces militarisés.

Chris Pearson est à la fois un historien de l'environnement et de ceux qui l'occupent, hommes ou animaux. En cela, il se distingue radicalement d'autres historiens de l'environnement qui oublient trop souvent que la guerre est une expérience humaine, et non pas seulement un rapport

de forces entre des matières premières mobilisées de part et d'autre. Toutefois, le véritable apport de ce livre ne vient pas tellement d'une histoire environnementale de la guerre, comme l'indique son titre. Loin de centrer sa recherche sur les seuls champs de bataille, déjà largement étudiés comme terrains d'engagement et comme lieux de mémoire<sup>1</sup>, Chris Pearson s'intéresse aussi, de manière originale, à ce qui n'apparaît souvent qu'en blanc sur les cartes d'état-major : les camps militaires. Du camp de Châlons, inauguré par Napoléon III en 1857, jusqu'au camp du Larzac, il nous fait redécouvrir toute l'importance, stratégique et symbolique, de ces espaces largement négligés par les historiens de la guerre et situés généralement aux marges du territoire national.

Lieux d'entraînement et d'expérimentation, de modelage des corps et des paysages jusqu'à la prise en compte récente par l'armée des enjeux environnementaux, les camps militaires ont longtemps été des lieux publics, utilisés pour mettre en scène la puissance de l'armée, avant d'être peu à peu dissimulés ou interdits d'accès, puis rendus parfois à la population. Ce qui apparaît à travers l'étude de ces lieux disputés est finalement essentiel : en s'intéressant aux réemplois et mutations des espaces militarisés, Chris Pearson souligne la porosité de la frontière entre la guerre et la paix, entre espaces civils et espaces militaires.

Bruno Cabanes

## Guerre et littérature

GORRARA CLAIRE, *French Crime Fiction and the Second World War : Past Crimes, Present Memories*, Manchester, Manchester University Press, 2012, 151 p., 60 £.

Si la littérature prise actuellement les sujets historiques interrogeant le lien entre histoire et

(1) Voir par exemple, Mark Fiege, « Gettysburg and the Organic Nature of the American Civil War », in Richard P. Tucker et Edmund Russell (dir.), *Natural Enemy, Natural Ally : Toward an Environmental History of War*, Corvallis, Oregon State University Press, 2004, p. 93-109 ; et pour le cas français, Antoine Prost, « Verdun », in Pierre Nora (dir.), *Lieux de mémoire*, t. II : *La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, p. 188-233.

fiction, Claire Gorrara inverse ici la perspective en confrontant, dans un anglais limpide, quarante-sept romans noirs publiés de 1945 à nos jours, afin d'étudier la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Après les travaux d'Henri Rousso, consacrés à la mémoire commune véhiculée par le cinéma, le choix d'un genre considéré comme mineur permet d'appréhender la culture populaire comme diffuseur social polémique, dépassant la traditionnelle dichotomie entre production et réception et croisant par là les apports des historiographies française et anglo-américaine avec notamment les *cultural studies*. L'utilisation des sources est soigneusement justifiée et rigoureusement présentée. Par la mise en scène d'antihéros, le roman noir saisit les multiples nuances de gris, relativisant le bien, le mal, interrogeant la tension entre légalité et légitimité. Noir, il illustre la faillite de la justice et de l'autorité et possède une nature contestataire, contredisant le résistancialisme gaullien. Appréhendant le passé sur le mode de l'investigation, sa démarche sceptique nuance la réalité sociale composée d'« hommes ordinaires », interrogeant ainsi précocement la responsabilité collective. Si la démarche chronologique, globalement calquée sur le cheminement du *Syndrome de Vichy* d'Henry Rousso (Paris, Éd. du Seuil, 1987), montre le passage d'un engagement résistant à l'empathie avec les victimes, un certain nombre de spécificités sont ici soulignées. La continuité l'emporte sur les ruptures. En témoigne dès les décennies 1950 et 1960 l'évocation de la complicité des autorités françaises dans le génocide. De précurseur, le roman noir devient parfois intercesseur (*Meurtres pour mémoire* de Didier Daeninckx coïncide par exemple avec le procès de Maurice Papon) et plus largement vulgarisateur. La multiplication dans les années 1990 et 2000 de ce type d'ouvrages souligne l'intérêt du public pour un sujet en voie de pacification. Celle-ci clôt un long processus nodal associant des mémoires mobiles selon leur nature, les décennies, les générations, les communautés de lecteurs.

Cependant, aucune démarche quantitative n'étaye le cheminement de cette diffusion. L'étude est essentiellement centrée sur la trame narrative

et éventuellement les éléments biographiques des écrivains lorsqu'ils furent acteurs de la guerre, moins sur le circuit des éditeurs et la mobilisation du public assurant le succès.

Cela questionne la nature populaire du roman noir. Indéniable si l'on considère son genre, la nécessité de répondre aux attentes du public ou de saisir les opportunités économiques l'inscrit dans une consommation de masse minimisant peut-être son potentiel contestataire. Dans cette perspective, il devient difficile d'affirmer son rôle précurseur. Inversement, de nombreux ouvrages étudiés connaissent un succès tardif lors de leur réédition deux, voire trois décennies plus tard, ce qui nuance la notion de mémoire commune et interroge l'adhésion des lecteurs. Si l'analyse d'une culture de la mémoire insiste ici sur l'acte d'écriture, il semblerait pertinent de questionner celui de la lecture en empruntant à Michel de Certeau la notion de braconnage.

Lisette Moulin

---

MILKOVITCH-RIOUX CATHERINE, *Mémoire vive d'Algérie : littératures de la guerre d'indépendance*, Paris, Buchet-Chastel, 2012, 394 p., 22 €.

Comment les écrivains des deux rives se sont-ils emparés de la guerre d'indépendance algérienne, de cet événement à la fois extérieur et si intime ? Non pas simplement de quelle manière ils ont traité ce thème dans leurs œuvres, mais comment leur sensibilité, leur imaginaire en ont-ils été profondément affectés ? Voilà la question soulevée par Catherine Milkovitch-Rioux, spécialiste des écritures de guerre, dans cet essai dont l'un des attraits est de nous offrir un vaste et vivant panorama des littératures algériennes, allant de Kateb Yacine aux auteurs s'exprimant et publiant plus récemment comme Messaoud Benyoucef, Mohamed Kacimi ou Boualem Sansal.

Les préjugés relatifs à cette guerre longtemps demeurée sans nom ne manquent pas. Le premier consiste à croire qu'elle n'a pas donné lieu à une effervescence créatrice comparable aux autres conflits. Erreur. C'est environ deux mille œuvres de toutes natures qui ont vu le jour sous ces

sombres auspices et ce n'est pas fini. Le deuxième préjugé serait de valoriser une seule rive de la Méditerranée : on ne manque jamais de citer Pierre Guyotat, Michel Vinaver ou Jean Genet et bien sûr Albert Camus, auteurs toujours scandaleux, chacun à leur manière.

Changeons un peu de point de vue et lisons davantage les textes algériens, qui ne se réduisent pas à une littérature de circonstance, ce que rappelle immédiatement ce livre en soulignant combien l'inclination poétique est fondamentale chez Kateb Yacine, Mohammed Dib ou Assia Djebar pour ne citer que ces grands noms.

Contrairement aux récits historiques de cette guerre, « la fiction donne au narrateur horrifié des yeux<sup>1</sup> », selon Paul Ricœur ; et ces yeux servent au lecteur qui n'est pas prêt d'oublier la mère arabe écrasant elle-même la tête de son enfant lors de la conquête d'Alger de 1830. La littérature naît de ces images fulgurantes d'effroi pour lesquelles l'inscription historique n'est pas déterminante. Dans cette véritable scène originelle, tout le colonialisme est déjà en germe : héroïsme, sacrifice, corps suppliciés, innocence massacrée, mémoire impossible à apaiser et infiniment visitée par des visions de cauchemar. De 1830 à aujourd'hui, Catherine Milkovitch-Rioux interroge de nombreux textes, en nous en donnant à lire avec précision, dans de longs passages à l'initiale de chaque nouvelle perspective qu'elle aborde : on suit avec intérêt son examen de la question du corps dans la guerre, celle de la violence portée à son paroxysme, comme son interrogation sur le statut de l'écrivain, figure de l'exilé, du survivant, soucieux de régler une dette.

L'entrée en littérature des femmes, l'apparition d'une génération entamant la critique du point de vue du FLN à la faveur de la guerre civile des années 1990 démontrent que ce conflit demeure une matière toujours vivante de reconstructions imaginaires multiples qui concernent tous les genres, y compris la bande dessinée.

« L'extraordinaire plasticité » (p. 357) de la littérature parcourt le cadavre de ce conflit en le

---

(1) Paul Ricœur, *Temps et Récits*, t. III : *Le temps raconté*, Paris, Éd. du Seuil, 1985, p. 342.

réanimant sans fin, alimentant une mémoire toujours en construction.

Jérôme Duwa

## Des empires au postcolonial

BOUCHÈNE ABDÉRAHMANE, PEYROULOU JEAN-PIERRE, TENGOUR OUANASSA SIARI et THÉNAULT SYLVIE (dir.), *Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1862*, Paris, La Découverte/Éd. Barzakh, « Cahiers libres », 2012, 717 p., 28,50 €.

Voici un livre imposant de sept cent dix-sept pages traitant de « l'Algérie coloniale » en quatre parties équilibrées, qui couvrent respectivement les périodes 1830-1880, 1881-1918, 1919-1944 et 1945-1962. Ancrer l'histoire de l'Algérie contemporaine dans le temps long, tel était l'enjeu des quatre directeurs d'édition et tout particulièrement la guerre d'indépendance, point focal hypertrophié de l'historiographie portant sur le pays. Cet ouvrage réunit un vaste collectif de chercheurs spécialistes (quelque quatre-vingts contributions), une très grande majorité d'historiens aux côtés de sociologues, politologues et juristes et quelques autres professions (architecte, consultant, journaliste, avocat), la plupart travaillant dans des institutions universitaires françaises avec une petite minorité d'Algériens rattachés à des institutions algériennes, auxquels viennent s'ajouter quelques Britanniques, États-Uniens et Canadiens. L'effort a été visiblement de couvrir le plus largement possible le milieu des spécialistes de l'histoire algérienne, tant en Algérie qu'en France ou sur le plan international, mais l'ensemble reste de fait encore largement dominé par les chercheurs et institutions françaises.

Ce livre a l'immense mérite de présenter une très grande diversité de travaux réalisés au cours des vingt dernières années, ainsi que les plus récents, tous solidement adossés aux recherches fondatrices qui restent des références essentielles dans le champs ; celles de Charles-André Julien, Charles-Robert Ageron ou encore André Nouschi. On notera le renouvellement dynamique qu'ont connu les orientations de recherche

et les thématiques depuis les années 1990, en particulier dans le domaine de l'histoire sociale, ce qui donne à l'ouvrage un caractère foisonnant et très stimulant. Le prix à payer d'une perspective aussi large est la brièveté des textes qui sont parfois de ce fait un peu frustrants. Mais c'est à l'évidence un choix éditorial assumé que d'offrir une série d'articles dont l'intérêt est d'abord de donner un aperçu des thématiques et des indications bibliographiques permettant « d'aller plus loin ». L'ouvrage peut se lire linéairement ou non. Il suffit alors de suivre les chemins que proposent les renvois à l'intérieur des textes aux sujets connexes. Ainsi peut-on suivre des thématiques historiques différentes. Mais on peut aussi se concentrer sur certains lieux, acteurs ou contextes qui dans chaque partie, font l'objet d'études particulières. L'ensemble constitue un outil extrêmement utile d'introductions aux recherches consacrées à l'histoire de l'Algérie et à leurs multiples ramifications.

Le contenu de l'ouvrage est trop riche pour que l'on puisse ici l'évoquer en détail, d'où l'idée d'insister plutôt sur deux remarques qui ont trait à la posture générale choisie. Le projet, comme l'explique l'introduction, veut dépasser les clivages liés aux ancrages nationaux, français ou algériens et aux « versions » de l'histoire proposée de part et d'autre de la Méditerranée. L'effort historiographique conjoint ainsi mobilisé, débarrassé d'oppositions anciennes ou d'incompatibilités, devrait suffire à transcender les frontières. L'idée est généreuse, mais il nous semble qu'elle ne pouvait faire l'économie d'une réflexion épistémologique plus approfondie sur l'écriture de l'histoire et ses enjeux lorsqu'elle s'écrit en Algérie ou en France, en arabe ou en français, dans les années 1960, 1980 ou 2000. L'enjeu réflexif est d'autant plus important que l'ouvrage adopte finalement implicitement une logique classique « d'histoire coloniale » en ouvrant dans une première partie sur « la prise de possession », c'est-à-dire l'action et les motivations françaises, pour poursuivre sur « conquérir et coloniser » et aborder ensuite « les résistances ». Ce n'est qu'à la quatre-vingt-huitième page, au début de la sous-partie consacrée aux « résistances » que l'on entre dans l'histoire

---

longue de l'Algérie avant l'arrivée des Français, histoire « non résistante » à ce moment-là et qui aurait pu ou dû ouvrir l'ouvrage. La dialectique colonisation/résistance est prégnante comme l'opposition entre « l'Algérie française » (avec ses logiques, motivations et initiatives) et l'Algérie algérienne (avec, elle aussi, ses logiques, motivations et initiatives). L'étude de la « situation coloniale » en Algérie, la complexité des rapports sociaux, les ambiguïtés et les paradoxes des relations dont nombre de textes de l'ouvrage témoignent ainsi que les échanges, les migrations, et les multiples liens tout autant que les distances, les affrontements ou l'entre soi auraient gagné à une réflexion « à nouveaux frais » sur le sens à donner à la formule « Algérie coloniale » dont on veut ici retracer l'histoire. C'est le sens du texte fameux de Georges Balandier, mobilisé comme référence essentielle, que de s'interroger sur la construction d'un objet sociologique original : la société coloniale.

*Isabelle Merle*

---

PERVILLÉ GUY, *Les Accords d'Évian (1962) : succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1958-2012)*, Paris, Armand Colin, « U, les événements fondateurs », 2012, 288 p., 29,40 €.

La période étudiée (1958-2012) par Guy Pervillé va au-delà de la guerre d'Algérie, elle porte sur les accords d'Évian et leurs conséquences sur les relations entre la France et l'Algérie dans le temps long. Plus encore, l'auteur s'interroge sur le « retour de mémoire » de part et d'autre de la Méditerranée : les relations tendues, conflictuelles, le « rendez-vous manqué » (titre du dernier chapitre), sont une part essentielle de cet ouvrage.

Après 1969, les relations entre la France et l'Algérie ne sont pas au beau fixe ; elles s'apaisent sous les présidences de François Mitterrand et de Chadli Bendjedid, mais la cohabitation et les débats autour du Code de la nationalité en France, et le développement du terrorisme vont à nouveau tendre leurs relations.

Guy Pervillé rappelle les contradictions d'une mémoire sans cesse rejouée, à laquelle il s'attache particulièrement : aspiration à la paix des jeunes contrebalancée par le rappel des martyrs algériens, dénonciations récurrentes de génocide perpétré par la France. La montée du Front islamique du Salut (FIS) qui remporte les élections municipales de 1990, freine les espoirs de libéralisation politique (réforme constitutionnelle en 1989) et économique, et marque le début d'une période de crise, au cours de laquelle la France reste neutre. Pour l'auteur, l'occasion d'une vraie réconciliation est passée. La guerre civile (1992-1997) apparaît parfois comme un rejeu : répétition de la guerre d'indépendance en Algérie selon certains (amalgame entre terroristes islamistes et harkis, par exemple), au point que la situation pousse à évoquer des causes plus profondes et l'échec du régime de 1962. En France, ce rejeu n'est pas absent : les partisans de l'Algérie française rappellent leurs positions traditionnelles et l'incapacité de l'Algérie à gérer un État, tandis que les anciens partisans de l'indépendance pointent les méfaits persistants du colonialisme. Ni les demandes de repentance, ni l'apaisement de la crise algérienne n'ont permis d'amélioration durable des relations : les propos du président Bouteflika lors de sa visite officielle en 2000 en France le montrent.

Guy Pervillé insiste sur le fait que les accords d'Évian étaient fondés sur l'amnistie qui ne peut, elle, effacer la mémoire. Une commission « Vérité et réconciliation » permettrait de faire « l'aveu véridique des faits ».

Cet ouvrage, destiné avant tout aux étudiants est un vrai manuel, avec les compléments indispensables : chronologie indicative, biographie des principaux personnages cités, bibliographie à la fois chronologique et thématique, mention de quelques sites Internet, et bien sûr liste des sigles et index des noms de personnes. À la fin de chaque chapitre, Guy Pervillé propose des documents parfois peu connus et accessibles.

*Chantal Morelle*

BAT JEAN-PIERRE, *Le Syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 2012, 838 p., 13,50 €.

La politique africaine de la France a souvent été caricaturée en une suite d'interventions militaires néocolonialistes, de corruptions de dirigeants et d'agissements barbouzards. Il était temps de sortir des clichés journalistiques pour écrire avec rigueur cette histoire aussi officielle qu'officieuse. Ancien chartiste, Jean-Pierre Bat s'y emploie d'autant mieux qu'il connaît intimement le fonds Foccart des Archives nationales, pour l'avoir exploité dans le cadre de sa thèse de doctorat soutenue en 2011. Secrétaire général des affaires africaines et malgaches, Jacques Foccart (1913-1997) fut le conseiller du général de Gaulle puis de Georges Pompidou et enfin de Jacques Chirac pour le continent africain et l'outre-mer. On lui prêtait *via* ses « réseaux » une influence considérable. L'auteur s'interroge sur l'éventuel prolongement jusqu'à nos jours dans la politique africaine française de la « Françafrique », c'est-à-dire d'une méthode de pouvoir et d'influence fonctionnant autour d'un système de relations clientélistes mis en place au début de la Cinquième République entre la France et ses anciennes colonies (« le syndrome Foccart »). En se perpétuant sous des formes recomposées, ce système n'aurait-il pas permis à Paris de maintenir une influence dominante sur le continent et par là même de compter sur la scène internationale ?

Jacques Foccart est le principal architecte de la Communauté, dont il définit le cadre juridique et administratif. Jean-Pierre Bat décrit avec minutie le secrétariat général de la nouvelle structure, où travaillent des proches comme Alain Plantey, René Journiac, Joseph Demarescaux, Guy Le Bellec ou Martin Kirsch. Une étude propographique différencie le personnel de l'hôtel de Noirmoutier des équipes diplomatiques du Quai d'Orsay. Unis par un fort esprit de corps, les anciens de l'École nationale de la France d'Outre-Mer (ENFOM), cette autre École nationale d'administration (ENA) dont le poids est

sous-estimé par les historiens, coordonnent la politique africaine. Rapidement, celle-ci apparaît comme un pré carré présidentiel, élément important du « domaine réservé ». Foccart, qui jouit de la confiance du Général et parle en son nom, s'impose face aux ministres de la Défense ou des Affaires étrangères. Il entretient avec les chefs d'État africains des relations privilégiées, où l'informel et l'amical dominent.

Dans un excellent chapitre consacré au renseignement et à la sécurité, Jean-Pierre Bat montre comment Jacques Foccart et ses équipes assurent la surveillance de l'Afrique francophone face aux visées communistes et états-uniennes. Le conseiller s'appuie sur des responsables du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) passés par le Rassemblement du peuple français (RPF) et les guerres coloniales, comme Maurice Robert. L'historien s'intéresse aux postes de liaison et de renseignement (PLR) installés clandestinement dans les capitales africaines et qui font remonter des renseignements sur le pouvoir local et ses opposants, ainsi qu'aux compagnies aériennes (UTA) qui acheminent hommes et courrier. Ce maillage du renseignement se double d'un système de sécurité. La France forme les polices des nouveaux États (Service de coopération technique international de la police). Le pouvoir étant très personnifié, la protection du chef de l'État constitue une donnée essentielle garantie par la mise en place de gardes présidentielles confiées à des proches de Jacques Foccart (Loulou Martin, Pierre Debizet). C'est l'occasion de s'interroger sur le positionnement de certains responsables à Libreville, Abidjan ou Fort-Lamy. Servent-ils la France ou le pouvoir local ? Des officiers jouent une partition personnelle avec l'appui du dictateur, à l'image du capitaine Gourvennec au Tchad. Au demeurant, la multiplication de putschs, quelques fois réussis, contre les chefs d'État montre les limites de ce système d'assurance, même si la France réagit parfois rapidement comme lorsque son armée réinstalle le Gabonais M'Ba ou protège le Tchadien Tombalbaye. La sécurité d'État en Afrique joint les dimensions coercitives et informatives, faisant

entrer l'outil tactique sécuritaire dans le champ de la stratégie politique. La France se réserve au nom d'accords bipartites souvent secrets un droit d'ingérence légale dans les affaires de ses protégés. Ses militaires, policiers, agents lui garantissent un ordre postindépendance favorable à ses intérêts. Ce jeu d'influence passe moins par le réseau officiel de la diplomatie, volontiers contourné, que par des intermédiaires parfois pittoresques, dont l'auteur dresse de savoureux portraits dans un chapitre intitulé « *missi dominici* ». Ces personnages (Jean Mauricheau-Beaupré, Philippe Lettéron) interviennent sur des dossiers sensibles comme le Katanga et le Biafra, où le pouvoir gaulliste veut agir mais à visage couvert. Parfois, le système Foccart recourt à des mercenaires tels que Bob Denard, dont l'historien rappelle les parcours souvent ambigus.

Après avoir analysé le fonctionnement initial de la Françafrique, Jean-Pierre Bat en apprécie l'évolution. Le chapitre sur la période giscardienne, ironiquement intitulé « Les années Safari club », montre comment le nouveau président, aidé de René Journiac, utilise globalement les mêmes recettes avec des résultats divers. Si François Mitterrand avait promis le changement, le socialiste compose vite avec ses inamovibles interlocuteurs (Omar Bongo, Félix Houphouët-Boigny, Gnassingbé Eyadema) et installe à son tour ses réseaux. Le discours de La Baule reste sans lendemain. Jacques Chirac, intime de Jacques Foccart qui le conseille, de la mairie de Paris à l'Élysée, conserve le système après en avoir assimilé la règle fondamentale : l'importance des liens personnels avec les chefs africains. Reste que le monde a changé. Jean-Pierre Bat montre comment la Françafrique s'étiole sous le coup d'un renouvellement générationnel, de l'émergence d'un nouvel ordre mondial et de la redéfinition par la France des modalités de sa puissance. De 1993 (Félix Houphouët-Boigny) à 2009 (Omar Bongo) disparaissent les principaux acteurs africains et français (Jean-Bedel Bokassa, Léopold Sédar Senghor, Mobutu Sese Seko, Gnassingbé Eyadéma, Maurice Delauney, Philippe Lettéron,

Jean Mauricheau-Beaupré, Bob Denard) du système Foccart (mort en 1997). Celui-ci perd en cohérence, solidarité et efficacité. L'expertise des anciens, liée à un contexte historique (Résistance, gaullisme, guerre froide, guerres coloniales, Communauté), à une compréhension fine des intérêts communs, à l'intégration de l'informel, n'est plus là. La fin de la menace communiste a fragilisé certains partenaires comme Mobutu, démonétisé dans la géopolitique de l'après-1989. Les nouvelles dynamiques mondiales (montée de l'islamisme, appétits chinois, « printemps arabe ») se jouent en partie en dehors du pré carré. Les tensions dans la corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, l'émergence politique et économique de l'Afrique australe, zones où la France était peu présente, obligent Paris à revoir ses priorités et modalités d'action (fermeture de bases militaires, interventions dans un cadre plus international). Face à ces nouveaux défis, la cellule africaine se recompose. Après la réélection de Chirac, le départ de l'ancien foccartien Fernand Wibaux a été significatif. L'équipe mise en place par Dominique de Villepin, autour de Michel de Bonnecorse, était « diplomatique » même si Robert Bourgi officiait en coulisse.

Finalement la rupture, annoncée en 1974 puis 1981 et enfin à La Baule, n'est intervenue qu'à partir des années 1990. Pendant longtemps, la continuité a marqué la politique de la France sur le continent, à travers l'existence prolongée de la cellule africaine de l'Élysée dominée par le « Monsieur Afrique », de la logique intangible de pré carré, de la persistance de la pratique des « *missi dominici* ». Mais la mondialisation qui a rattrapé l'Afrique a sonné le glas du foccartisme, de cette méthode combinant renseignement, sécurité et économie, dans l'intérêt partagé de la France et des présidents africains.

Appuyé sur une masse archivistique traitée avec beaucoup de sûreté et de nuance, l'excellent ouvrage de Jean-Pierre Bat apporte une contribution indispensable à l'histoire politique de la France et de l'Afrique noire contemporaine.

*François Audigier*

## L'État, l'économie et les finances

CARDONI FABIEN, CARRÉ DE MALBERG NATHALIE et MARGAIRAZ MICHEL, *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances, 1801-2009*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2012, 1131 p., 60 €.

Suivant avec quelques années de décalage les exemples du Conseil d'État et de la Cour des comptes, l'inspection des Finances dispose désormais de son dictionnaire biographique. Ce monumental ouvrage se distingue cependant de ses prédécesseurs par son ambition. Ses auteurs ont réalisé un véritable dictionnaire historique et non seulement une collection de fiches individuelles. D'Achard (Pierre) à Zulke (Maurice), la totalité des mille deux cents dix-sept inspecteurs des Finances ayant exercé depuis 1801 fait l'objet d'une courte notice, détaillant la carrière de chacun, dans et hors l'Inspection, et faisant figurer les indispensables renvois bibliographiques et archivistiques permettant aux curieux de pousser plus avant l'investigation. Le lecteur à la recherche d'une information fiable sur un inspecteur, quel qu'il soit, trouvera donc ici un point de départ tout à fait précieux et utile.

Cette base de données biographique ne constitue en réalité que l'une des deux moitiés de l'ouvrage. L'adjectif « historique » placé dans le titre est justifié par la présence liminaire de plusieurs dizaines de chapitres, portant sur tous les aspects de l'évolution de l'Inspection et de ses membres depuis sa création. Cette première partie veut refléter la diversité des approches historiennes sur cet objet d'étude. Les « recrutements, parcours et sociabilités » sont tout d'abord désiqués, permettant de brosser la sociologie des inspecteurs sur une longue période. Sont ensuite successivement analysés l'histoire administrative du service, ses fonctions spécifiques au sein du ministère des Finances, les multiples politiques publiques auxquelles les inspecteurs ont contribué au cours de l'histoire (politique économique et monétaire bien sûr, mais aussi aménagement du territoire et Outre-mer), leur rôle dans le

secteur privé et dans l'économie française en général, leurs carrières dans le domaine politique, et enfin leur implication dans la « vie sociale, scientifique et culturelle ». Ce parti pris thématique implique un certain éclatement de la perspective, mais cela est heureusement contrebalancé par la densité du propos et un constant souci de synthèse.

Ces articles, accompagnés de leurs propres renvois bibliographiques et archivistiques, sont complétés par une soixantaine de notices biographiques supplémentaires, développant plus longuement des parcours choisis en fonction de leur résonance avec chacun des thèmes abordés. Enfin, de très riches annexes (chronologie, statistiques, listes diverses, sources et bibliographie générale) contribuent à conférer à l'ensemble le statut d'indispensable ouvrage de référence, qui vient magistralement compléter la thèse de doctorat de Nathalie Carré de Malberg, publiée en 2011 par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF). On peut se réjouir qu'en matière d'inspection des Finances, les historiens soient désormais fort bien pourvus.

Matthieu Tracol

CHATRIOT ALAIN, LEBLANC EDGAR et LYNCH ÉDOUARD (dir.), *Organiser les marchés agricoles : le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin « Recherches », 2012, 280 p., 29,45 €.

Parmi les formes institutionnelles qui renouvellent la pratique collective de la recherche, les « comités d'histoire » constituent assurément un modèle porteur. Conçus et structurés de manière à faire se rencontrer mémoire et histoire, conservation archivistique et investigation scientifique, ils offrent aux historiens qui se donnent la peine d'entrer dans ces comités (et qui en acceptent donc le principe de don et de contre-don) un accès privilégié à des ressources rares ou d'un abord complexe.

Les communications présentées au colloque de Montreuil-sous-Bois en avril 2012 dans le cadre des travaux du Comité d'histoire de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)

et des offices agricoles témoignent de manière éloquente de l'efficacité du modèle, à commencer par la rapidité et la qualité de l'édition des actes, six mois seulement après l'événement. On notera également la jeunesse et le dynamisme de l'équipe rassemblée pour l'occasion, avec des doctorants ou jeunes docteurs qui ne se laissent pas rebuter par les archives les plus austères ou les contextes institutionnels les plus complexes, et qui apportent ici des analyses très neuves, notamment sur les logiques de réseaux d'acteurs.

L'introduction de l'ouvrage, cosignée par Alain Chatriot et Édouard Lynch, a le mérite de poser les jalons historiographiques indispensables et de donner à comprendre l'importance historique de la genèse et de l'affirmation des grands offices agricoles au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, question de recherche qui n'est guère familière aux historiens du politique, de l'économie ou même des sociétés rurales, et qui néanmoins les concerne tous très directement par le caractère central de la dialectique entre libéralisme et régulation dont ils sont la caisse de résonance. Cette introduction est utilement complétée par la publication de la conférence inaugurale de Steven L. Kaplan sur l'économie politique des céréales depuis le 18<sup>e</sup> siècle, qui permet de situer le moment de création de l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB) dans une perspective longue tout à fait éclairante sur l'ambiguïté du rôle de l'État.

Les onze communications qui suivent peuvent sembler quelque peu désaccordées, travaillant à des échelles spatiales et temporelles différentes, et sur des thématiques qui ne se répondent que de manière imparfaite. On ne saurait en faire grief aux auteurs, qui ont investi l'objet commun à partir de leurs compétences et préoccupations scientifiques propres, et qui dégagent néanmoins un certain nombre de conclusions communes fort intéressantes. Dès lors, on ne peut qu'inviter le lecteur à faire l'effort de rentrer dans les problématiques offertes et à comprendre comment la complexité des jeux d'acteurs emboîtés du local à l'international et des intérêts et représentations affrontés sur la question des « blés » a pu se résoudre dans le « consensus agrarien » des années 1930, inscrit dans l'histoire longue de la

« question des subsistances », jusqu'à la Politique agricole commune (PAC) comprise.

Pierre Cornu

## Droites et extrêmes droites

DUMONS BRUNO et MULTON HILAIRE (dir.), « *Blancs* » et contre-révolutionnaires. *Espaces, réseaux, cultures et mémoires (fin XVIII<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles) : France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, École française de Rome, 2011, 421 p., 60 €.

La culture politique du « blanc » demeure encore une énigme et le « blanc » est une couleur dont « la généalogie reste encore à faire » comme le précisent en introduction Bruno Dumons et Hilaire Multon qui ont réuni vingt et une études portant sur un espace méditerranéen catholique et monarchique (Espagne, Portugal, France et Italie) et abordant les thématiques d'une acculturation et d'une mémoire politiques, forgées au cours d'un long 19<sup>e</sup> siècle.

L'ouvrage dense et passionnant aborde ainsi différentes échelles, passant des régions « blanches » comme la « Vendée », « un exceptionnel normal » (Jean-Clément Martin), le Midi « blanc » français, marqué par le poids récurrent des guerres de religion (Gérard Cholvy), le Mezzogiorno et le « napoletanisme » (Antonio De Francesco), la Navarre carliste « dépositaire de valeurs immatérielles » (Francisco Javier Caspistegui), le Douro migueliste (António Monteiro Cardoso), aux quartiers « blancs », comme le faubourg Saint-Germain (Matthieu Brejon de Lavergnée), le quartier lyonnais des Ainay, « terre de refus » (Bruno Dumons), la rue de la Boucherie à Limoges îlot « blanc » au sein d'une ville « rouge » (Paul d'Hollander) sans oublier les espaces mémoriels à forte connotation catholique et légitimistes, comme le monument des Brotteaux à Lyon (Paul Chopelin), les nécropoles blanches de Paris marquées par une mémoire « noble » aux « crispations identitaires » (Emmanuel Fureix), et encore Montejurra, en Navarre, haut lieu de la mémoire carliste,

toujours aussi vivante en 1976 (Jordi Canal). De fait, l'espace construit une identité « blanche » dont le processus d'élaboration et de perpétuation mémorielles devint intergénérationnel, instrumentalisé au 19<sup>e</sup> siècle, entre autres, par les biographies hagiographiques de la famille royale de Louis XV (Bernard Hours), ou la vie de Madame Royale décédée en 1851 (Hélène Becquet) et fut l'objet en Italie, dans les années 1990 et 2000, d'une sorte de « révisionnisme » historique de droite (Massimo Cattaneo). Par ailleurs, des réseaux de sociabilité polymorphes entretinrent cette mémoire, qu'il s'agisse des polices parallèles ultras sous Louis XVIII (Gilles Malandain) ; des relais plus religieux que politiques comme les comités catholiques de la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Daniel Moulinet) et les congrégations dont certaines perpétuèrent une formation contre-révolutionnaire et antirépublicaine (Christian Sorrel) ; ou encore des réseaux agrariens qui, dans le Mezzogiorno, à l'image de Giuseppe Fortunato, rallièrent l'État unitaire italien sans renier une société traditionnelle conservatrice et réactionnaire (Marzia Andretta). Or ces réseaux furent aussi internationaux et marqués par une culture blanche d'exil forgée à partir des mémoires des « émigrés » (Karine Rance) et de leur adhésion à l'idée d'« exterritorialité de la patrie » (Marie-Cécile Thorat), tandis que Dom Miguel, le contre-révolutionnaire portugais par excellence (Maria Fátima Sá e Melo Ferreira), et Henri de Cathelineau, « nouveau croisé », « vendéen », légitimiste et papiste, défenseur de la France du Sacré-Cœur en 1870-1871 (Simon Sarlin) devinrent des figures emblématiques de l'internationale blanche.

Cet ouvrage, qui s'inscrit dans le renouvellement que l'histoire politique connaît depuis une trentaine d'années, donne ainsi des pistes de recherche et de réflexion particulièrement stimulantes sur le processus de politisation et d'acculturation politique « blanche », et non plus seulement « bleue » et « rouge ».

Hubert Heyriès

DARD OLIVIER (dir.), *Le Corporatisme dans l'aire francophone*, Berne, Peter Lang, « Convergences, 66 », 2011, 249 p., 53,50 €.

Cet ouvrage collectif, dirigé par un spécialiste bien connu de l'histoire des droites françaises, est le second volume issu d'un programme de recherche conduit sur le thème « Droites radicales figures, réseaux, influences et transferts ». L'idée de départ était d'analyser les « points de contact » entre les droites radicales françaises et étrangères et le corporatisme au 20<sup>e</sup> siècle. Celui-ci n'est donc pas appréhendé de manière large. Il n'est pas question notamment de ce que certains auteurs ont pu appeler le corporatisme républicain (Émile Durkheim, Léon Duguit, etc.) ni, pour la Belgique, des tentatives d'Henri de Man, d'acclimater, dans sa théorie planiste, les idées corporatistes à une vision renouvelée du socialisme. L'autre caractéristique de l'ouvrage est de se limiter à une histoire des idées, ce qui peut s'expliquer par le fait que le corporatisme au sens strict n'a pas connu beaucoup d'applications pratiques, à part en France sous le régime de Vichy.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première porte sur le cas français. L'un de ses intérêts est d'attirer l'attention sur des figures intellectuelles aujourd'hui oubliées mais qui exercèrent une influence certaine pendant l'entre-deux-guerres. Sont ainsi étudiés Georges Viance et Paul Chanson, qui s'inscrivent dans la filiation de François René de La Tour du Pin (Corinne Bonafoux), Louis Salleron, juriste et syndicaliste agricole qui joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la corporation paysanne (Guillaume Gros) et Jacques Warnier, petit industriel de Reims qui joua notamment un rôle important dans l'Office des comités sociaux de Vichy (Régis Boulat).

Alain Chatriot adopte un autre regard en choisissant de situer la corporation paysanne de Vichy dans le temps long de l'organisation professionnelle de l'agriculture. Olivier Dard choisit, quant à lui, de traiter de la lente

agonie de l'idée corporatiste dans les droites nationalistes jusqu'aux années 1960. De fait, s'il y a bien une idée générale à retenir de cette première partie, c'est qu'au succès considérable de l'idéologie corporatiste dans les années 1930 a succédé une complète dévalorisation du terme après la Seconde Guerre mondiale, même chez ses défenseurs les plus acharnés.

La seconde partie porte sur d'autres pays de l'aire francophone : la Belgique (Dirk Luyten et Francis Balace), la Suisse (Hans-Ulrich Jost) et le Canada français (E. Martin Meunier et Michel Bock). On en retiendra surtout que la réception du corporatisme est étroitement dépendante des configurations politiques et institutionnelles de chaque pays. En Suisse, il apparaît éclaté compte tenu des différences régionales, linguistiques et religieuses. En Belgique, de nettes différences sont perceptibles entre démocrates-chrétiens et royalistes. Au Canada français, ce sont plutôt les liens qui existent entre les partisans du corporatisme et le mouvement nationaliste de l'abbé Groulx qui retiennent l'attention.

Jean-Pierre Le Crom

---

DARD OLIVIER (dir.), *Doctrinaires, vulgarisateurs et passeurs des droites radicales au 20<sup>e</sup> siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, « Convergences », 2012, vii-342 p., 86,50 €.

L'ouvrage donne à lire le premier volet des travaux engagés dans le programme de recherche lancé en 2011 à Metz sur l'internationalisation des droites radicales en Europe-Amériques. Ce premier « atelier » porte sur les vulgarisateurs et les passeurs, les trois ateliers suivants sont programmés sur les supports et vecteurs, les thématiques idéologiques et les réemplois dans les organisations partisans. Une façon beaucoup plus assurée d'aborder la question des transferts politico-culturels au sein de cette mouvance politique que la focalisation médiatique sensationnaliste sur un hypothétique « orchestre noir ».

Les quatorze contributeurs suivent au fil des chapitres les parcours de figures bien connues

des lecteurs français (Alain de Benoist, Robert Faurisson, François Duprat, le Belge Richard Coudenhove-Kalergi ou le Britannique Oswald Mosley) mais aussi de personnages beaucoup moins familiers : Jacques Ploncard d'Assac et ses émissions radiophoniques sur *La Voix de l'Occident*, le journaliste belge Pierre Joly, l'Italien Franco Giorgio Freda, disciple de Julius Evola, le Suisse néonazi Gaston-Armand Amaudruz, le Franco-Haïtien Gérard de Catalogne, l'historien argentin maurassien Zuleta Alvarez, le journaliste états-unien conservateur Jared Taylor ou l'intégriste brésilien Gustavo Corção.

Malgré les difficultés de lecture inhérentes à ce type d'ouvrage (inégalité des contributions et hyperspécialisation du propos), son intérêt est indéniable, au moins pour trois raisons.

Il s'insère dans une série de recherches (Olivier Dard en est d'ailleurs bien souvent la cheville ouvrière) dont *Vingtième Siècle* a rendu compte et qui donnent à voir les droites « radicales » dans toute leur complexité sur la longue durée : travaux sur Charles Maurras, Maurice Barrès, Georges Valois et Jacques Bainville vus de l'étranger, sur le phénomène ligueur et sur le corporatisme en France et en Europe, sur la lutte anti/contre-subversion. Citons aussi les travaux sur l'Action française, initiés par Michel Leymarie et Jacques Prévotat.

Il éclaire, comme les autres travaux évoqués, les nombreux transferts entre Europe (essentiellement latine) et Amériques, ce qui aidera peut-être à disqualifier les fantasmagories sur l'influence soi-disant considérable d'une « Internationale noire » tout en envisageant sur des bases fiables les influences croisées et les connivences (les divergences aussi) qui définissent une « identité plurielle » des droites radicales à l'échelle de l'aire atlantique.

Il permet enfin de progresser sur un terrain affermi dans la caractérisation, nécessairement complexe, des droites qui sont en France appelées à juste titre « nationalistes » ou plus souvent « extrêmes », et que les politistes, les journalistes et même les hommes politiques ont pris

l'habitude d'englober sous le vocable fort critiquable de « populisme(s) ».

Les auteurs ont choisi d'employer l'expression « droites radicales ». Si le pluriel s'impose, compte tenu de l'émiettement extrême de cette mouvance qui n'a rien à envier de ce point de vue à son pendant à gauche, on peut néanmoins considérer ce débat de nomenclature, tout sauf superficiel, comme restant ouvert. Ces droites ne sont-elles pas en effet, depuis plus de deux siècles, fondamentalement antilibérales ?

Gilles Richard

LEYMARIE MICHEL, DARD OLIVIER et GUÉRIN JEANYVES (dir.), *Maurrassisme et littérature : l'Action française, culture, société, politique (IV)*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 320 p., 26 €.

Quatrième volet de la série « L'Action française, culture, société, politique », ce livre s'intéresse aux relations entre idéologie et littérature. Les dix-sept contributions, rassemblées dans un souci de transdisciplinarité, abordent cette question à travers des figures qui ont inspiré, fréquenté ou fustigé le maurrassisme, en s'intéressant aux revues contemporaines, aux institutions culturelles.

Martin Motte examine « les enjeux d'une filiation » entre Frédéric Mistral et Charles Maurras. Leur proximité fut plus littéraire que politique tant Mistral, qui n'a jamais adhéré à l'Action française, détestait la politique. Elle se fonde néanmoins sur une même aspiration, celle de lier, avec des priorités inversées, poésie et action civique. Laurent Joly s'intéresse à deux autres figures d'écrivains tutélaires pour l'Action française, Paul Bourget et Jules Lemaître, et met en parallèle les étapes de leur adhésion, les formes de leur investissement et leur apport en légitimité au mouvement. L'ouvrage confronte choix politiques et littéraires : ceux de Léon Daudet critique et « découvreur » de nouveaux écrivains parfois en décalage avec la doctrine maurrassienne (Jean El Gammal) et ceux de *La Revue universelle*, alliée de *L'Action française* dans son antagonisme avec la *Nouvelle Revue française* notamment quant

à la définition du classicisme (Michel Leymarie). La rivalité avec la *NRF* est également étudiée à propos des relations de Charles Maurras et d'André Gide (Pierre Masson).

Olivier Dard aborde un autre moment du maurrassisme avec le mouvement Jeune Droite du début des années 1930. Si le leader de l'Action française et son œuvre sont revendiqués comme des références dans ses productions, c'est davantage sur un mode politique que sur des critères esthétiques, les goûts de la Jeune Droite la portant plutôt vers des « écrivains catholiques » comme Georges Bernanos ou Paul Claudel. Les écrits de certains protagonistes de cette mouvance sont analysés : Maurice Blanchot (Jérémie Majorel), Thierry Maulnier (Hélène Merlin-Kajman analyse son *Racine* en écho avec le *Corneille* de Robert Brasillach, et Jeanyves Guérin le maurrassisme au théâtre). Quant aux liens et aux divergences avec Charles Maurras de Georges Bernanos (Denis Labouret) ou de Paul Claudel, son « ennemi mortel » (Pascale Alexandre-Bergues), ils sont aussi très précisément observés. Ennemi irréductible, Paul Claudel le fut jusqu'à la mort de Charles Maurras. Il resta le seul à ne pas se lever lors de l'hommage que lui rendit l'Académie française. Jean Touzot revient sur son élection en 1936 et sa radiation en 1945.

En ce qui concerne les générations de l'après-guerre, Marc Dambre s'intéresse aux Hussards, à leurs affinités et à leurs distances avec l'héritage maurrassien et Guillaume Gros se penche sur les cas de Jacques Perret, de la revue maurrassienne *Aspects* et de Roland Laudenbach, directeur des éditions de la Table ronde, celles des Hussards et des écrivains mis au ban par le Conseil national des écrivains (CNE).

Le livre laisse aussi une place aux regards étrangers sur le maurrassisme : celui de Pessoa (Ana Isabel Sardinha-Desvignes), des intellectuels roumains (Georgiana Medrea), de la Belgique (Francis Balance).

La conclusion reprend les problématiques qui traversent l'ouvrage quant au rayonnement de l'Action française et au lien, différent selon les générations, entre littérature et doctrine politique. Elle montre que le maurrassisme littéraire ne

peut être appréhendé comme « un bloc » et que « l'unanimité esthétique s'étiolo au fil du temps chez les maurrassiens » au fur et à mesure que le corsetage doctrinal bride l'inventivité esthétique. Ces questions, abordées au plus près des sources, sont très finement étudiées tout au long du livre et donnent à comprendre, dans leur complexité, les itinéraires de grandes figures de la littérature du 20<sup>e</sup> siècle, et un paysage politique mouvant où s'entremêlent inclinations, affinités et convictions.

Marie Aynié

---

MILLINGTON CHRIS, *From Victory to Vichy : Veterans in Interwar France*, Manchester, Manchester University Press, « Cultural History of Modern War », 2012, XII-243 p., 60 £.

Ce livre s'inscrit dans la controverse autour de ce que nos collègues anglo-américains appellent la thèse de l'immunité française au fascisme. En dépit d'un titre d'article trop journalistique, les historiens français ne se reconnaissent pas dans cette idée d'une allergie, car ils expliquent la résistance de la société française au fascisme non par sa nature, mais par l'action de groupes sociaux et politiques qu'ils analysent. Mais les deux historiographies diffèrent effectivement dans leur appréciation du degré de pénétration des idées d'extrême droite et du risque de fascisme dans la France d'avant 1940.

Chris Millington revisite donc le mouvement combattant, où j'ai vu un rôle de résistance au fascisme. En fait, il en étudie surtout la droite, l'Union nationale des combattants (UNC), au cours des années 1930. Sa bibliographie n'est pas sans reproches<sup>1</sup>, mais il a vu les archives

---

(1) Elle comprend beaucoup d'articles en français. Je relève au moins deux lacunes majeures : la thèse de Danielle Tarkowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, centrale pour ce sujet ; et les travaux sur l'œuvre sociale des Croix-de-Feu de Laura Lee Downs, une États-Unienne victime d'avoir publié en français son *Histoire des colonies de vacances de 1880 à nos jours* (Paris, Perrin, 2009), dont un chapitre entier traite de celles des Croix-de-Feu, ainsi que son article « Nous plantions les trois couleurs » : action sociale féminine et recomposition des

disponibles, dont les procès-verbaux du bureau national de l'UNC, et il a dépouillé systématiquement sa presse nationale et locale. Cette riche documentation lui permet de réexaminer le rôle de l'UNC lors du 6 février 1934, sa campagne pour la réforme de l'État, ses rapports avec l'extrême droite et son attitude face au Front populaire. L'analyse est bien conduite, l'écriture fluide, l'argumentation précise, toujours nuancée. Elle dégage les proximités entre l'UNC et les ligues d'extrême droite : engagements personnels ou mouvements satellites, comme l'Action combattante, lancée à la fin de 1933, ou plus tard les jeunes de l'UNC, assez différents de ceux de l'Union française (UF). Sur ces différents sujets, l'auteur apporte une moisson d'informations intéressantes. Sans forcer le trait, il nous montre une UNC beaucoup plus antiparlementaire et autoritaire que je ne l'avais décrite.

Sa démonstration repose essentiellement sur des citations. J'accorde, pour ma part, plus de valeur probante à l'analyse méthodique d'un corpus représentatif. Mais l'administration de la preuve par citations est si répandue que j'aurais mauvaise grâce à la lui reprocher. En revanche, il néglige parfois des éléments qui affaibliraient sa thèse. Son analyse du 6 février 1934 tend à prouver que les contacts entre manifestants de l'UNC et ligueurs, notamment Croix-de-Feu, étaient plus importants que ne l'ont dit les historiens français, et il en donne d'incontestables exemples. Mais il sait très bien que les Croix-de-Feu ont défilé en corps constitué sur la rive gauche, pourquoi ne le signale-t-il pas ? Il consacre à la réforme de l'État un chapitre où la thématique du « coup de balai » nécessaire est abondamment développée, citations à l'appui. Soit. Mais il passe un peu vite sur les projets constitutionnels des anciens combattants. Savoir en quoi cette réforme de l'État aurait consisté compte pourtant pour en définir le caractère.

---

politiques de la droite française. Le mouvement Croix-de-Feu et le Parti social français, 1934-1947 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 58 (3), juillet-septembre 2011, p. 118-63. Historiens français et anglo-américains se comprendraient peut-être mieux s'ils se lisaient davantage les uns les autres.

Chris Millington, il n'est pas le seul, sous-estime les dysfonctionnements de la Troisième République et les réactions qu'ils provoquent dans la population, qui refuse massivement ce régime en 1946. Cette sous-estimation le conduit à douter systématiquement du républicanisme de ceux qui combattent ces dérives, et il a raison dans certains cas, comme celui de Georges Lebecq. Mais la faiblesse et l'instabilité ne font pas partie de la définition des régimes républicains. Si les combattants veulent assurément renforcer l'exécutif, les mesures qu'ils proposent, la dissolution sans avis conforme du Sénat, le gouvernement de législature, la réduction du nombre de députés restent dans le cadre de la République. La revendication de leur légitimité historique ne signifie pas, comme l'écrit Chris Millington (p. 97), qu'ils s'auto-attribuent la souveraineté nationale. Aucune association combattante ne remet en question le principe fondamental de l'élection, aucune ne conteste la légitimité du suffrage universel. Les combattants déplorent les disputes de parti, mais ils proposent la représentation proportionnelle ! Dire qu'ils veulent supprimer le pluralisme partisan est ici plus que paradoxal. De même, ils veulent renforcer le Conseil économique et social et accroître son influence, mais ils refusent de lui donner un rôle législatif, et aucune de leurs propositions ne va aussi loin dans l'organisation corporative de l'économie qu'à la même époque, de l'autre côté du Channel, Harold Macmillan<sup>1</sup>.

Chris Millington lui-même confirme indirectement la résistance de la tradition républicaine au sein de l'UNC. Son grand apport est d'analyser en détail les initiatives politiques autoritaires développées par certains de ses leaders, l'Action combattante, le Front national, mais aussi l'action civique, et plus tard les Jeunes de l'UNC. Or elles finissent toutes par échouer. Pourquoi ? Parce que l'ensemble de l'UNC ne les suit pas : on vote, à l'UNC, fût-ce pour la forme (mais le respect des formes est essentiel à la démocratie)

(1) Harold Macmillan, *Reconstruction, a Plea for a National Policy*, Londres, Macmillan, 1933.

et les dirigeants doivent compter avec leur base. Étrange mouvement, autoritaire dans son discours, et démocratique dans son fonctionnement. Il y a là, entre les Croix-de-Feu et l'UNC, une différence de fond : aux Croix-de-Feu, on ne vote pas et l'on prête serment au chef, ce que manifeste symboliquement le fait de défiler en rangs, avec uniforme et au pas cadencé, ce qui semble étrange aux anciens combattants, restés largement antimilitaristes.

Quel rôle donner enfin, dans ce contexte, à leur pacifisme ? Chris Millington est très au fait des débats franco-français sur la « culture de guerre » qu'il voit se poursuivre dans l'UNC. Il aurait été intéressant qu'il nous explique comment elle se combine avec le rapprochement franco-allemand et Munich : la dimension internationale des activités de l'UNC n'est pas traitée.

Nous avons donc là un bon livre dont il faut tenir compte, mais qui, me semble-t-il, nuance plus qu'il ne la réfute la thèse de la résistance au fascisme du mouvement combattant.

Antoine Prost

## Gauches et mouvement ouvrier français

JULLIARD JACQUES, *Les Gauches françaises, 1762-2012 : histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012, 943 p., 25 €.

JULLIARD JACQUES et FRANCONIE GRÉGOIRE, *La Gauche par les textes, 1762-2012*, Paris, Flammarion, 2012, 456 p., 22 €.

C'est une véritable somme sur les gauches françaises que vient de livrer Jacques Julliard, plus de neuf cents pages ! Craignant probablement que ce ne soit pas suffisant, avec l'aide de Grégoire Franconie, il y a ajouté plus de quatre cents pages de textes, n'hésitant pas à inclure dans ce panthéon, Jean-Luc Mélenchon et François Hollande. Prenant le risque que le papier supporte tout, mais apportant une incroyable richesse intellectuelle à son ouvrage principal.

Des histoires de la gauche, il en existait déjà et ce n'est clairement pas cela que Jacques Julliard a

voulu faire. Sans que l'histoire soit négligée, c'est une longue réflexion, souvent très personnelle, sur la gauche ou les gauches, qu'il a entreprise, ce qui explique dans une certaine mesure qu'il fasse commencer son ouvrage en 1762, quand le terme de gauche était à peu près inconnu. Il ne croit pas à l'existence d'un réel centrisme. À la fois comme historien et à titre personnel, il considère que tout se joue dans cette sorte de diptyque, droite-gauche, même si finalement il s'interroge sur sa pérennité à notre époque.

Le problème d'un ouvrage d'une richesse aussi exceptionnelle, d'une réflexion aussi aigüe, est justement celui d'une certaine contradiction entre la théorie et l'évolution historique. Pour Jacques Julliard, la gauche, c'est le progrès et la justice, mais il est le premier à le dire, la gauche, cela n'a pas toujours été, sinon le progrès, du moins la justice. La guillotine fonctionnant pratiquement sans arrêt au moment de la « Terreur », les Vendéens noyés dans la Loire (pour ne prendre que cet exemple de la période révolutionnaire) peuvent-ils être considérés comme une expression de la justice ? Et puis, il y a la question du communisme qui s'étend sur une grande part du 20<sup>e</sup> siècle. Le communisme a appartenu sans aucun doute à la gauche, encore que Maurice Agulhon a probablement raison d'en faire une catégorie à part, mais tous les crimes dont le communisme soviétique s'est rendu coupable avec l'approbation, au moins pendant un certain temps, des braves gens « de gauche » dans notre pays, pose tout de même quelques problèmes.

Au total un livre passionnant, mais qui ne prend probablement pas assez en compte que la réalité historique est un domaine compliqué.

*Jean-Jacques Becker*

VIGREUX JEAN, *La Faucille après le marteau : le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012, 350 p., 15 €.

Au tournant des années 2000, la dimension rurale du communisme, relativement négligée

auparavant, a fait l'objet de multiples travaux d'historiens et de politistes. Le volume issu du mémoire d'habilitation à diriger des recherches de Jean Vigreux constitue un aboutissement significatif de ce moment. L'auteur choisit d'ailleurs pour titre une formule reprise et adaptée de celle employée par Rose-Marie Lagrave en introduction d'un numéro spécial d'*Études rurales* datant de 2005, « la faucille contre le marteau », qu'il transforme en « faucille après le marteau ». Jean Vigreux s'attache en préambule à valoriser en les croisant les acquis des études ruralistes aussi bien que des politistes. Après ce bilan historiographique, l'auteur propose une approche multiscalaire du phénomène communiste à la campagne, depuis le regard international porté par l'appareil sur les paysans jusqu'aux pratiques politiques au village en passant par l'échelle de l'État-nation.

Dès sa naissance, le Komintern intègre la dimension rurale dans sa réflexion et une Internationale paysanne, le Krestintern, naît en 1923. L'année suivante, des militants du Parti communiste français mettent en place une déclinaison nationale, le Conseil paysan français. La faucille n'est donc pas nécessairement pensée contre le marteau. L'examen des structures spécifiques mises en place par le Parti communiste illustre toutefois la place seconde des paysans dans la stratégie et la conscience même du communisme, tout à fait illustrative du titre choisi pour ce livre. Un autre phénomène, largement souligné dans l'ouvrage, est l'inscription du Parti communiste, dont l'enracinement social apparaît davantage lié à l'exploitation familiale qu'au salariat agricole, dans l'histoire nationale française. Jean Vigreux évoque « une acculturation à la République tout au long de l'histoire du PCF » (p. 286). Il montre que cette dimension va croissante durant l'entre-deux-guerres, facilitée par la stratégie de Front populaire, mais aussi qu'elle est déjà présente et prégnante aux temps les plus sectaires du jeune Parti communiste, dont l'anticléricalisme, par exemple, use d'un registre classique et réactive parfois localement une organisation comme la Libre pensée, qui connaît pourtant un déclin national après la Première Guerre mondiale, comme l'a montré Jacqueline Lalouette.

Cette forte articulation à la mémoire et à l'histoire nationales interroge la force de l'idéologie communiste elle-même dans sa dimension internationaliste et véritablement révolutionnaire. En conclusion, Jean Vigreux propose d'élargir l'analyse à d'autres pays européens. Une telle comparaison, peut-être surtout réalisée avec des démocraties libérales où le communisme rural fut particulièrement puissant (Finlande, Italie, voire Grèce en dehors des périodes de persécution), serait en effet suggestive sur la tension entre adhésion à une idéologie nouvelle et capacité d'acculturation des sociétés politiques existantes.

*Fabien Conord*

LANGEOIS CHRISTIAN, *Henri Krasucki, 1924-2003*, Paris, Le Cherche-midi, 2011, 363 p., 19 €.

La parution du livre de Christian Langeois, *Henri Krasucki, 1924-2003*, est une bonne nouvelle pour au moins deux raisons. La richesse et la complexité de la personnalité de l'ancien dirigeant de la Confédération générale du travail (CGT), son parcours militant, politique et syndical, qui embrasse l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle, méritaient évidemment une biographie ; celle-ci est écrite par un syndicaliste qui, s'il ne cache pas sa sympathie pour son personnage, respecte la discipline historique (le rêve de Jean Maitron semble ainsi pour partie exaucé). Christian Langeois, par ailleurs correspondant du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* et auteur d'une biographie sur la résistante Marguerite Buffard-Flavien, a dépouillé de nombreuses archives, rencontré un nombre important de témoins et s'est appuyé sur une bibliographie variée qu'il cite toujours scrupuleusement. L'itinéraire et l'entourage immédiat d'Henoch Krasucki, né en 1924 à Wolomin dans la banlieue de Varsovie, arrivé à Paris à l'âge de quatre ans et alors nommé Henri, sont décrits avec précisions et justesse, tout comme le milieu des juifs communistes de Belleville, leur sociabilité politique, culturelle et sportive qui forme un bain matriciel pour ce jeune militant précocement entré dans la clandestinité. Le récit de la filature de son groupe de jeunes

résistants jusqu'à leur arrestation en mars 1943, la déportation à Auschwitz, où le père d'Henri Krasucki fut immédiatement gazé, et au camp annexe de Jawischowitz, est lui aussi détaillé et précis. Incontestablement, c'est durant cette période héroïque et tragique que se sont forgés certains traits ou caractéristiques du futur dirigeant : le sens et le goût de l'organisation, une volonté inébranlable, un attachement très grand à l'URSS, « vainqueur du nazisme ».

Concernant l'après-guerre, décrivant la montée parallèle d'Henri Krasucki au sein de l'appareil de la CGT (secrétaire de la fédération de la Seine en 1949 et membre du bureau confédéral dès 1961) et du Parti communiste français (membre du Comité central en 1956 et du Bureau politique dès 1964), Christian Langeois ne cache pas ses positions les plus critiquables comme son soutien à la théorie du « complot des blouses blanches » en 1953. Il préfère néanmoins insister sur son rôle lors du congrès d'Argenteuil en 1965, alors qu'il était en charge des questions intellectuelles pour le PCF, ce qui le conduisit à côtoyer Louis Althusser. Curieusement, la problématisation et la contextualisation font le plus défaut pour la période au cours de laquelle Henri Krasucki accède à la plus haute responsabilité au sein de la CGT, soit officiellement en juin 1982, même si Henri Krasucki avait déjà remplacé *de facto* Georges Séguy depuis plusieurs mois. Si Christian Langeois, en se fondant sur les enregistrements sonores du Comité central du PCF déposés aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis, révèle la dureté de l'affrontement entre Georges Marchais et Henri Krasucki en 1985, il est trop discret sur la période allant du 40<sup>e</sup> au 42<sup>e</sup> congrès de la CGT, soit de la fin de l'année 1978 à la fin de l'année 1985, période de crises multiples pour la confédération, qui vit entre autres Henri Krasucki assumer la mise au pas de *Radio Lorraine-Cœur d'acier* (où œuvrèrent les journalistes Marcel Trillat et Jacques Dupont), celle du secteur immigration (Marius Apostolo), et celle du journal féministe de la CGT, *Antoinette* (Chantal Rogerat et Christiane Gilles). L'évocation de cette période provoque encore parfois certaines tensions au sein de la CGT.

S'appuyant fortement sur le remarquable mémoire de maîtrise en sociologie de Jérôme Pélisse (« Légitimation et disqualification du personnel politique ouvrier : une sociobiographie d'Henri Krasucki », Université Paris-X, 1997), Christian Langeois analyse également les représentations publiques d'Henri Krasucki dans les années 1980, alors qu'il est victime d'un fort mépris de classe, voire d'un certain racisme de classe. La violence des attaques le concernant renvoie certes à de nombreux stéréotypes sur la CGT et plus largement sur le monde et le mouvement ouvrier, mais elle indique aussi une certaine inquiétude politique devant les positions de la première centrale syndicale française, à l'heure où « l'idéologie de l'entreprise » est mise en avant par nombre de médias et par un gouvernement dont l'homme d'affaires Bernard Tapie fut un temps ministre. À partir des années 1990, Henri Krasucki s'essaie par deux fois à la biographie et à l'autobiographie, sans y parvenir. Il est dommage que l'auteur n'ait pas eu accès aux nombreuses heures d'enregistrement qu'Henri Krasucki avait ainsi accordées à deux journalistes en 1991, cela aurait permis d'appréhender, entre autres, ce désir autobiographique et cette autocensure.

La biographie de Christian Langeois, essentielle, rend donc justice à un homme trop longtemps raillé et caricaturé, mais n'en perce pas tous les mystères ; elle aurait sans doute dû être mieux articulée avec l'histoire de la centrale syndicale qu'il dirigea une décennie durant. Dix ans après sa mort et une longue période d'oubli, la vie complexe d'Henri Krasucki, militant et mélomane, commence enfin à intégrer l'histoire du mouvement ouvrier.

*Tanguy Perron*

## Mouvements sociaux

PIGENET MICHEL et TARTAKOWSKY DANIELLE (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, 800 p., 32 €.

Un pavé. Le mot s'impose par l'importance du volume et le sujet abordé. L'ouvrage coordonné

par les deux historiens importe par son ambition et l'ampleur des faits qu'il brasse en soixante-huit contributions, émanant certes d'historiens, mais également de politistes et de sociologues, chercheurs tantôt chevronnés, tantôt impétrants. Le livre, après un très bref avant-propos, est divisé en quatre parties chronologiques, qui s'ouvrent à chaque fois par des introductions des deux directeurs de l'ouvrage : la première, qui court jusqu'aux années 1880, rassemble quelques-uns des meilleurs représentants du renouvellement historiographique à l'œuvre dans l'histoire politique et sociale du 19<sup>e</sup> siècle. La deuxième, qui porte jusqu'aux années 1930, pointe la nationalisation des mobilisations, quand les organisations politiques, syndicales et associatives se structurent pour encadrer les masses, notamment urbaines et spécialement ouvrières. Jusqu'à la fin des années 1970 ensuite, la structuration de l'État social favorise une institutionnalisation relative des mouvements sociaux, que les années 68 malmènent cependant. Depuis les années 1980 enfin, dominent les désaffiliations consécutives aux transformations considérables des configurations politiques, sociales et économiques, qui entraînent d'incessantes recompositions.

Il serait dérisoire de prétendre résumer un tel livre. On peut cependant en relever quelques traits : d'abord la volonté de livrer une synthèse sur des sujets classiques (1848, la Commune, les grèves du Front populaire), tout en offrant des contributions plus neuves depuis des acteurs sociaux moins connus (les jeunes, les commerçants, les viticulteurs du Midi, les salariés sans-papiers) jusqu'aux mobilisations les plus contemporaines (les combats pour la santé au travail, les grèves de l'automne 1995) ; le souci ensuite de proposer une histoire sociale du politique qui se départit d'une histoire internaliste des organisations (et notamment de celles dites du mouvement ouvrier), qui s'attache au répertoire d'action et complique les chronologies, montrant les chevauchements et les résurgences. Dans le même temps, l'ouvrage tend à souligner l'ambivalence de certaines mobilisations, parfois conservatrices (c'est en partie le cas du boulangisme, du poujadisme et des mobilisations catholiques),

voire franchement xénophobes (y compris dans certaines mobilisations ouvrières jusqu'aux années 1930 au moins). Les rares et suggestives excursions vers l'étranger (le chartisme britannique et le pilanisme belge notamment) font regretter que la dimension comparative n'ait pas été systématiquement prolongée pour quelques périodes au moins : les deux après-guerres du 20<sup>e</sup> siècle et les années 68 par exemple.

Inévitablement, le volume est inégal. D'heureuses découvertes traduisant des recherches récentes ou à l'œuvre (sur la sociologie de l'action collective, les mouvements sociaux urbains ou la marche pour l'égalité et contre le racisme par exemple), contrebalancent des contributions plus attendues. Parfois, la volonté de proposer une histoire des mobilisations en actes verse dans une recension des structures d'encadrement. On regrette aussi que les mouvements sociaux dans l'outre-mer aient été étrangement délaissés : rien par exemple sur les Antilles, ni sur les luttes anticoloniales qui irriguèrent également la métropole. De même, à de rares exceptions près (les luttes à Longwy en 1979 en particulier), l'échelle d'analyse s'en tient au cadre national : on perd dès lors en finesse d'analyse ce qu'on gagne en largeur de vue et, surtout, on écarte tout examen de traditions de mobilisations locales ou régionales, articulées à des professions et à des tempéraments politiques. Surtout, on s'étonne que les directeurs de l'ouvrage se revendiquent uniquement de l'empirisme et ne proposent pas, en guise de conclusion, un bref essai de théorisation à partir de considérations proprement historiques. En dépit de remarques judicieuses qui jalonnent les introductions des parties, on a le sentiment que les historiens renoncent à une certaine forme de théorisation, abandonnée aux *aficionados* des anciens et des nouveaux mouvements sociaux, aux chantres de la structure des opportunités politiques, aux divers types de grammairiens de la contestation. L'ouvrage refermé, pourtant, on est convaincu que les historiens pourraient s'aventurer modestement sur ce sentier-là aussi, forts de leur connaissance parfois très fine des mobilisations sociales et politiques. En dépit de ces quelques réserves, ce pavé est

destiné à prendre place dans les bibliothèques des étudiants et des chercheurs, tant il fourmille d'une masse d'informations et de pistes problématiques suggestives.

Xavier Vignat

STOVALL TYLER, *Paris and the Spirit of 1919. Consumer Struggles, Transnationalism, and Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 354 p., 60 £.

C'est à l'année 1919, borne peu considérée et trop souvent laissée dans l'ombre de l'année 1918 que Tyler Stovall consacre son dernier ouvrage. Cet historien centre ses réflexions sur les luttes ouvrières qui se déroulent à Paris autour de la consommation et qui, par leur intensité, semblent annoncer le grand soir, ouvrir, au cœur des réorganisations de l'immédiat après-guerre, une perspective révolutionnaire. Le projet de Tyler Stovall est de (ré)concilier les approches issues de l'histoire sociale et de l'histoire de la consommation, souvent présentées comme antagonistes, pour faire le portrait d'un « consumérisme révolté » (*insurgent consumerism*), la démonstration que le désir de consommation peut conduire à défier le capitalisme plutôt qu'à l'intégrer. Ce projet d'hybridation historiographique se reflète à la fois dans les sources étudiées et dans la méthodologie adoptée. Les archives sont celles sur lesquelles s'appuient habituellement les chercheurs en histoire sociale (listes nominatives de recensement, archives de la préfecture de Police sur les rassemblements ouvriers) et celles utilisées par les chercheurs en histoire culturelle (presse ou autobiographies par exemple). Cette multiplication des points de vue dresse un portrait fragmenté mais stimulant de la classe ouvrière parisienne, même si on aimerait avoir plus de détail sur le contenu alléchant de certains fonds, comme les lettres des travailleurs coloniaux. La méthodologie est elle aussi hybride, empruntant à l'histoire sociale (approche quantitative, réflexion sur la construction des catégories) et aux *cultural studies* (analyse d'images, étude de schèmes discursifs).

Malgré la définition d'un cadre spatio-temporel de départ étroit, Tyler Stovall livre en fait un éclairage bien plus vaste sur l'histoire sociale et politique française du début du 20<sup>e</sup> siècle. L'année 1919 est replacée dans une lignée d'années révolutionnaires et entre ainsi en résonance avec 1848, 1871 ou encore 1968. Le premier chapitre est par ailleurs consacré à l'histoire de la consommation pendant la Grande Guerre et fournit les bases factuelles nécessaires à la compréhension des différentes révoltes de l'immédiat après-guerre. De même, la ville de Paris est utilisée, dans une perspective d'histoire transnationale, comme une fenêtre sur la France et surtout sur le monde puisque s'y déroule les négociations de paix. Les principaux événements de l'année 1919 (armistice, grève du 1<sup>er</sup> Mai, défilé du 14 Juillet, grève des ouvriers métallurgistes en juin, protestations contre la vie chère) sont évoqués en détail dans un plan thématique et fortement problématisé.

Le plus grand intérêt de l'ouvrage réside probablement dans sa réflexion sur la notion de classe sociale et plus spécifiquement de classe ouvrière, question posée dès l'introduction et retravaillée tout le long de l'ouvrage. Tyler Stovall prend très au sérieux les critiques formulées par l'histoire du genre et par l'histoire postcoloniale et cherche à redéfinir ce qu'il nomme « l'identité de classe », à nuancer la conception de l'ouvrier, implicitement homme et Blanc. Il donne une image contrastée et convaincante des ouvriers consommateurs, complexifie la définition de la classe sociale, tout en réaffirmant la pertinence de ce concept fondateur de l'histoire sociale. En outre, l'auteur connaît la bibliographie sur tous les aspects de sa recherche, ce qui le conduit à des débats serrés sur chaque notion (comme « identité », « race », « spectacle », « postcolonial »), débats qui ont souvent lieu, trop modestement, dans les notes de bas de page.

Il ressort de la lecture de cet ouvrage l'idée-force selon laquelle 1919 est une année instable de transition entre guerre et paix, un moment où la révolution semble imminente ou du moins éminemment possible. Comme il l'explique dans les très belles premières lignes de la conclusion, Tyler Stovall refuse d'écrire l'histoire d'un échec

et choisit, au contraire, de retracer ce qui a été et ce qui a paru possible, l'histoire paradoxale d'une année révolutionnaire sans révolution.

Anais Albert

## Église et société

LLOBET GABRIEL DE, *Mgr de Llobet : un pasteur intransigeant face aux défis de son temps (1872-1957)*, Limoges, Presses de l'Université de Limoges, 2012, 260 p., 25 €.

Le cas n'est pas banal : il y a homonymie parfaite, nom et prénom, entre le biographe et celui dont il écrit la vie. Un tel lien de parenté pouvait conduire à une hagiographie qui n'aurait pas mérité recension. Tel n'est pas le cas. Gabriel de Llobet procure en effet de son éminent parent une biographie solide, car nourrie aux meilleures sources, archives vaticanes comprises. Celui qui fut plus de trente ans archevêque d'Avignon n'était pas une personnalité exceptionnelle, mais il était représentatif de la génération d'évêques pressentis sous le pontificat de Pie X, après la rupture du pacte concordataire.

Gabriel de Llobet venait d'une vieille famille légitimiste de la Catalogne française, mal ralliée au régime républicain malgré l'injonction de Léon XIII. Formé au sacerdoce par le Séminaire français de Rome (1890-1897) et protégé du cardinal de Cabrières, fougueux évêque de Montpellier, qui en fit son secrétaire particulier (1897-1907), il devint ensuite vicaire général du diocèse de Perpignan (1907-1915) sans avoir exercé de véritable charge pastorale. Promis à l'épiscopat depuis quelques années, il fut nommé évêque de Gap peu avant d'être appelé sous les drapeaux, au début de 1916. Il devint ainsi le premier évêque aux armées et fit une « belle guerre » comme aumônier de division et inspecteur ecclésiastique du front français. Il incarna ensuite l'esprit de l'« union sacrée », doublé d'un nationalisme sourcilieux, au sein du mouvement combattant et dans de multiples cérémonies du souvenir. Transféré à Avignon en 1925, il fut proche de l'Action française sans y adhérer et le dernier évêque à

accepter les sanctions pontificales contre le mouvement maurrassien. Il accueillit dans son diocèse des prêtres et séminaristes victimes de persécution dans la Catalogne républicaine après l'éclatement de la guerre civile et se rallia sans difficulté, mais sans éclat non plus, au maréchal Pétain, avant de regretter les excès de l'épuration en 1944, bien qu'il ne fût pas personnellement inquiété.

Son parcours de « blanc du Midi » manifeste donc une saisissante continuité, de l'espoir d'une restauration monarchique au soutien à la Révolution nationale. Cet « homme du passé », qui a vu disparaître le monde dont il était issu et dans lequel il avait cru, ne fut pourtant pas un conservateur sur le plan religieux : évêque de diocèses difficiles, où le détachement religieux est important, il fit confiance à ses principaux adjoints pour tenter de remonter le courant grâce à l'Action catholique sous toutes ses formes. Et il mourut deux ans avant l'annonce d'un concile qui rompit avec le catholicisme intransigeant dont il avait été durant toute sa vie le bon soldat. Par son exemplarité, sa biographie éclaire un pan aujourd'hui méconnu de l'histoire politico-religieuse de la France du 20<sup>e</sup> siècle.

Étienne Fouilloux

ROUSSEAU SABINE, *Françoise Vandermeersch : L'émancipation d'une religieuse*, préf. de Danièle Hervieu-Léger, Paris, Karthala, 2012, 280 p., 25 €.

Devinette. Qui a trouvé trop sévère la censure contre *La Religieuse* de Denis Diderot revue par Jacques Rivette, en 1966 ? Qui a témoigné à décharge lors du procès d'anciens « Katangais » de Sorbonne, en 1970 ? Qui a œuvré sans relâche pour la reconstruction du Vietnam, à partir de 1973 ? Un militant connu de l'extrême gauche laïque ? Vous n'y êtes pas : une religieuse d'une congrégation au titre qui sent son 19<sup>e</sup> siècle, les Auxiliatrices des âmes du purgatoire.

Françoise Vandermeersch est née en 1917 dans une famille de patrons textiles du Nord qui a aussi donné un jésuite à l'Église. Entrée chez les « Auxis » en 1938, elle est appelée à Paris après sa formation religieuse pour y accueillir les

retraitantes et y fonder un bulletin à usage interne. Elle tisse alors un réseau de sociabilité qui permet à ce modeste support de devenir, sous sa direction entre 1951 et 1974, la revue *Échanges* diffusée bien au-delà de sa congrégation : ses livraisons sur la sexualité (1<sup>er</sup> août 1971) ou sur l'avortement (1<sup>er</sup> janvier 1972) ont fait scandale dans l'opinion catholique et parmi ses supérieures. Aussi Françoise Vandermeersch est-elle happée par le mouvement du printemps 1968 et se retrouve-t-elle sur une estrade à la Sorbonne pour débattre du rôle possible des chrétiens dans la « révolution ». Devenue une figure médiatique, elle joue un rôle tout aussi efficace, bien que moins visible, dans l'*aggiornamento* des Auxiliatrices au lendemain de Vatican II. Certes, le processus ne permet pas la pleine réalisation de son rêve qui aurait consisté à faire de ses consœurs des femmes à part entière, libres et responsables, dans le cadre de leur vocation. « Françoise » n'en a pas moins fourni à la société française l'image d'une religieuse en prise sur son temps sans pour autant renier ses vœux.

En 1973, elle découvre le Vietnam, auquel elle consacre les vingt dernières années de sa vie jusqu'à sa mort en 1997. Elle se prend de passion pour ce pays dévasté par la guerre au fil de nombreux voyages ; et elle mobilise ses réseaux et son crédit pour l'aider à se reconstruire, sans trop prêter attention aux aspects répressifs du régime, du moins au début. Sa collaboration confiante, au sein de la Fraternité chrétienne pour le Vietnam, avec les autorités communistes et des associations comme le Mouvement de la paix achève de la marginaliser dans son Église et d'en faire, à tort, une « religieuse rouge ». Du travail sensible et nuancé de Sabine Rousseau, fondé sur toutes les sources disponibles et remarquablement édité (voir les nombreuses et précieuses annexes documentaires), ressort le portrait d'une religieuse certes atypique, mais surtout d'une femme bien de son époque : sans être féministe, au sens strict du terme, elle a prouvé en actes la possibilité d'une émancipation des femmes là où elle semblait la plus difficile, au sein de la vie religieuse consacrée.

Étienne Fouilloux

PELLETIER DENIS et SCHLEGEL JEAN-LOUIS (dir.), *À la gauche du Christ : les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 2012, 614 p., 27 €.

À en croire la couverture médiatique dont a bénéficié l'ouvrage, la question de l'engagement des « chrétiens de l'autre bord », pour reprendre la formule de François Mauriac en 1955 paru dans *L'Express*, ne laisse pas indifférent toutes celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées. Ces militants, qui connurent en quelque sorte leur « âge d'or » entre la tenue du concile Vatican II en 1962 et le mouvement de Mai 68, ont fortement marqué de leur influence l'histoire des luttes et des mobilisations populaires au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse du mouvement du Larzac, des luttes urbaines ou de la mouvance autogestionnaire autour de Lip. L'objectif de cet ouvrage collectif est donc de restituer, entre la Libération et le milieu des années 1980, l'histoire de ces militants et de ces intellectuels qui se sont clairement engagés à gauche au nom de leur foi chrétienne.

Héritiers des enseignements de l'encyclique *Rerum Novarum* comme du positionnement de la Jeune République qui soutint en 1936 le Front populaire, ces femmes et hommes appartiennent pour la plupart à la génération qui s'ouvrit à l'engagement politique à la fin de la guerre d'Algérie et à l'ouverture du concile Vatican II. Mais l'adhésion à un parti serait trop réductrice pour caractériser la variété et surtout l'originalité de leur militantisme. De ce point de vue, l'un des principaux acquis de l'ouvrage tient dans le fait que les directeurs de publication ont voulu produire ce qu'ils appellent une « histoire totale » de ce courant, prenant en compte les aspects politiques, sociaux, intellectuels et religieux de leur engagement. Les chrétiens de gauche incarnent à la fois la recherche d'un courant politique moderne que ni la Section française de l'Internationale ouvrière ni le Parti communiste ne peuvent réellement incarner au début des années 1960, et la capacité réelle de participer aux mutations que connaît la société française au cours de cette décennie. Comme le souligne Denis Pelletier en introduction, ces militants

d'un genre nouveau ont pensé leur engagement au sein d'un double mouvement : de l'intérieur, en opérant une contestation politique des institutions religieuses ; à l'extérieur, en imposant une approche religieuse de la contestation de l'ordre politique.

Par la variété de ses contributions, l'ouvrage offre des angles d'approches extrêmement variés, qu'il s'agisse du syndicalisme ouvrier chrétien, du tiers-mondisme et de la spécificité protestante pour ne prendre que ces exemples. La victoire de la gauche en 1981 apparaît dès lors comme une réussite de ce courant de pensée dans l'imposition de ses idées au sein du débat public. Elle marque toutefois aussi le début de son reflux à la fois théologique (les réformes voulues par Jean-Paul II et son successeur) et politique (le vide intellectuel croissant de la gauche). Mais au-delà de ce qui peut apparaître comme une parenthèse utopique, cet ouvrage pose au final la question du rapport entre le politique et le religieux sur fond de sécularisation de la société française.

Thibault Tellier

## Histoire politique et sociale de la France

BRUNO POU CET (dir.), *L'État et l'Enseignement privé : l'application de la loi Debré (1959)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 361 p., 20 €.

Quinze auteurs reprennent ici leurs contributions au colloque éponyme des 10 et 11 décembre 2009, organisé autour de quatre thèmes : « Le moment Debré et son devenir » ; « Le caractère propre et les maîtres contractuels » ; « Les territoires de l'enseignement privé » et « Questions d'identité ». L'ouvrage est dirigé par Bruno Poucet, professeur en sciences de l'éducation, auteur de *La Liberté sous contrat : une histoire de l'enseignement privé* (Fabert, 2010) et du récent *L'Enseignement privé en France* (PUF, « Que sais-je ? », 2012), et initiateur d'un précédent colloque en 1999 : *La Loi Debré, paradoxes de l'État éducateur*

(CRDP d'Amiens, 2001). Son propos liminaire introduit le lecteur à l'histoire et aux héritages de la loi Debré. Plus loin dans le volume, la contribution de Gabriel Langouët, « L'enseignement privé sous contrat : continuité, diversification et stabilité », participe aussi de cette volonté de dessiner les grandes lignes d'une longue histoire. Le recul temporel facilite ce dessein puisque cinquante ans se sont écoulés depuis le vote de la loi, mais il est cependant insuffisant pour qu'aient été comblés les vides de la connaissance. L'absence d'informations suffisantes pointée par Antoine Prost dans sa conclusion se repère effectivement au fil des pages : la diversité des lieux, des pratiques et des traditions, et leur recomposition et mitigation font souvent buter le chercheur dès qu'il s'agit de poser une parole un peu générale.

La dimension universitaire du volume croise le regard des sciences de l'éducation, de la sociologie, de l'histoire et d'acteurs institutionnels par ailleurs enseignants-chercheurs. Outre cette approche multidisciplinaire, les actes reprennent les témoignages et les échanges de 2009 dans les pages « Les témoins ont la parole », « Regards croisés des parents d'élèves » et « Débats », le tout composant pas loin d'un cinquième de l'ouvrage. Les propos des témoins restituent les atmosphères et les nuances, parfois fortes, existant au sein de chaque « camp » (on lira le dialogue entre Louis Astre, ancien secrétaire général du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), et Jean Battut, ancien secrétaire national du Syndicat national des instituteurs-Professeurs d'enseignement général de collège (SNI-PEGC), l'intervention de Jean Gasol, directeur-adjoint du cabinet d'Alain Savary ou ce que déclare Louis Mexandeau de son non-choix comme ministre de l'Éducation nationale). S'ajoutent à cette matière déjà riche des annexes statistiques et textuelles, un index, une liste des sources, une bibliographie et des illustrations hors-texte, dont l'intérêt est réduit par l'absence de tout commentaire et de tout renvoi dans le texte.

Un des intérêts majeurs de *L'État et l'Enseignement privé* est qu'il aide le lecteur à inscrire en profondeur chronologique des questions vives du (très) présent : la part de diversité supportable

ou de refus de la fragmentation dans la société française ; le jeu entre « publicisation » du Privé, concurrence et diversification internes au Public, « tribalisation » de la fragmentation sociale ; le rapprochement réel (même s'il ne diminue guère l'ignorance mutuelle) entre les deux systèmes, qui communient dans le refus de l'ouverture lucrative (étudié, avec un sens des nuances, par Dominique Glasman) ; le caractère propre dans la loi Debré, pas commode à cerner aujourd'hui encore (voir p. 59-60, 80-81, 104, 121-126 et 305-306) ; les nuances internes du Privé, liées notamment à la spécificité des établissements sous tutelle congréganiste, question présente en filigrane dans tout le volume mais traitée spécifiquement dans la communication de Guy Avanzini ; la question de la subsidiarité au sein de la gouvernance des établissements, qui se pose désormais tant au Public qu'au Privé (les « cadres éducatifs » ou « cadres de direction » sont évoqués à juste titre par Agnès van Zanten et Sylvie Da Costa) ; celle du consumérisme scolaire, notamment abordée par Agnès van Zanten ; celle encore des investissements consentis par l'État, les collectivités territoriales et les familles en matière de dépense d'éducation, traitée par André D. Robert dans une communication qui confirme la volonté des organisateurs du colloque d'aborder toutes les dimensions.

*L'État et l'Enseignement privé* illustre l'intérêt de l'histoire de l'éducation. Il témoigne que ce champ d'étude affronte des questions culturelles de fond et singulièrement ici celle d'un catholicisme qui n'est ni seulement une religion ni *a fortiori* seulement un système de croyances, mais aussi et indissociablement une culture, « enchevêtrant croyances et pratiques culturelles » et sociales, le tout traversé par des évolutions à rythme assez court, voire par des tête-à-queue, comme l'illustre la volonté romaine et pour partie épiscopale d'une annonce plus explicite de la foi au sein des établissements privés confessionnels depuis quelques années. Ainsi que le rappelle Luc Perrin : « À cet égard, la question de l'école n'est qu'une facette du clivage de plus en plus marqué entre un catholicisme de réveil, une néo-intransigeance (générations Jean-Paul II et Benoît XVI), et un

catholicisme néo-libéral acquis à un compromis avec la modernité occidentale » (p. 288).

Yves Poncelet

PAVARD BIBIA, ROCHEFORT FLORENCE et ZANCARINI-FOURNEL MICHELLE, *Les Lois Veil : contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Armand Colin, « U, les événements fondateurs », 2012, 220 p., 23,56 €.

Inscrit dans la collection « Les événements fondateurs » des éditions Armand Colin, cet ouvrage, consacré aux lois Veil de 1974 et 1975, n'entend pas seulement « reconstituer l'histoire complexe de la conquête de la liberté de la contraception et de l'avortement en France, mais aussi de rendre compte de son statut d'événement dans l'histoire politique et sociale et dans la mémoire collective » (p. 5). À cette fin, les auteures s'interrogent sur la place de ces lois dans l'histoire de la maîtrise par les femmes de leur fécondité, de leur droit à la contraception et à l'avortement ainsi que, plus largement, sur leur rôle dans l'histoire de l'émancipation des femmes. L'ouvrage est organisé en trois parties : généalogies (1920-1970), les lois Veil, impact et mémorialisation.

La première présente quelques lacunes, notamment au sein du chapitre consacré à la longévité des lois répressives de 1920 et 1923 (premier chapitre). Si les termes du débat sur la question de la population et du contrôle des naissances sont bien analysés et les rapports de force qui s'instaurent clairement identifiés, en revanche la spécificité du cas français dans le contexte international aurait pu être mieux éclairée. En effet, le mouvement *birth control* soutenu par l'Américaine Margaret Sanger (figure qui aurait méritée quelques lignes de présentation, même en note de bas de page) s'internationalise et diffuse ses idées en Europe durant les années 1920, mais se heurte en France au lobby nataliste, qui constitue sa propre structure transnationale, La Ligue pour la vie et la famille en 1927. Autre écueil, la question de la mise en œuvre des lois réprimant l'avortement est très peu abordée ; or l'échec de ces lois et les conséquences qui sont tirées, chez les activistes et les experts, de l'incapacité de la

répression à éradiquer à elle seule un tel phénomène expliquent la promotion de solutions alternatives après la Seconde Guerre mondiale, en particulier au sein de la Commission interministérielle de la lutte contre l'avortement créée en 1946 (voir les travaux de Fabrice Cahen et de Paul-André Rosental qui auraient pu être davantage exploités). Mises à part ces quelques remarques, l'ouvrage présente de grandes qualités.

Il est d'abord extrêmement éclairant sur les mouvements féminins et les figures féminines qui défendent la cause des femmes à partir des années 1950, tout en se distinguant du féminisme. Ainsi des précurseurs, tels que Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé et Évelyne Sullerot, défendent au sein de l'association Maternité heureuse (p. 35), à partir de 1956, l'autorisation de la contraception et l'information sexuelle, mais ne remettent pas en cause la vocation maternelle des femmes ni l'ordre social, dans un contexte toujours dominé par la *doxa* nataliste. Cette identité et cette respectabilité de mère de famille sont également mises en avant au milieu des années 1970 par Simone Veil, notamment dans les médias, et une mise à distance des revendications féministes est là encore clairement revendiquée (p. 130-132). Ces figures présentent une féminité rassurante qui ne bouscule pas les normes de genre traditionnelles, ce qui va permettre de faire avancer les causes qu'elles portent et de faciliter, dans le cas de Simone Veil, la fabrique d'un consensus autour du droit à l'avortement dans la société et dans la sphère politique. Dans le champ féministe, les auteures montrent combien l'unité affichée (notamment au sein du Mouvement de libération des femmes, MLF) est un mythe : cette mouvance se caractérise au contraire par sa grande diversité et la multiplicité de ses groupuscules (p. 69), ainsi que par des désaccords sur les types de mobilisation, mixte ou exclusivement féminine. Néanmoins, ces associations jouent un rôle déterminant en faveur de la libéralisation de l'avortement et de la légitimation des femmes sur cette question, surtout au début des années 1970, rôle désormais occulté dans la mémoire collective par la figure de Simone Veil.

Les débats souvent passionnés de l'époque sont également très bien reconstitués. Nous voudrions souligner à ce propos l'apport à la compréhension du phénomène que constituent les analyses des positions religieuses dominantes, mais aussi des voix discordantes. Ce souci de la nuance paraît par exemple avec l'étude du dossier consacré à l'avortement par la revue dominicaine de Lyon, *Lumière et Vie*, en 1972, qui défend une position en contradiction complète avec la doctrine catholique officielle (p. 115-120). Autre intérêt de l'ouvrage, la mise en lumière des avancées permises par la loi de 1974 sur la contraception, souvent oubliée au profit de la seule loi sur l'avortement de 1975. Elle rend en effet possible un réel contrôle par les femmes de leur fécondité, en faisant disparaître une série de contraintes inscrites dans la loi Neuwirth de 1967. En revanche, la loi de 1975 reste limitée (par exemple, non-remboursement par la Sécurité sociale et restrictions pour les étrangères et les mineures) et sa mise en œuvre est laborieuse, en raison notamment d'une certaine résistance au sein du corps médical, particulièrement dans les services hospitaliers où exercent des médecins catholiques (p. 145). Les difficultés de tous ordres pour accéder à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) entraînent encore ainsi d'importants départs à l'étranger après 1975. Les féministes paraissent quant à elles très divisées après l'adoption de la loi ; certaines continuent de réaliser des avortements militants en toute illégalité en défendant le contrôle du corps des femmes par elles-mêmes, tandis que d'autres s'investissent sur de nouveaux fronts. La manifestation du 6 octobre 1979 visant à affirmer l'autonomie des femmes, au moment où la loi est à nouveau discutée, paraît de ce point de vue la dernière grande mobilisation de ce type de féminisme. Surtout, les auteures montrent combien l'efficacité de la loi sur la contraception doit être relativisée, même après que l'IVG devient gratuite en 1982. Alors que l'objectif était à terme de faire disparaître l'avortement, celui-ci se maintient, augmente même chez les jeunes femmes (en raison notamment d'une distribution de moyens de contraception insuffisante) et reste l'un des taux les plus

élevés d'Europe. Au final, ce livre, en reconstituant la complexité et les transformations des mobilisations sociales et politiques sur les questions de contraception et d'avortement au cours d'un long 20<sup>e</sup> siècle, permet une évaluation fine des lois Veil en les inscrivant dans diverses temporalités.

Christophe Capuani

MARUANI MARGARET et MERON MONIQUE, *Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012, 230 p., 24 €.

Derrière un objet en apparence modeste, compter les femmes au travail à l'aide des données de la statistique publique, cet ouvrage propose une vaste fresque de la réalité et des représentations du travail en France au cours du long 20<sup>e</sup> siècle. En raison des sources utilisées (recensements de la population et résultats de l'enquête Emploi) l'ouvrage ne traite pas des périodes de guerre, pas plus qu'il n'embrasse toutes les dimensions de l'activité féminine, notamment les conditions de travail et les salaires. La fluctuation des nomenclatures rend également plus difficile l'analyse des spécialisations professionnelles selon le genre. L'ampleur du travail accompli n'en montre pas moins qu'à rebours de certaines idées tenaces, les femmes ont toujours travaillé, à un niveau relativement stable et élevé tout au long de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, quel que soit leur âge ; la spécificité des comportements féminins et la fameuse discontinuité des carrières ne correspondant qu'à la courte parenthèse des années 1950 et 1960. Au même moment, les progrès de la scolarisation et le développement du salariat profitent essentiellement à l'activité féminine, avant que la crise vienne déstabiliser l'emploi des femmes, particulièrement frappées par le chômage et par le sous-emploi. Comparé systématiquement à la situation des hommes, qui perdent ici leur statut de genre neutre censé exprimer la norme, le travail des femmes apparaît ainsi comme un révélateur des principales évolutions du 20<sup>e</sup> siècle.

Si l'ambition des auteures est de compter les femmes au travail, elle est aussi de conter l'histoire

de ces façons de compter. Le parti pris adopté diffère sensiblement de celui d'Olivier Marchand et Claude Thélot, dont l'objectif était de produire des séries homogènes correspondant aux catégories statistiques actuelles : ici, il s'agit de mettre au jour les représentations qui président aux entreprises de catégorisation menées de 1901 à 2011. Quoique l'on puisse regretter la relative désincarnation de cette construction des conventions statistiques, dont les acteurs ne sont évoqués que par touches discrètes, l'ouvrage montre avec finesse l'inadaptation de catégories statistiques conçues pour un modèle de travail masculin présenté comme la norme ; l'invisibilité statistique du travail des femmes voit ses formes varier dans le temps, touchant tour à tour les aides familiales, les travailleuses à domicile, les agricultrices, les travailleuses à temps partiel ou les chômeuses.

Par son ample travail de restitution des chiffres disponibles et d'analyse critique des conventions qui les sous-tendent, l'ouvrage constitue non seulement une synthèse de référence, mais aussi un outil précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du travail et à la construction de ses statistiques en France au 20<sup>e</sup> siècle.

*Anne-Sophie Bruno*

---

LALOUETTE JACQUELINE, *Jours de fête : jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Paris, Tallandier, 2010, 390 p., 23,90 €.

Les rituels associés aux jours fériés français ont connu un regain d'intérêt à la faveur du renouveau des études mémorielles et commémoratives. Certaines fêtes ont été particulièrement bien étudiées (le 1<sup>er</sup> Mai, le 14 Juillet), d'autres attendent toujours leur monographie comme le 8 Mai ou le jour de l'An. Il manquait pourtant un ouvrage abondant de manière globale les jours fériés et les fêtes légales en France sur l'ensemble de la période contemporaine. De ce point de vue, Jacqueline Lalouette propose, outre une synthèse des études longitudinales menées sur chacune de ces journées, une approche générale qui enrichit, d'une part, l'histoire des pratiques festives par l'histoire du travail, à travers l'épineuse question

des jours chômés et, d'autre part, l'histoire législative des débats qui ont progressivement fixé les onze jours fériés scandant notre calendrier.

L'ouvrage se distingue par un usage croisé des sources normatives (législatives et administratives, mais aussi théologiques pour les fêtes religieuses) et de la presse ou de sources conservées dans les archives départementales qui permettent d'en évaluer la mise en pratique. L'analyse de correspondances entre élus locaux et préfets met ainsi en avant la dialectique subtile et les négociations qui conduisent aux interprétations régionales ou municipales des fêtes nationales, en les adaptant aux traditions locales et aux contraintes économiques. Tout en concédant une tendance à l'uniformisation des pratiques, le livre dresse donc un tableau kaléidoscopique des pratiques festives dans les différentes régions de France.

Si l'ouverture et les derniers chapitres réunissent dans une même analyse l'ensemble des jours fériés, pour en décrire la genèse législative, les fonctions sociales et les constantes formelles, le cœur de l'ouvrage est structuré de manière typologique et distingue fêtes « chrétiennes », « civiques » et « sociétales ». La première catégorie permet à l'éminente spécialiste des rapports entre Église et État qu'est Jacqueline Lalouette de livrer une analyse minutieuse de la place ambivalente de ces fêtes d'origine sacrée dans le calendrier festif républicain, entre affirmation de leur fonction religieuse, désécularisation et réécriture par les mouvements anticatholiques. La deuxième catégorie, qui inclut aussi bien les célébrations éteintes comme la saint Napoléon ou l'anniversaire des Trois Glorieuses que celles toujours en vigueur, relève d'une histoire plus classique de la construction des lieux de mémoire français. Une attention particulière est portée aux célébrations religieuses qui se mêlent aux rites républicains, ainsi qu'aux contre-manifestations qui viennent concurrencer les festivités officielles. La troisième enfin permet d'ouvrir la voie à une monographie sur la célébration du premier de l'An, dont l'auteure constate à raison qu'elle faisait jusqu'ici défaut. Tout au plus pourra-t-on regretter que la définition, argumentée mais un peu restrictive, adoptée pour les « fêtes légales

chrétiennes » en exclut les lundis de Pâques et de Pentecôte, qui échappent ainsi à la typologie et ont tendance à disparaître du champ d'étude du livre.

*Antonin Durand*

## Élites belges

DUMOULIN MICHEL, avec la collaboration de LALOUX PIERRE-OLIVIER, *Les Stoclet : microcosme d'ambitions et de passions*, Bruxelles, Le Cri édition, « Belgique-Europe-Outre-Mer », 2011, 536 p., 30 €.

À travers l'histoire d'une grande famille dont le plus illustre représentant, Adolphe Stoclet, fit édifier en 1909 au centre de Bruxelles par l'architecte viennois Josef Hoffmann le « palais » qui porte son nom, véritable manifeste de l'Art nouveau, Michel Dumoulin, assisté de Pierre-Olivier Laloux, se livre à une plongée dans une dynastie dont les membres sont, durant cinq générations, des années 1830 aux années 1990, tour à tour ou simultanément, au gré des compétences et des goûts de chacun, hommes de loi, ingénieurs, banquiers, brasseurs d'affaires, amateurs d'art, mécènes, excellant dans tous les domaines, sauf peut-être ceux des armes et de la politique. Cette longue saga, jalonnée de mésaventures, de disparitions brutales, de drames, mais aussi marquée par la forte affirmation de valeurs communes, évoque les univers romanesques des Buddenbrook, des Thibault ou des Forsythe.

C'est pourtant bien d'histoire qu'il s'agit, appuyée sur des sources d'autant plus diverses qu'il a fallu pallier l'absence de fonds familiaux complets en mobilisant les ressources d'une étourdissante érudition. L'ouvrage traite avec la même aisance de l'équilibre des pouvoirs dans les grandes affaires bancaires et industrielles belges des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles et du fonctionnement du marché de l'art avant 1914, de l'exploitation des richesses coloniales de Java et de Sumatra durant l'entre-deux-guerres et du poids de la crise

des années 1930 qui amoindrit sérieusement les ressources des Stoclet. Au passage, il confirme et illustre de manière frappante certains faits. Par exemple la rapidité des ascensions sociales en Belgique au temps de la première industrialisation : le fondateur de la dynastie, Adolphe, devenu avocat, puis agent de brevets et entre autres grâce à un « beau mariage », dans l'orbite de la Société générale de Belgique, est le fils d'un coutelier des environs de Namur. Ou bien encore le cosmopolitisme des élites européennes avant la Première Guerre mondiale : le constructeur du « palais Stoclet », qui porte le même prénom que son grand-père, épouse la fille du peintre Arthur Stevens, ce qui l'apparente à l'architecte Mallet Stevens. Il partage son temps entre Bruxelles, Paris, Milan, Vienne. Ou enfin l'importance des profits générés par les affaires ferroviaires : l'essentiel de sa fortune, tout entière consacrée à l'édification de sa demeure et à l'accumulation de ses collections, provient des dividendes procurés par ses sièges d'administrateur dans deux compagnies : la Wiener-Aspang, qui gère un réseau de cent soixante-dix kilomètres, et la Compagnie auxiliaire internationale de chemins de fer (CAIB), qui loue du matériel roulant pour les lignes d'Europe centrale et orientale. On se perd volontiers dans les méandres d'arbres généalogiques compliqués et dans l'entrelacs d'inexpiables haines familiales, tout en ne boudant pas son plaisir et en retirant grand profit à la lecture de cette imposante biographie familiale qui est en même temps un magnifique exemple d'histoire totale.

*Jean-François Eck*

KERSHAW IAN, *La Fin : Allemagne 1944-1945*, Paris, Éd. du Seuil, 2012, 665 p., 26 €.

Le Britannique Ian Kershaw, que sa monumentale biographie de Hitler a rendu mondialement célèbre, livre ici un ouvrage destiné à faire date, le plus complet à ce jour sur les derniers mois du Troisième Reich, de l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944 à la capitulation de l'Allemagne

le 8 mai 1945. Le travail de Kershaw est nourri par une documentation bibliographique et archivistique aussi exhaustive qu'irréprochable. L'accessibilité et la clarté de la réflexion n'en pâtissent pas pour autant, l'auteur ayant su composer à partir de ces sources multiples un récit chronologique mené avec un incontestable talent de narrateur, qui alterne avec fluidité l'analyse des décisions stratégiques prises dans les hautes sphères et l'évocation des destins individuels, la dissection de l'évolution interne du régime et la description minutieuse du sort des populations civiles. Une question, aussi apparemment simple qu'elle est en vérité complexe et mystérieuse, constitue le fil conducteur : pourquoi, alors même que l'issue de la guerre ne faisait plus guère de doute et que celle-ci avait un coût humain plus élevé que jamais, l'Allemagne nazie a-t-elle combattu jusqu'à l'anéantissement final ?

Pour y répondre, Ian Kershaw s'attache avant tout à comprendre l'attitude de la grande masse de la population allemande vis-à-vis du régime, question qu'il connaît bien pour avoir débuté sa carrière par une étude de l'opinion publique en Bavière, centrée sur l'avant-guerre, qui avait pour maître mot l'« indifférence » de la plupart des Allemands ordinaires. Ses conclusions pour la période des derniers mois de la guerre sont sensiblement différentes. Seule la peur des exactions de l'Armée rouge motivait encore un grand nombre d'Allemands à poursuivre le combat, à l'Est seulement. Le rejet du régime et du parti nazi était désormais absolument majoritaire, et seule la terreur, qui s'étendait de façon toujours plus décentralisée et arbitraire à tout individu suspecté de défaitisme, permettait à celui-ci de maintenir son emprise. Dès lors, la majorité des Allemands, civils ou soldats, n'eut d'autre choix que d'« attendre la fin » avec résignation.

C'est vers les élites et la structure même du régime que Ian Kershaw se tourne alors pour comprendre pourquoi la fin tarda tant à venir. Mus par leur nationalisme et leur sens du devoir, militaires et bureaucrates demeurèrent incapables de se désolidariser du pouvoir. Surtout,

la personnalisation extrême du système rendit impossible l'existence d'une instance qui eut pu s'affranchir de l'inflexible volonté jusqu'au-boutiste et autodestructrice du Führer. En dessous du dictateur, le pouvoir était fragmenté au sein d'un groupe relativement restreint de fidèles (le *quadrumvirat* Martin Bormann, Joseph Goebbels, Heinrich Himmler, Albert Speer au sommet ; les *Gauleiter* à l'échelon régional), incapables de rompre le lien personnel qui les unissait à lui, d'autant qu'ils savaient que la fin du régime signifierait la leur. Selon Ian Kershaw, ce « pouvoir charismatique » fut décisif et explique pourquoi le Reich tint jusqu'au bout, ce qui constitue à ses yeux la confirmation de la pertinence du modèle d'analyse du système hitlérien qu'il a développé au cours de plus de trente ans de recherche et de questionnement, confirmation ultime, puisque *La Fin* est la dernière étude que son auteur entend consacrer à l'Allemagne nazie.

David Gallo

---

METZGER CHANTAL, *La République démocratique allemande : histoire d'un État rayé de la carte du monde*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, 385 p., 42 €.

Chantal Metzger, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Nancy, comble une lacune dans le paysage éditorial français en proposant une synthèse de l'histoire de la République démocratique allemande qui complète l'histoire sociale publiée par Sandrine Kott (*Histoire de la société allemande au XX<sup>e</sup> siècle : la RDA*, Paris, La Découverte, 2011). Prenant en compte de récentes recherches en France et en Allemagne, l'auteur retrace chronologiquement l'évolution de la RDA en six parties. La première revient sur la phase d'occupation soviétique, essentielle à la compréhension de la création du deuxième État allemand dans le contexte international. La deuxième, consacrée à la période de 1949 à 1961, explique les spécificités constitutionnelles, le système institutionnel et le fonctionnement du parti unique. La troisième porte sur la décennie de relative prospérité entre la construction du Mur

et l'arrivée d'Erich Honecker au pouvoir en 1971, et la quatrième traite des conséquences intérieures et extérieures de la reconnaissance de la RDA sur la scène internationale à partir de 1972. Enfin, les deux dernières parties retracent l'effondrement de la RDA au cours des années 1980, la révolution pacifique de 1989 et le processus de réunification en 1990.

L'ouvrage fournit un aperçu complet de quarante ans d'histoire en rendant compte des aspects politiques, économiques, sociaux, culturels et artistiques. Il se distingue par le traitement particulièrement réussi de trois thèmes : les enjeux internationaux (l'auteur est spécialiste des relations internationales), l'économie et les relations de l'État avec les Églises protestantes. L'exercice de la synthèse oblige cependant l'auteur à passer rapidement sur certains sujets (notamment sur le mouvement réformiste de 1956 et sur les répercussions du printemps de Prague) et on pourra regretter le traitement moins approfondi des années 1950, souvent délaissées par la recherche sur la RDA. Tout en rendant compte des tentatives des milieux artistiques et culturels pour faire entendre des voix dissidentes, l'auteur privilégie la perspective du pouvoir politique à celle des mouvements d'opposition. Elle brosse néanmoins un tableau précis de la montée de la contestation au cours des années 1980, notamment des mouvements pour la paix. L'auteur mentionne certains débats historiographiques, par exemple la question de savoir si la RDA était une « dictature paternaliste » comme le pense Konrad Jarausch, mais l'ouvrage n'a pas pour vocation première d'y répondre.

Cette synthèse, dotée d'une chronologie détaillée, de notices biographiques et d'une solide bibliographie, est agrémentée de documents iconographiques et de cartes. Elle propose également de nombreux titres et sous-titres qui permettent au lecteur de s'orienter facilement. Elle devrait devenir un outil prisé des étudiants et des lecteurs cherchant à obtenir de premiers repères sur l'histoire de la RDA.

*Hélène Camarade*

## Europe centrale et orientale

DOUGLAS RAY M., *Les Expulsés*, Paris, Flammarion, « Au fil de l'histoire », 2012, 510 p., 26 €.

En treize chapitres, Ray M. Douglas, professeur associé à l'Université de Colgate (New York), présente une vue globale de l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale entre 1945 et 1949. Sont abordés les cas polonais, tchécoslovaque, hongrois, roumain et yougoslave en s'appuyant sur l'historiographie récente et sur des sources de première main, en plusieurs langues. Élégamment traduit en français, ayant le sens du suspense et de la formule, l'ouvrage réussit son difficile pari comparatif, le point de vue des expulsés étant le dénominateur commun qui anime l'ensemble. Leurs témoignages, parfois cocasses, souvent poignants, restituent aux transferts forcés une dimension humaine qui sert l'objectif principal du livre, éveiller l'empathie des lecteurs pour les nombreuses victimes d'un processus collectif qui a donné lieu à de graves violations des droits de l'Homme. Bienvenus sont les recherches inédites de l'auteur dans les fonds de la Croix-Rouge (et la carte des principaux camps d'internement des Allemands) et dans les archives de langue anglaise, ainsi que le huitième chapitre sur les enfants. Des défauts mineurs (absence d'une liste des abréviations, non-mention de l'origine des photographies du cahier central) n'entravent pas la lecture, à la différence de l'usage non justifié, mais constant, de mots allemands pour lesquels il existe un terme français (ainsi de *Sudetendeutsche* pour Allemands des Sudètes).

Les chapitres périphériques à l'expulsion elle-même inspirent des réserves plus ou moins grandes ; ainsi de la méconnaissance de la fuite des Allemands devant l'Armée rouge (p. 78-79) ou celle des réalités de la zone allemande d'occupation soviétique, ou encore l'attribution du fin mot des débats historiographiques centre-européens aux historiens qui les ont résumés en langue anglaise (par exemple, p. 23). L'usage des termes allemands est parfois flou, voire inexact (par exemple p. 331, le mot de « réfugiés » aurait été

adopté par les nouveaux venus plutôt que celui d'« expulsés », alors que c'est l'inverse, et qu'en outre, les deux termes correspondent à des statuts administratifs distincts en République fédérale allemande). Particulièrement gênante est l'assimilation tacite des termes d'expulsion de masse et d'épuration ethnique (entre autres, p. 378-379). Le douzième chapitre sur l'interdiction juridique de l'expulsion l'envisage uniquement du point de vue du droit des minorités et néglige les garanties apportées à tout citoyen d'un pays, ce qui ne restitue pas la richesse du débat sur les événements de 1945 à 1949, leur validité juridique aujourd'hui et les conséquences qui ont été tirées des atrocités de l'après-guerre. Quant au premier chapitre, par ailleurs entaché de plusieurs erreurs factuelles, il est carrément lacunaire : ainsi la principale responsabilité de l'expulsion est-elle attribuée à Edvard Beneš, omettant de manière presque caricaturale les historiographies récentes tchèque et allemande. Conçue pour lutter contre la résurgence de projets d'expulsion parfois considérés comme la panacée des pays multi-ethniques en conflit (Darfour, Irak, p. 84), cette étude veut attirer l'attention sur le cas de la Tchécoslovaquie, pays démocratique, occidentalisé et néanmoins expulseur, au point de forcer l'histoire.

Ce livre reste néanmoins indispensable pour l'aperçu fouillé, très novateur en français, qu'il donne d'un processus qui a réduit les êtres humains à « des représentants abstraits des collectivités auxquelles ils étaient censés appartenir », alors qu'il s'agissait dans l'ensemble « d'individus très vulnérables » (p. 397).

*Ségolène Plyer*

---

MAYER FRANÇOISE et ONDŘEJ MATĚJKA (dir.), *Individus sous contrôle*, Prague, CEFRES, « Cahiers du CEFRES, 32 », 2012, 304 p.

Ce recueil de contributions, publié par le Centre français de recherche en sciences sociales de Prague (CEFRES), offre une série d'éclairages nouveaux sur l'histoire tchèque du communisme. Dans son introduction, Françoise Mayer, directrice du

CEFRES invite à abandonner la dichotomie traditionnelle qui oppose « pouvoir » et « société », afin de privilégier l'étude des acteurs individuels qu'elle désigne comme « sous contrôle ». C'est cette approche, celle d'une histoire sociale du pouvoir, qui est mise en œuvre dans la plupart des contributions de ce recueil dont les auteurs sont tous ou presque de jeunes historiens et historien-nes tchèques ayant étudié après 1989.

Cette nouvelle génération participe au renouvellement de l'historiographie tchèque du communisme entamé depuis quelques années : en abandonnant le cadre interprétatif totalitariste, qui domine encore aujourd'hui le monde scientifique et le monde politique tchèques, ces chercheurs et chercheuses s'autorisent à observer par le bas les processus sociaux à une échelle fine. Le premier des grands procès, dit « Horaková et cie », en 1950, est ainsi traité du point de vue non de son exécution mais de sa réception différenciée par la population, en mettant l'accent sur la capacité du régime à obtenir ou à fabriquer une opinion publique favorable (Pavĺína Kourová et Petr Koura). L'installation des Tchèques et des Slovaques de l'étranger dans les zones frontalières des Sudètes permet d'observer non seulement la mise en œuvre d'un projet national de repeuplement, mais aussi les tensions inattendues qui l'accompagnent et auxquelles le régime et ses représentants locaux doivent faire face (Matěj Spurný). Cette approche par les acteurs peut aussi conduire à une histoire du régime de l'intérieur, sur le mode de la biographie collective : en suivant la trajectoire d'un groupe de jeunes gens adolescents sous l'occupation allemande, communistes enthousiastes dans les années 1940 et 1950, puis critiques et réformateurs dans les années 1960, et finalement dissidents dans les années 1970, on peut reconstituer le processus par lequel ce groupe d'acteurs, sur la base de conditions de socialisation communes, se construisent eux-mêmes en tant que génération (Ondřej Matějka).

L'attention portée aux processus sociaux fins permet ainsi de comprendre les raisons de la mise en place du régime et de sa capacité à durer. Ainsi, les purges nombreuses qui ont accompagné

l'histoire de la Tchécoslovaquie en 1948, 1950 et surtout 1970 ont été non seulement des opérations d'exclusion, mais également des moments de redéfinition d'un consensus minimal minutieusement obtenu au terme de millions d'entretiens individuels, puis généralisé par le biais de discours officiels (Marie Černá). De même, le Parti communiste, avec son réseau d'organisations locales, n'était pas un organe extérieur à la société, mais participait intimement à ses fonctionnements, comme l'illustre le cas de l'Université Charles, étudié sur la base d'archives actuellement dépouillées par ses propres étudiants (Katka Volná).

Les pratiques répressives apparaissent, elles aussi, sous un jour nouveau : au-delà des méthodes de la Sûreté de l'État tchécoslovaque déjà bien connues (filatures, provocations, corruption, etc.) (Petr Blažek), on constate des formes d'accommodement relatif dont témoigne le milieu *underground* tchèque qui passe d'une opposition ouverte au régime, entraînant une répression politique dans les années 1970, à une forme de coexistence de mauvais gré où ce milieu, moins politisé, subit une pression avant tout administrative (Anne-Claire Veluire).

On peut parfois regretter une démarche sociologique inaboutie : on aimerait par exemple mieux savoir par quelles déterminations liées à la classe sociale les individus ont pu se reconnaître dans la propagande contre Horaková, ou encore comprendre la structure de champ que constitue la « communauté » *underground* des années 1970 et 1980. Toutefois, ces travaux constituent dans leur ensemble une remarquable contribution pour un public francophone intéressé par l'actuel renouvellement tchèque de l'histoire du communisme.

Michel Christian

## Europe méridionale

SAINT VICTOR JACQUES DE, *Un pouvoir invisible : les mafias et la société démocratique, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2012, 424 p., 23,50 €.

Considérant avec raison qu'en matière d'organisation criminelle l'historien ne doit pas s'arrêter

devant la nature parfois fragmentaire des sources, l'auteur se livre ici à une passionnante histoire politique du phénomène mafieux en Europe, cantonnée aux seules organisations italiennes : la Cosa Nostra sicilienne, la Camorra napolitaine et la N'drangheta calabraise. Quelques digressions importantes sur les cartels colombiens et les mafias russes, nuisent un peu à l'unité de l'ensemble, même si l'auteur prend soin de pointer des similitudes avec les pratiques italiennes. L'ouvrage se veut être une synthèse des connaissances établies sur le sujet : s'il laisse en suspens des questions sur lesquelles butte encore la recherche (tel le mystère des origines des modèles criminels des organisations napolitaines ou calabraises), l'auteur compile avec une grande érudition de très nombreuses données extraites de sources imprimées de l'enquête fondatrice de Léopoldo Franchetti en 1877 aux rapports parlementaires les plus récents ; ou de la bibliographie disponible (Francesco Barbagallo, Salvatore Lupo, etc.).

Les mafias naissent dans le contexte politique bouleversé de l'Italie du Risorgimento et des transformations du régime foncier, et non d'une faiblesse de l'autorité publique ou de la survivance d'un cadre féodal au Sud comme on a longtemps pu le penser. Elles s'inscrivent au cœur même de la modernité libérale et capitaliste, nées de la rencontre contractualisée entre des sectes criminelles d'Ancien Régime et des notables soucieux de protéger leurs propriétés et d'accroître leur fortune dans un cadre nouveau de compétition. Cette « entreprise » de la violence a ensuite prospéré jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, faisant pénétrer son système clientéliste dans les rouages de l'État parlementaire et de l'administration, lorsque la vie politique italienne s'est démocratisée, des réformes des années 1880 à celles des ministères de Giovanni Giolitti. Cet enracinement profond a rendu caduque la volonté mussolinienne de la combattre tandis que, farouchement anticommuniste, elle a profité du soutien discret de la CIA au début de la guerre froide. Très rares furent les épisodes de guerre ouverte contre l'État comme à l'époque des attentats et assassinats commandités par le Sicilien Toto Riina entre 1982 et 1993 :

les clientèles électorales servirent au contraire à maintes reprises aux partis au pouvoir, de Démocratie chrétienne à Forza Italia. Prenant appui sur la diaspora italienne aux États-Unis, elle s'est investie avec succès dans le trafic d'héroïne ou de cocaïne, s'unissant aussi bien avec le milieu corse de Marseille dans les années 1960, qu'avec les cartels colombiens plus tard. Un temps inquiétée par l'État providence dont la protection était susceptible d'empiéter sur son contrôle social dans le Mezzogiorno, elle trouva récemment dans la mondialisation un cadre idéal à son extension mondiale par les nouvelles technologies, perfectionnant ses techniques de blanchiment d'argent. À cet égard, la généralisation d'un cadre juridique anglo-américain favorise, ou a favorisé, les institutions financières non transparentes ou les transactions troubles.

On regrettera peut-être dans cet ouvrage l'absence d'annexes statistiques ou illustratives (chiffres, schémas de réseaux), mais on apprécia certainement la forme d'un récit enlevé, clair et rigoureux et surtout d'une fascinante réflexion sur deux points importants : les « zones grises » du pouvoir dans lesquelles mondes mafieux et politiques peuvent se rencontrer et convenir d'échanges de services ou de protection (comités d'affaires, services d'ordre, loges maçonniques, etc.) sans tomber dans la caricature des théories conspirationnistes ; et la nature prédatrice du système capitaliste qui voit d'ailleurs aujourd'hui s'étendre les pratiques mafieuses au-delà du seul cercle du crime organisé.

Alexandre Marchant

---

VORMS CHARLOTTE, *Bâtisseurs de banlieue. Madrid : le quartier de La Prosperidad (1860-1936)*, Paris, Créaphis, 2012, 368 p., 25 €.

Les historiens de la ville contemporaine privilégient les grandes opérations d'aménagement urbain et de promotion immobilière : l'abondance et l'accessibilité des sources les y poussent, tout comme une demande sociale et éditoriale qui préfère le spectaculaire au banal, les grands gestes publics à l'accumulation des initiatives anonymes

et sans prétention. Si la plupart des spécialistes de la ville sont conscients des biais analytiques et des déformations historiques qu'implique ce choix, rares sont ceux qui, comme Charlotte Vorms, se sont donnés, au prix de dépouillements acharnés, les moyens de comprendre la production de la ville ordinaire.

*Bâtisseurs de banlieue* est l'étude monographique d'un quartier qui naît, s'urbanise et acquiert une personnalité en marge du vaste plan d'extension (*ensanche*) de Madrid, adopté en 1860. Alors que l'attention s'est focalisée sur la lente urbanisation de ces quartiers planifiés et, à un degré moindre, sur les rares interventions menées dans la ville ancienne, le mérite de cet ouvrage est de souligner que, au-delà des quartiers bourgeois, dans l'*extrarradio* madrilène, une sorte de frontière urbaine (au sens états-unien du terme) est immédiatement et spontanément apparue du fait de la demande sociale de logements bon marché que, justement, les espaces réglementés ne pouvaient satisfaire. Dans ce faubourg, tout d'abord autoconstruit, la croissance, pour être spontanée, n'est pas pour autant désordonnée. À travers les parcours individuels de certains d'entre eux, l'auteur montre que les premiers investisseurs, parfois très modestes, élaborent des stratégies originales pour valoriser leurs biens, pour s'adapter aux faibles capacités financières des premiers habitants, migrants ruraux arrivés de fraîche date dans la capitale et pour façonner des fragments urbains hétéroclites qui donnent peu à peu sa physionomie au faubourg.

Dans un second temps, la frontière se ferme et la périphérie est graduellement intégrée à l'agglomération, même si la municipalité peine à inventer des outils juridiques pour réguler les banlieues de l'*extrarradio* autrement que par l'aménagement tacite de la norme et par le clientélisme. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, plus nettement à partir du début des années 1920, la promotion immobilière change d'échelle pour satisfaire une demande qui, dans le contexte d'une forte croissance démographique, n'est plus exclusivement populaire. Dans cette phase de normalisation, la cohésion du temps des pionniers s'effrite, même si le quartier conserve, et ce jusqu'à aujourd'hui, une forte identité.

L'originalité de l'ouvrage réside justement dans la capacité de son auteur à écrire, à parts égales, l'histoire des formes urbaines, celle de la sociogénèse de La Prosperidad et celle de l'appropriation d'un territoire par ses habitants. Ces trois dimensions ne sont pas juxtaposées, mais habilement entrecroisées grâce à une minutieuse micro-histoire sociale des individus et des familles qui, logiquement, privilégie les « bâtisseurs », et grâce à l'analyse des luttes collectives menées pour obtenir d'une municipalité (singulièrement absente) qu'elle équipe décentement le quartier. Ces jeux d'échelles sont moins présents dans la dernière partie (du début des années 1920 à 1936), mais l'auteur souligne que la forte et durable coloration socialiste qu'acquiert alors le quartier est la résultante des solidarités des premiers temps et des tensions qu'engendre la rapide transformation sociale.

Cette monographie d'un faubourg d'une ville certes capitale mais périphérique de l'Europe urbaine est tout sauf marginale : par les méthodes et les problèmes qu'elle soulève, elle ouvre la voie à une histoire urbaine plus attentive à la capacité d'action autonome des habitants, à l'*agency* diraient les spécialistes d'histoire coloniale. On se prend même à rêver que des chercheurs de toutes disciplines prolongent l'enquête jusqu'à nos jours. Enfin, le prix de ce bel ouvrage, abondamment illustré, impeccablement édité, est plus que raisonnable.

Xavier Huetz de Lemp

## Afrique du Nord et Moyen-Orient

KIENLE EBERHARD (dir.), *Les Sciences sociales en voyage : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, Aix-en-Provence/Paris, Iremam/Karthala, 2010, 336 p., 28 €.

Ce recueil offre un tour d'horizon aussi vaste et contrasté que possible des productions en sciences sociales sur le monde arabe, en croisant les perspectives développées par chaque pôle scientifique, l'Europe, les États-Unis et le monde arabe. Les auteurs invitent à comprendre com-

ment les savoirs circulent, dialoguent, se répondent ou s'ignorent, au cours d'un voyage à travers l'histoire, la sociologie, les sciences politiques et l'économie. Certes, chaque discipline en particulier peut prendre intérêt aux chapitres spécifiques qui lui sont consacrées. Tous gagnent à interroger le regard des sciences sociales globalement, car de réels parallèles, et parfois des paradoxes, se dessinent dans la pratique scientifique.

La discipline historique fait l'objet de quatre contributions nettement distinctes, tant du point de vue chronologique que disciplinaire. Ainsi Ghislaine Guillaume montre comment les mutations de la recherche universitaire française ont pu contribuer à la saisie de nouveaux objets de recherche, comme les dynamiques propres à l'Empire ottoman. Hamit Bozarslan propose autant un regard sur l'histoire intellectuelle de la Turquie contemporaine que sur la position de cette matière, sa genèse et son succès à la fin de l'Empire ottoman. Au contraire, Ali el Saleh réfléchit aux relations complexes entretenues entre, d'une part, la construction de l'histoire comme discipline normée par l'État, et la genèse d'un discours identitaire. Il rétablit aussi l'importance souvent oubliée de l'école historique syrienne. Karima Dirèche présente la manière dont l'histoire est surinvestie par le jeune État algérien indépendant qui fige très rapidement une narration historique héroïque dont la recherche ne peut se départir. Plus qu'à tout autre moment, il faut lire ici le dialogue des disciplines entre la sociologie libre et valorisée et l'histoire mise en avant mais totalement contrôlée.

Le second intérêt réside dans le dialogue entre histoire, sciences politiques, sociologie et économie. Eberhard Kienle propose un vaste panorama qui explique la marginalisation de certains savoirs et l'incidence des *area studies* sur les travaux scientifiques, la manière dont le Moyen-Orient a pu être figé par l'essentialisme. Lisa Weeden, qui lui répond, se détache d'une lecture simple de l'orientalisme pour reconstituer en détail les mécanismes par lequel méthodologie, objet de recherche et approche régionale se complètent en vue de soutenir un projet libéral, lui-même source de l'impérialisme. Ces deux

chapitres ne peuvent que stimuler l'historien et lui faire saisir les mécanismes à l'œuvre dans la constitution de ses propres objets de recherche. Sociologie et économie attestent de développements fortement contrastés selon les aires de savoir, avec globalement une marginalisation renforcée ces dernières années. Dans le cas de l'économie, les études moyen-orientales sont toujours rejetées au nom de l'universalisme des théories qu'est supposée produire la discipline. Décloisonnant les productions sur le Moyen-Orient, cet ouvrage invite à faire dialoguer les disciplines.

Comme tout recueil, certaines contributions présentent quelques redondances, certains objets concentrent plus d'attentions. Parfois, entre deux chapitres, des contradictions apparaissent. Cependant, le lecteur ne peut qu'être emporté dans un voyage stimulant au sein des disciplines et des approches disciplinaires sur le Moyen-Orient.

Matthieu Rey

---

MALSAGNE STÉPHANE, *Fouad Chehab : 1902-1973. Une figure oubliée de l'histoire libanaise*, Paris, Karthala/IFPO, « Hommes et Sociétés », 2011, 688 p., 42 €.

Les recherches biographiques sur les principales figures du Moyen-Orient contemporain restent encore très marginales. À ce titre, le vaste travail de Stéphane Malsagne éclaire les vertus d'une telle approche de l'histoire arabe. Elle permet de saisir les dynamiques contradictoires à l'œuvre au cours d'une période donnée. À travers l'étude du personnage de Fouad Chehab, l'auteur analyse tant le parcours extrêmement riche de celui qui est tour à tour père de l'armée libanaise et président de la République, que le Liban qu'il contribue à façonner et à réformer ; il ne manque pas de préciser et de clarifier de nombreux débats historiographiques en cours. Ce travail s'appuie sur les documents nouvellement déclassifiés, que ce soit ceux de la présidence Johnston ou les papiers diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, ainsi que sur des collections privées comme les fonds Fouad Chehab conservés par la famille et les archives de la mission de l'Irfed.

L'auteur distingue, au sein des neuf chapitres, trois périodes d'étude. Tout d'abord, il restitue la formation et l'ascension de Fouad Chehab au sein de l'armée libanaise, sans oublier de questionner sa relation à son ascendance prestigieuse. L'intérêt tient à une meilleure compréhension de la construction de l'armée libanaise. Ainsi, un suivi en détail des orientations d'armement, d'effectifs, des jeux de pouvoirs entre les acteurs locaux et internationaux est rendu possible. L'auteur démontre clairement comment le général Chehab entame sa carrière politique dès 1952, lorsqu'il conduit la transition entre les présidents Khoury et Chamoun, tout en affirmant la neutralité de l'armée. Prend forme une certaine pratique politique. Au nom de l'armée libanaise, son chef doit demeurer neutre en matière politique, c'est-à-dire être indifférent aux clans en présence, mais, au nom de l'intérêt national, il peut être amené à prendre la direction temporaire du pays. Selon la même dynamique, il accède au pouvoir en 1958 et ouvre de vastes chantiers pour modifier le visage économique et social du pays. L'auteur insiste sur la manière dont cette politique s'inscrit dans un agenda anticommuniste, et dont elle fait l'objet de vives critiques et rencontre de nombreux obstacles pour être appliquée. Un paradoxe s'établit ainsi : pour renforcer la cohésion nationale et le système politique libanais, qui est fondé sur un parlementarisme libéral, des mesures doivent être imposées par des décrets lois ; pour renforcer l'État, le recours aux activités du deuxième bureau (l'agence des renseignements intérieurs) favorise le développement de pratiques extralégales. Enfin, l'auteur discute longuement l'héritage mémoriel tant du personnage que de sa pratique politique, de la fin de son mandat jusqu'au retrait des forces syriennes, pour saisir la manière dont la figure de Fouad Chehab a été intégrée dans le discours politique.

Cette étude répond sans nul doute à de nombreuses questions en suspens de l'histoire libanaise et mérite une lecture attentive, que ce soit autour des crises de 1952 (le changement de président), de 1958 dont l'auteur offre une des premières narrations en langue française, ou de 1961 (le coup d'État manqué). Il est dès lors regrettable que le plan adopté amène l'auteur à revenir

de manière répétitive sur certains moments. De même, l'opposition entre l'analyse de l'événement et de sa mémoire aboutit à quelques redondances. En outre, la recherche se base principalement sur des sources non arabes. Hormis ces quelques réserves, il faut reconnaître dans ce travail une excellente étude qui permet de répondre à de nombreuses interrogations sur le Liban et l'Orient arabe contemporain.

Matthieu Rey

FILIU JEAN-PIERRE, *La Révolution arabe : dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Paris, Fayard, 2011, 251 p., 18,30 €.

Ce petit précis d'histoire immédiate souffre d'être l'objet d'un compte rendu à retardement dont je ne suis pas responsable. Les esprits chagrins ne manqueront pas de gloser sur l'inactualité de nombre de considérations ou pronostics établis à chaud par l'auteur. Il est de bon ton de parler aujourd'hui, après le résultat des élections aux assemblées constituantes en Tunisie et en Égypte, de « révolution conservatrice » faisant correspondre le pays légal, enfin sans bâillon, et la société réelle, accrochée à l'observance d'un islam littéraliste et à la consolidation d'un « néopatriarcat » produit par une modernité « distordue ». Il faut lire cet ouvrage à la lumière de ce qu'on savait alors sur le « printemps arabe » pour mesurer qu'il s'agit là de sa première interprétation, qui le soustrait aux commodités du comparatisme : 1848 et le printemps des peuples ou bien 1989 et la sortie des dictatures en Europe orientale.

Jean-Pierre Filiu traite de cette secousse sismique ébranlant le monde arabe en dix entrées ou leçons. On condensera le diagnostic auquel il parvient par consultation des sites sur Internet, lecture de la presse et accès à la réflexion de *think tank* anglo-saxons. C'est une révolution pacifique (dépourvue en particulier d'accents anti-impérialistes et anti-sionistes), où l'endogène reprend le dessus sur la géopolitique (du moins jusqu'à l'intervention de l'OTAN en Libye). Son moteur explosif, c'est le rejet de la *hogra* : l'humiliation générée par le chômage, le clientélisme et la corruption. Sa

visée primordiale, c'est la reconquête d'une dignité (*karama*) et d'une liberté (*huriya*) bafouées par les dictatures ambiantes. L'aspiration à la démocratie représentative, fondée sur une constitution et des élections libres, reste le fait d'une minorité agissante. Le gros de ses troupes, ce sont les *chebabs* qui paient un très lourd tribut humain du fait de l'ampleur de la répression. Ils sont au nombre de cent millions, homogénéisés par l'usage de l'arabe moderne standard et l'accès aux télévisions satellitaires et réseaux sociaux (un Tunisien sur six a accès à Facebook). Sa tête pensante, ce sont les cyber dissidents rompus, surtout en Égypte, à la guerre sur la toile avec le régime depuis 2005. Mais aussi les militants des droits de l'Homme en liaison avec l'Occident. L'imagination est du côté de ces protestataires, qui retournent contre les dictatures leurs mots d'ordre sacrificiel et contre les islamistes leurs slogans simplificateurs.

Tout cela n'est pas si neuf, me direz-vous. Mais la force de ce petit livre incisif est de remonter loin en arrière et de mettre en perspective historique ce soulèvement démocratique. De le rattacher aux expériences de modernisation entreprises au temps des souverains égyptiens et des beys tunisiens au 19<sup>e</sup> siècle, si bien que Jean-Pierre Filiu lance l'hypothèse d'une seconde Renaissance du monde arabe après la Nahda ou âge libéral du monde islamo-méditerranéen : une révolution démocratique sans leader (*za'im* ou *qa'id*), ni arabisme unitaire, si bien que le « printemps arabe » paraît consacrer les frontières coloniales entérinées par la Société des nations et redonner de la fraîcheur à chaque roman national. Plus près de nous, Jean-Pierre Filiu opère un rapprochement avec les révolutions, qui se succèdent de 1906 en Perse à 1919 en Égypte, et les poussées de démocratisation, qui s'opèrent dans les années 1980 : le « printemps de Khartoum » entre 1985 et 1988, la « révolution du jasmin » en Tunisie en 1987 ou bien l'Algérie sous gouvernance réformiste entre 1988 et 1991. Et puis, il y a le mouvement social qui, en 2008, gronde dans l'industrie textile plantée dans le delta nilotique et minière ancrée à Gafsa. Ajoutons qu'une série de flashes rétrospectifs introduisent au moment

voulu la Palestine, cet autoroute pour accéder au cœur des foules arabes, et les islamistes de tout poil (frères musulmans et salafistes proches et rivaux, al-Qaïda qui s'en sépare sur le mode du schisme) et on comprendra que le récit de ce soulèvement démocratique est enchâssé dans son contexte historique avec un sens du raccourci et une efficacité narrative exemplaires.

Si bien que l'ouvrage fourmille de prises de vue inédites. Par exemple, la comparaison entre Bou Azizi, le héros martyr de la *thawra* en Tunisie, et le tchèque Jan Palach, ou bien la mise en exergue de la différence nullement accidentelle entre la révolution qui, en Égypte, se propage du Caire (place Tahrir) au delta et à la haute Égypte et, en Tunisie, prend dans l'intérieur déshérité pour gagner *in fine* le littoral privilégié. C'est aussi la prise de distance avec l'idée reçue d'une « révolution 2.0 ». De fait, le bouillonnement de la rue fut bien plus télévisé (par Al-Jazira entre autres) que téléchargé.

J'émettrai une réserve sur ce livre limpide : l'analyse consacrée aux jeunes. La génération contemporaine de la guerre du Golfe déjà était née après la décolonisation et n'avait connu de régime que celui de la pérarchie, sinon encore de la *jumlaka* (répumontarchie) lorsque les fils succèdent ou se préparent à succéder aux pères au tournant du siècle. S'exerce ici une distance, peut-être une fêlure intergénérationnelle qui a dû exercer un effet sur cette intifada démocratique dont l'auteur analyse par ailleurs si bien les ressorts et la dynamique.

Daniel Rivet

## Culture et religion en Asie

FAUCONNET-BUZELIN FRANÇOISE, *Les Martyrs oubliés du Tibet : chronique d'une rencontre manquée*, Paris, Éd. du Cerf, 2012, 652 p., 47 €.

L'ouvrage volumineux de Françoise Fauconnet-Buzelin dresse la chronique de l'infructueuse Mission du Tibet, au travers du portrait de huit prêtres des Missions étrangères de Paris, assassinés

entre 1865 et 1940. L'auteur, historienne aux Missions étrangères, indique dans sa préface qu'elle a souhaité présenter un travail tant historique que missiologique. Or, la dimension missiologique l'emporte de loin : chaque chapitre est principalement consacré à l'itinéraire et la carrière de chacun des huit missionnaires, ainsi qu'à leur vie quotidienne sur place. Aucun de ces « martyrs » ne brillent par son charisme ou son esprit, à l'exception peut-être du dernier (Victor Nussbaum), l'intérêt du lecteur s'émousse assez rapidement à la lecture de ces biographies successives. En outre, il est parfois difficile de suivre leurs multiples affectations et leurs fréquents déplacements. Il aurait peut-être été plus pertinent de dresser l'histoire de chaque mission (Yerkalo, Bathang, Dartsendo, Bonga, Atentsé).

On peut reconnaître à l'auteure le mérite de s'appuyer sur des sources peu, ou pas exploitées par les historiens, notamment la correspondance privée ou professionnelle de ces prêtres. Cependant, leurs lettres souffrent de n'offrir que leur point de vue lacunaire et partial, souvent ignorant, voire méprisant, de leur environnement sociopolitique et culturel, sans voix tibétaine ou chinoise en contrepoint. Dans sa conclusion, très réussie, l'auteur souligne d'ailleurs combien cette ignorance de la part des prêtres fut fatale à leur mission, et insiste sur l'hostilité du clergé tibétain, qu'elle attribue à une intolérance religieuse et à une protection d'intérêts économiques substantiels.

Si l'on s'intéresse aux interactions sino-tibétaines dans l'extrême Sud-Est du Tibet, aux confins du Yunnan et du Sichuan, un territoire morcelé d'un point de vue ethnique et politique, l'ouvrage est décevant. Certes, la période est troublée, la zone complexe, et l'accès aux sources tibétaines de l'époque et du lieu est difficile. Cependant, l'auteur aurait pu puiser à des sources anglophones pour éclairer cette Mission du Tibet sous un jour plus riche<sup>1</sup>.

(1) Douglas A. Wissing, *Pioneer in Tibet : The Life and Perils of Dr. Albert Shelton*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, biographie d'un missionnaire protestant cité dans l'ouvrage ; Eric Teichmann, *Travels of a Consular Officer in Eastern Tibet*, Cambridge, Cambridge University Press, 1922.

En résumé, cet ouvrage intéressera au premier chef un lectorat sensible à la démarche et à la psychologie des prêtres envoyés en mission dans des contrées lointaines, ainsi qu'à l'âpre vie de ces missions catholiques en terre tibétaine ou, plus précisément, aux confins du monde sino-tibétain, les rares convertis étant principalement chinois. En effet, même si on mesure l'importance symbolique que revêt cette mission pour l'Église catholique en France, il faut souligner que, du point de vue tibétain, elle relève de l'épiphénomène marginal à tous points de vue.

Françoise Robin

GOOSSAERT VINCENT et PALMER DAVID A., *The Religious Question in Modern China*, Chicago, Chicago University Press, 2011, 464 p., 40 \$ ; trad. fr., *id.*, *La Question religieuse en Chine*, trad. de l'angl. par Fanny Parent et Eva Salerno, Paris, CNRS éditions, 2012, 500 p., 23,42 €.

Voilà désormais disponible en langue française un gros volume publié en anglais en 2011 par Vincent Goossaert, historien, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE) et directeur adjoint du Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL), et David A. Palmer, anthropologue au département de sociologie de l'Université de Hong Kong. Les deux auteurs ont un projet extrêmement ambitieux, celui de dresser la carte de l'évolution du paysage religieux du monde chinois de la fin du 19<sup>e</sup> siècle au début du 21<sup>e</sup> siècle. Pour ce faire, ils s'appuient sur leurs propres travaux et, bien entendu, sur la littérature académique disponible, l'ouvrage contenant une riche bibliographie de quarante pages. Les faits auxquels ils s'intéressent sont aussi bien les religions importées en Chine que les pratiques religieuses chinoises diffusées hors de Chine. Les populations concernées sont celles sous influence culturelle chinoise, à l'intérieur ou non des frontières de l'actuelle République populaire. L'ouvrage traite donc également de Singapour, de l'Asie du Sud-Est, de Hong Kong et de Taiwan, présenté comme « laboratoire et expor-

tateur du bouddhisme globalisé et de nouveaux mouvements religieux » (p. 11).

Les questions abordées ne sont pas propres au terrain chinois : dans quelle mesure la modernisation économique, sociale, politique s'est-elle accompagnée d'une sécularisation ? Comment ont évolué les catégories de la religion, les formes traditionnelles et les formes nouvelles de religiosité ? Dans quelle mesure enfin la pratique religieuse a-t-elle été compatible au cours du siècle avec la construction de l'État ? La thèse principale soutenue par les auteurs est qu'à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'équilibre de la religion chinoise et avec lui, celui de la société et de l'État chinois dans son ensemble, furent brisés et que, depuis lors, aucun équilibre ni recomposition stable du paysage religieux n'a été trouvé. Selon eux, la question religieuse se pose en Chine de manière spécifique parce que la logique de sécularisation n'a fonctionné que de manière incomplète et a mené à des résultats inattendus ; la diversité des productions religieuses pendant cette période conduit à dresser le tableau d'un « univers religieux décentré, exposant de façon centrifuge dans toutes les directions » (p. 13). Plutôt que de parler de sécularisation, les auteurs préfèrent insister sur les « réinventions, emprunts et "trafic" » (p. 413).

Le volume est divisé en deux parties. La première est plus chronologique. Elle débute par un panorama du paysage religieux et de ses acteurs à la fin de la dynastie des Qing et s'achève par un chapitre qui met en perspective un projet du Parti communiste chinois antérieur à 1978, celui d'une « nouvelle civilisation » au regard des efforts conduits auparavant par d'autres forces politiques, à commencer par les nationalistes. La seconde partie examine la résilience, la résurgence et la reconfiguration de la religion, d'abord aux marges du monde chinois, puis progressivement au centre de la vie culturelle, sociale et politique chinoise. L'intérêt de la perspective historique ici adoptée est de montrer que ce qui est souvent présenté comme un renouveau de la tradition après 1978 est en fait une vague de réinventions et d'innovations développées et adaptées aux contextes modernes dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

---

Étant donné le formidable foisonnement de la vie religieuse chinoise, ce brillant ouvrage de synthèse est appelé à être une référence aussi bien pour les spécialistes de la Chine que pour ceux du fait religieux.

Gilles Guibeux

---

SMITH NORMAN, *Intoxicating Manchuria : Alcohol, Opium, and Culture in China's Northeast*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2012, 298 p., 90 \$.

En délaissant le cadre national pour privilégier celui d'une région, l'auteur suit résolument la tendance de la recherche consacrée à l'opium depuis une quinzaine d'années (voir par exemple les travaux de Joyce Madancy, Qin Heping et Xiao Hongson). Mais l'originalité de Norman Smith est son choix d'une étude parallèle de deux substances addictives. Il faut en effet célébrer ce livre comme le premier ouvrage rédigé dans une langue autre que le chinois et qui accorde à l'alcool toute la place qu'il mérite, même si celui-ci est probablement plus présent en Mandchourie qu'ailleurs (Norman Smith ne passe pas ce point sous silence). Le choix de la Mandchourie est tout aussi pertinent en ce qui concerne l'opium car, si des travaux centrés sur cette province existent, ils tenaient jusqu'alors davantage du réquisitoire antijaponais que d'une étude objective.

Opium et alcool sont certes deux chapitres du roman noir du Mandchoukuo sous tutelle japonaise et Norman Smith montre que ces deux substances ont bien été des piliers de l'ordre colonial. Mais il porte à notre connaissance des éléments nouveaux, comme le soin pris par les autorités de diffuser un discours hostile à l'opium. Celles-ci sont également à créditer de réalisations tangibles, comme un important réseau d'instituts de désintoxication dont on peut discuter l'efficacité et la finalité ultime, mais non l'existence.

Différents aspects de ces deux questions sont traités. Particulièrement intéressant est le retournement dans la perception de l'alcool que Norman Smith enregistre autour de 1930. Avant cette date, il était plutôt considéré comme un

produit moderne et bénéfique pour la santé. Quelques années plus tard, il est devenu un poison, cause de tous les désordres sociaux. Le croisement entre histoire des drogues et étude de genre produit un chapitre notamment réussi, consacré aux hôtesse opérant dans les fumeries. Smith montre les craintes que suscitent ces jeunes femmes dans la presse et les œuvres de fiction. Si elles sont accusées d'inciter les hommes à se droguer et à mener une vie de débauche, il paraît assez clair que la relative liberté et l'indépendance financière que leur assure leur métier sous-tend le jugement négatif porté sur elles.

Son excellente connaissance des romanciers de l'époque du Mandchoukuo permet à Norman Smith d'augmenter sensiblement le corpus des textes littéraires traitant de l'opium dont l'on disposait. Cela nous amène à la principale réserve que suscite ce livre, celle que l'on adresse habituellement aux travaux inscrits aussi délibérément dans la lignée du *linguistic turn*, à savoir de prêter une attention trop exclusive aux représentations en négligeant quelque peu les éléments plus concrets comme la question des prix. Nombre d'analyses reposent essentiellement sur des textes littéraires, la publicité et la presse. Le titre du livre paraissait l'annoncer, sa lecture confirme que son objet premier est plutôt le discours sur les drogues que les drogues elles-mêmes.

Xavier Paulès

---

## États-Unis

PÉRÉON YVES-MARIE, *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Tallandier, « Biographies », 2012, 575 p., 27 €.

Par un effet miroir, la crise économique majeure que nous vivons aujourd'hui conduit à un regain d'intérêt pour les années 1930. Aux États-Unis, plusieurs ouvrages sont venus récemment enrichir une historiographie déjà importante sur cette période. En France, est parue sous la plume d'Yves-Marie Péréon une nouvelle biographie de Franklin D. Roosevelt, après l'étude de référence



biographie des compositeurs, du contexte familial puis politique, de leur sexualité, de leur spiritualité et relie ces éléments épars à leur musique. La deuxième partie est consacrée à l'étude de compositeurs russes, soviétiques et d'Europe de l'Est. Il s'agit là surtout de montrer comment l'artiste arrive à composer sous la pression de l'État totalitaire et comment il parvient à garder une part de spiritualité, et d'humanité en lui. La troisième partie, enfin, traite du cas de compositeurs français et allemands ayant eu volontairement le désir d'approcher le divin dans leur art. À cet égard, on n'apprendra rien de vraiment neuf sur Olivier Messiaen. Plus intéressante est l'exploration du rapport troublé de Francis Poulenc avec la spiritualité, ainsi que l'étude fouillée des œuvres de Karlheinz Stockhausen, dont le mysticisme éclectique oscille entre grandeur et ridicule. L'auteur conclut son ouvrage par l'humanisme fondamental de la musique et sa capacité à montrer le mystère de l'être. La richesse de ce livre est également son principal défaut : le recours permanent à la métaphore pour expliquer la musique. L'écriture sur la musique peut-elle se passer de sociologie et d'une analyse des partitions plus approfondie ?

*Julien Mathieu*

BOUCHARD VINCENT, *Pour un cinéma léger et synchrone ! Invention d'un dispositif à l'Office national du film à Montréal*, préf. de Michel Marie, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2012, 284 p., 24,70 €.

Entre 1956 et 1964, quelques jeunes cinéastes francophones récemment engagés à l'Office national du film (ONF) canadien ont participé à l'avènement d'une nouvelle manière de filmer l'espace social. Résolument contestataires dans le choix de leurs thèmes (de la prise en compte de la geste des oubliés à la transmission des traditions des Canadiens francophones), c'est avant tout l'adéquation entre ces sujets et une manière de filmer bien particulière qui a fait la spécificité de ce mouvement cinématographique. Sortant des studios, Pierre Perrault, Michel Brault et Gilles Groulx, pour ne citer que les plus connus,

ont mis en place des dispositifs visant à se rapprocher de la réalité des communautés qu'ils souhaitaient filmer. Caméra légère et silencieuse portée à l'épaule et son enregistré en parallèle des images, l'objectif du cinéma direct était tout à la fois de capter la parole et de rendre visibles les corps des individus dans leurs activités les plus habituelles. Refusant les équipes trop nombreuses, l'éclairage artificiel, le commentaire omniscient, le scénario préétabli, en somme, « l'esthétique figée des beaux documentaires » (p. 79), ils ont progressivement choisi d'assumer une certaine forme de subjectivité, afin de filmer sur le vif une histoire du quotidien.

Partant d'un travail consciencieux mené au sein des archives de l'ONF, Vincent Bouchard a étudié principalement les huit années qu'a duré l'avènement du cinéma léger et synchrone en suivant trois axes complémentaires. Après avoir rappelé les débuts de l'ONF (1939-1956), il présente les conditions qui ont rendu possible le développement de ce type de production culturelle, en adoptant le point de vue de l'histoire institutionnelle. Par la suite, il adopte une approche relevant de l'histoire de la technique. L'auteur explique que l'avènement d'un nouveau matériel était toujours lié à une pratique de la part des cinéastes de l'ONF. Ces derniers sollicitaient eux-mêmes les professionnels en charge de la conception ou de l'adaptation des caméras, des magnétophones et des microphones afin de pouvoir filmer sans transformer le lieu où ils se rendaient en un plateau de tournage. Le troisième axe de l'ouvrage consiste à dégager un certain nombre de caractéristiques esthétiques relatives au cinéma direct. Le point de vue adopté tout au long de cette partie permet de comprendre que l'esthétique du cinéma direct découle de choix et de progrès d'ordre technique.

Si la démonstration est bien souvent magistrale, il aurait été souhaitable qu'une approche plus critique soit parfois adoptée. L'idée selon laquelle les cinéastes recherchaient à transmettre une vision sincère et honnête du réel mériterait ainsi d'être le résultat d'une démonstration et non de relever du présupposé. De même, les parties consacrées au montage, dans lesquelles

l'auteur démontre que si le son était parfois synchrone, il était le plus souvent monté, mériteraient d'être développées. Vincent Bouchard se limite malheureusement à présenter les résultats de ses recherches sur la technique, sans forcément en tirer des conséquences d'un point de vue théorique. S'il écrit on ne peut plus explicitement qu'« il faut faire ici une distinction entre le son direct et le son synchrone [... car] le monteur déplace de nombreux sons afin de créer un contexte sonore » (p. 175-176), il ne remet pas pour autant en cause la légende du cinéma direct comme « cinéma léger et synchrone ! » En fait, comme l'auteur le démontre, le véritable apport technique du cinéma direct n'est pas de pouvoir enregistrer un son et une image de manière synchrone, mais de pouvoir le faire sur deux pistes distinctes. Cette innovation a permis aux cinéastes du direct d'effectuer des montages complexes, c'est-à-dire de désynchroniser les images et les sons. Ainsi, ce que Vincent Bouchard prouve, mais ne développe pas, c'est précisément que les cinéastes québécois œuvrent au développement d'un cinéma léger et non synchrone !

Dans tous les cas, le travail de Vincent Bouchard constitue une étape essentielle pour l'histoire de la technique, car il intègre de manière pertinente un questionnement sur le rôle de l'institution et sur les choix esthétiques des réalisateurs. L'articulation proposée entre ces trois pôles constitue un apport méthodologique dont les chercheurs en sciences sociales s'intéressent au cinéma et, plus largement, à la culture visuelle auront à s'inspirer dans leurs travaux futurs.

Rémy Besson

## Sciences et ésotérisme

CONWAY FLO et SIEGELMAN JIM, *Dark Hero of the Information Age : In Search of Norbert Wiener, the Father of Cybernetics*, New York, Basic Books, 2005, 423 p., 50 \$ ; trad. fr., *Héros pathétique de l'âge de l'information : en quête de Norbert Wiener, père de la cybernétique*, prés. de Robert

Vallée, trad. de l'angl. par Nicole Vallée-Levi, Paris, Hermann, 2012, 425 p., 35 €.

Ce livre rédigé par deux journalistes est la traduction en français d'un ouvrage paru en 2005. Bien entendu, avec l'essor de l'Internet et plus généralement des technologies de l'information et de la communication, le personnage de Norbert Wiener (1894-1964), « père de la cybernétique » retrouve une actualité, dès lors que l'on considère que cette théorie repose sur une conceptualisation interdisciplinaire de la notion scientifique d'information et des phénomènes de rétroaction. L'intérêt premier du livre, ordonné sans surprise de façon chronologique, est d'utiliser quelques sources inédites permettant de démarquer cet ouvrage non seulement des deux autobiographies de Norbert Wiener, mais aussi des solides travaux de l'historien des sciences Steve Heims ou du mathématicien Pesi Masani, un des nombreux épigones de Wiener. Ces nouvelles sources sont de deux ordres : les rapports du FBI et de la CIA rédigés contre Wiener, essentiellement pendant le maccarthisme, ainsi que les entretiens avec les proches du célèbre scientifique qui fit l'essentiel de sa carrière au MIT. Grâce aux entretiens avec la famille et les collègues de Wiener, on comprend mieux, par exemple, l'importance de sa rupture avec le neurologue Warren McCulloch. Le rôle joué par Wiener en Inde et en URSS est également présenté de façon attrayante et novatrice, ce qui ne suffit pas à pallier de graves carences pour un historien qui serait intéressé par la vie et l'œuvre de Wiener.

Bien qu'il fasse plus de quatre cents pages, le livre ne contient ni index ni bibliographie. Les notes rassemblées sur quinze petites pages se terminent par « (Sidis, 1982) » ou « Heims 1980 » sans que l'on sache quelles sont ces références. La traduction est en outre de bien piètre qualité, surtout dans les deux premières parties (« ses paroles déclenchèrent de véritables lancers de grenades » p. 168, Wiener avait débuté « comme un as en zoologie » p. 194, où il est aussi question « d'analyses en pantoufles » ; le terme anglais « *polymath* » décrivant le génie universel de

John von Neumann ne se traduit d'ailleurs pas par « polymathématicien », p. 179). Seul le spécialiste du domaine saura corriger « Block » en « Black » lorsqu'il est question de rétroaction négative, « Campton » en « Compton » pour le président du MIT ou même « Heins » au lieu de « Heims ». Le secrétaire des dernières conférences Macy, Heinz von Foerster, est orthographié Förster dans les deux premières parties.

Sur le fond, les auteurs ont sans doute péché par hagiographie et parfois même par anachronisme. Les contributions de Ralph Hartley et Harry Nyquist, pour n'aborder que le domaine des télécommunications, ont été tout simplement omises, et l'importance des travaux de Norbert Wiener pour le couplage des radars aux canons de lutte antiaérienne fait l'objet d'hyperboles, alors même que, selon les mots de la traductrice, « le guide de tir à base statistique de Wiener ne vit jamais le feu » (p. 158). Ce livre ne pourra profiter, tout au plus, qu'à celles et ceux qui ne peuvent lire la version originale en anglais.

Jérôme Segal

---

CUCHET GUILLAUME, *Les Voix d'Outre-Tombe : tables tournantes, spiritisme et société au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éd. du Seuil, « L'Univers historique », 2012, 458 p., 25 €.

Ce livre passionnant, écrit dans une langue très claire, propose une histoire transatlantique du spiritisme dans sa phase de décollage et d'expansion (1848-1869), lorsqu'il est devenu un vrai phénomène de société. L'ouvrage est découpé en six parties à la fois chronologiques et thématiques. Il est d'abord question de la « source américaine » du spiritisme (les fameux *spirit raps* des sœurs Fox à Hydesville, dans l'État de New York ; le *burned-over district*, épice de renouveau religieux américain) et de sa diffusion très rapide en Europe via l'Allemagne d'abord, puis la Grande-Bretagne et la France. Guillaume Cuchet montre que le spiritisme est un des tout premiers américanismes de l'histoire européenne. Sa diffusion est liée à la mode des tables, tournantes puis parlantes, « frénésie » qui connaît son point culminant

à l'hiver 1853-1854 en Europe, mais qui ne retombe pas en France et trouve même à s'enraciner. Ce succès résulte à la fois d'un mouvement de longue durée qui s'enracine dans le 18<sup>e</sup> siècle (voir la thèse de doctorat de Nicole Edelman) et d'un effet de conjoncture : un repli sur le religieux lié à l'échec des espérances d'une partie de la gauche française et européenne au lendemain de 1848 (voir la thèse de doctorat de Philippe Murray).

En France, le spiritisme devient une doctrine, ce qu'il n'était pas aux États-Unis. Le mot lui-même est une invention d'Allan Kardec (Hippolyte Rivail) et date de 1857. Il permet de distinguer le spiritisme du spiritualisme, discipline qui étudiait à l'Université les facultés de l'âme immortelle. Le spiritisme de Kardec postule la possibilité d'une communication avec les morts et établit le dogme de la réincarnation. Les tables deviennent une « révélation » collective et un outil de communication expérimental. Kardec forge une doctrine intégrable au catholicisme par prudence. Les scientifiques n'invalident pas cette croyance (le rapport de Michel Chevreul n'est pas publié), ce qui le laisse prospérer.

L'étude du « milieu spirite » présente un paysage très fragmenté. Autour d'Allan Kardec et sa *Revue spirite* et de Zéphyre Piérart et sa *Revue spiritualiste*, évoluent une vingtaine de personnes, se démultipliant sous de nombreux pseudonymes et faisant vivre des revues éphémères. Se déploie aussi une sociabilité spirite étendue, principalement urbaine, bien implantée à Lyon, la « Mecque du spiritisme ». Le recrutement se fait dans la petite bourgeoisie et le monde ouvrier. Religion alternative, religion d'acclimatation, le spiritisme est aussi une « religion de la sortie de la religion » qui attire à lui des « communautés de deuil » auxquelles il offre une consolation.

Le dernier chapitre, consacré à l'antispiritisme, étudie le retournement de conjoncture et de l'échec relatif du kardécisme en France. La réaction catholique a été très efficace grâce à la modernisation du purgatoire et à la mise à l'index du spiritisme en 1864. La gauche spirite qui formait la base du mouvement connaît également à partir de 1865 une évolution néorationnelle qui

place ses membres dans une position inconfortable. La mort d'Allan Kardec en 1869 accélère la désaffiliation.

Stéphanie Sauget

## Sport et sciences du sport

BENSOUSSAN GEORGES, DIETSCHY PAUL, FRANÇOIS CAROLINE et STROUK HUBERT (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse : le projet d'un homme nouveau*, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2012, 279 p., 27,50 €.

Fruit du colloque « Sport, corps, régimes autoritaires et totalitaires » organisé à Paris les 13 et 14 novembre 2011 au Mémorial de la Shoah et au Centre d'histoire de Sciences Po, cet ouvrage rassemble la quasi-totalité des communications présentées au cours de ce rassemblement, enrichie d'un avant-propos de Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah et d'une préface de Georges Vigarello, pionnier en France des études sur l'histoire du corps. Cette publication vient donc parachever le travail initié autour de l'exposition intitulée « Le sport européen à l'épreuve du nazisme » élaborée au sein du Mémorial de la Shoah, qui, outre la tenue d'un colloque international, avait donné lieu à une série de conférences consacrées aux destins des sportifs juifs dans les années 1930 et 1940 et aux rapports entre sport et régimes autoritaires et totalitaires.

Organisés en quatre grandes parties, « Le corps, le sport et la modernité », « Le sport au risque des régimes totalitaires », « Sportifs et sportives entre persécution, liberté surveillée et résistance » et « L'héritage des régimes autoritaires et totalitaires dans le sport d'après-guerre », les seize articles réunis ici explorent, à différentes échelles, la place et l'utilisation du sport dans les « sociétés de masse » qui prennent forme au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Le but ici n'est pas de s'intéresser uniquement au sort tragique des sportifs juifs européens face à la montée du nazisme, mais de proposer une perspective comparée générale autour de la notion

d'« homme nouveau » et de la place du sport dans les sociétés modernes occidentales. Destinées individuelles, pratiques sportives communautaires, usages propagandistes du sport et de la figure du champion, transformations du rapport au corps et de ses représentations, autant d'approches qui permettent de mettre en lumière les différentes facettes de la notion d'« homme nouveau ». Celle-ci se déploie de façon privilégiée dans les régimes fasciste, nazi et communiste, mais n'est pas absente des régimes démocratiques. En outre, l'un des enjeux majeurs mis en avant dans cet ouvrage concerne l'héritage des régimes dictatoriaux européens dans le domaine du sport, posant la question des ruptures et des continuités entre les politiques sportives établies avant et après la Seconde Guerre mondiale. Les articles se répondent et se complètent, formant un ensemble cohérent malgré la diversité des thèmes abordés. Au final, les actes de ce colloque constituent une lecture stimulante, démontrant la validité du sport en tant qu'objet d'histoire, capable d'apporter de nouvelles pistes de réflexion sur des questions historiques déjà amplement considérées par l'historiographie, comme le sont les totalitarismes européens.

Lucie Hémeury

HEGGIE VANESSA, *A History of British Sports Medicine*, Manchester, Manchester University Press, 2011, 240 p., 60 £.

Toutes les sciences, ou champs d'application des sciences, sont soumis à des processus de développement associant des influences « internes » au champ scientifique lui-même et d'autres « externes » liées au contexte social, politique, culturel, voire économique. L'objet « médecine du sport » ne déroge pas à ce constat historiographique, alors que le sport constitue sans doute l'un des phénomènes sociaux déterminants pour saisir l'évolution du 20<sup>e</sup> siècle et que, dans le même temps, la médecine poursuit son processus de spécialisation entamé au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Comme nous le révèle Vanessa Heggie dans *A History of British Sports Medicine*, l'exemple anglais est

néanmoins fondamental, car le processus va aboutir en 2005 à la création d'une véritable « spécialité » de médecine du sport, ce que les autres médecines ou champs sportifs européens, français, suisse ou allemand, ne réussiront pas à réaliser.

Parmi les facteurs internes de cette réussite, Vanessa Heggie cite notamment les progrès de la physiologie, dont les travaux permettent de mieux appréhender le mouvement humain au tournant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Les médecins anglais s'engagent alors notamment dans une critique des dangers de la pratique excessive de l'exercice physique, tout en cherchant à contre-carrer ses effets pervers et notamment les blessures. Point d'inflexion majeur, il convient de souligner le rôle fondamental de la British Association of Sport and Medicine créée en 1952 pour « promouvoir les études et les recherches sur tous les aspects médicaux des sports », mais dont la principale conséquence est de faire de la « médecine du sport » une médecine de la performance avant tout.

Les influences « externes » sont surtout liées à l'instrumentalisation croissante du sport dans le cadre des concurrences sportives symboliques entre les États occidentaux et désormais l'ensemble du monde. En effet, si l'on peut souscrire à l'hypothèse d'une autonomisation du champ sportif autour de l'avènement et de la consolidation d'institutions autonomes et de systèmes propres de consécration, l'hypothèse inverse peut aussi être défendue, puisque l'histoire, et tout particulièrement l'histoire de la médecine du sport, souligne l'implication croissante de l'État dans l'encadrement du sport de haut niveau depuis 1920, par le soutien de la recherche, par l'avènement de formation aux métiers de l'entraînement ou encore par l'emploi, fut-il « fictif », des champions au sein de la fonction publique. Les États d'Europe de l'Est, directement ou indirectement sous l'influence de Moscou, constituent d'évidents modèles, mais les conclusions de Vanessa Heggie à propos de l'Angleterre soulignent la transversalité de l'étatisation du sport par-delà les frontières politiques et idéologiques.

Dans son ouvrage, l'historienne britannique réussit le pari de faire dialoguer ces différents types d'influences déterminant l'émergence de la médecine du sport en Grande-Bretagne au 20<sup>e</sup> siècle, au profit d'un projet ouvrant de nombreuses pistes de recherches. Parmi ces pistes, citons notamment l'étude des processus de développement de professions paramédicales utilisant le mouvement (les exercices physiques) à des fins thérapeutiques, comme la physiothérapie ; ou l'analyse approfondie de l'avènement de pratiques comme l'aérobic ou le fitness, liées à l'émergence d'une quête démesurée de la santé par le mouvement.

Grégory Quin

---

HIDRI OUMAYA, *Faire trace... Entretien avec Christian Pociello*, Arras, Artois Presses Université, 2012, 218 p., 15 €.

Résolument engagé, le projet d'Oumaya Hidri s'insère dans les dynamiques de l'« ego-histoire », initiée par la parution de l'ouvrage *Essais d'ego-histoire*, publié sous la direction de Pierre Nora en 1987. Entre mémoire, souvenir, autobiographie et compte rendu d'entretien, cet *Entretien avec Christian Pociello* relève à la fois d'une volonté épistémologique de rendre compte d'une trajectoire sociale singulière et d'un souci de préserver la subjectivité du récit de soi, alors que l'introduction souligne la relation originale de l'auteur et de son « objet », celui-ci étant tout à la fois l'un de ses professeurs et l'espace des sciences du sport dans son ensemble.

Au fil des pages, à travers la carrière de Christian Pociello, l'auteur nous permet de jeter un regard critique sur l'histoire des sciences et sur l'introduction des sciences du sport à l'Université en France. On peut observer l'influence des sciences dites « dures » dont l'intérêt pour l'objet « sport » est modéré et tout entier fait de paradoxes, et l'influence des sciences « humaines et sociales » plus enclines à essayer d'intégrer le sport dans leurs préoccupations, mais encore au détriment de l'espace des sciences du sport lui-même.

Pour preuve, nous pouvons citer les exemples des deux « maîtres à penser » de Christian Pociello, Georges Canguilhem et Pierre Bourdieu, dont les positionnements face aux pratiques sportives sont déterminés par leur inscription disciplinaire et par leur ancienneté, et donc leur légitimité, dans leurs disciplines respectives. Véritable « père spirituel » (p. 90), Georges Canguilhem encourage le jeune chercheur Christian Pociello et l'initie à la rigueur et à la vigilance épistémologique ; Pierre Bourdieu, de son côté, essaie de s'infiltrer au sein du monde naissant de la recherche en sport, prenant Christian Pociello pour un « informateur indigène » (p. 107), alors qu'il prépare ce qui sera son maître ouvrage, *La Distinction*, dans lequel il souhaite intégrer la variable « sport » pour établir plus fermement sa « critique sociale du goût ». Par ailleurs, il faut souligner toute la violence du milieu universitaire, où la passion ne peut être l'unique moteur et où le réseau fonde la possibilité de réaliser des travaux majeurs, nécessitant de larges financements. Christian Pociello, s'il a pu ressentir la violence de « son » monde, a surtout su porter ses projets en accompagnant la consolidation des sciences du sport en France autour de ses camarades et de ses élèves : Jacques Defrance, Daniel Denis, Georges Vigarello, Dieter Hillairet, tous devenus les figures de proue du domaine depuis les années 1990.

Sous la plume d'Oumaya Hidri et sur les traces de Christian Pociello, c'est non seulement l'histoire des sciences du sport en France et celle de l'Université qui se dessine, mais encore toute une époque qui se révèle. L'ambition de l'auteur n'est toutefois pas de faire œuvre d'historien, ni d'ailleurs d'écrire une biographie « historique » (qui reste encore à réaliser), mais de « proposer *in vivo* l'ascension "exceptionnelle" de l'un des premiers sociologues du sport français » (p. 27). Gageons que l'idée se répandra et que d'autres projets verront prochainement le jour.

Grégory Quin

## Historiographie

ROUSSO HENRY, *La Dernière Catastrophe : l'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, « NRF Essais », 2012, 338 p., 21 €.

Trente-cinq ans après la fondation de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), l'un de ses anciens directeurs en fonction entre 1994 et 2005, Henry Rouso, propose une somme réflexive de référence sur cette pratique de l'histoire du très contemporain aujourd'hui reconnue dans l'espace public et le champ académique. Conçu au départ comme un « manifeste offensif » destiné à protéger la singularité de ce champ historiographique, le projet d'Henry Rouso s'est progressivement mué en une réflexion sur « une certaine manière de penser l'histoire du temps présent » (p. 23).

S'appuyant sur une bibliographie récente et internationale, cette position s'exprime dans le livre sous la forme d'une thèse formulée de façon claire et précise : l'histoire du temps présent constitue un champ historiographique singulier dans la mesure où elle est étroitement liée à l'histoire au premier et au second degré de la « dernière catastrophe ». En faisant de l'expression du médiéviste allemand Hermann Heimpel le titre de son livre, Henry Rouso souligne d'emblée le lien très étroit et très problématique entre l'intérêt pour le passé proche et le « dernier » grand moment de violence paroxystique déployant ses effets sur la moyenne durée au-delà de l'événement originel. Cette relation se caractérise par une tension entre l'histoire et la mémoire, entre la distance et la proximité, entre l'objectivité et la subjectivité, entre le chercheur et le témoin. Elle est illustrée dès l'introduction de façon synecdotique par le récit personnel que l'auteur fait d'une scène de désaccord survenu à l'IHTP en 1989, entre l'un des pères fondateurs, François Bédarida, et deux jeunes historiens, Denis Peschanski et l'auteur, au sujet du rapport que l'historien du temps présent entretient avec

---

le passé proche comme l'époque de Vichy. Au « vous n'avez pas vécu cette période, vous ne pouvez pas comprendre » (p. 9) lancé tel un anathème par François Bédarida, Henry Rousso tente de répondre en proposant une réflexion très solide, articulée en quatre chapitres.

Soucieux de réinscrire sa pensée dans la longue durée, l'auteur démontre dans les premiers chapitres que l'écriture de l'histoire de son temps est une pratique ancienne qui remonte à Thucydide et que l'histoire du temps présent que nous connaissons est née au « siècle des extrêmes ». Dépassant une simple approche diachronique, Henry Rousso donne à lire au troisième chapitre une façon de penser le contemporain : loin de se

réduire à un point dans le temps, celui-ci possède une épaisseur. Dans une dernière partie, l'auteur se propose de définir « notre » temps en privilégiant clairement l'approche par critères constants (où le témoin est l'élément central), plutôt que celle reposant sur des césures majeures (1789, 1917, 1945, 1989, 2001).

À l'ère du présentisme et de l'hypermnésie, l'ouvrage d'Henry Rousso constitue un plaidoyer solide en faveur d'une certaine histoire du temps présent et le point de départ incontournable pour quiconque souhaite interroger la pertinence de cette manière de penser le très contemporain.

*Emmanuel Droit*